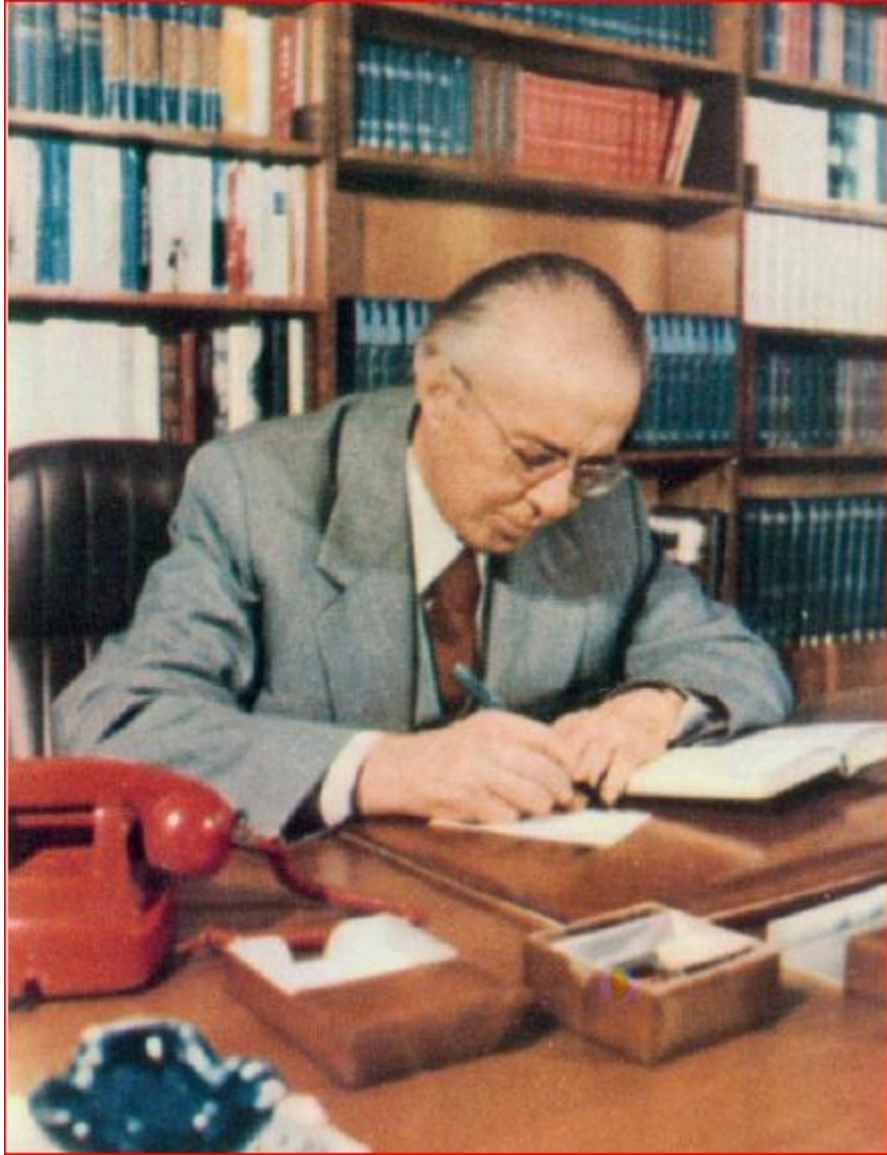


**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !**

**ENVER HOXHA**

**L'EUROCOMMUNISME  
C'EST DE L'ANTICOMMUNISME**





ENVER HOXHA



Au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Espagne, qui s'est tenu en avril 1978, les révisionnistes de Carrillo ont déclaré que leur parti n'est plus un parti marxiste-léniniste, mais un « parti marxiste- démocratique et révolutionnaire ». « Considérer le léninisme comme le marxisme de notre époque, a déclaré Carrillo, est inadmissible. »

A leur XXIII<sup>e</sup> Congrès, en mai 1979, les dirigeants révisionnistes français ont proposé de supprimer dans les documents de leur parti toute référence au marxisme-léninisme et d'y substituer l'expression de « socialisme scientifique ».

Les révisionnistes italiens aussi, au XV<sup>e</sup> Congrès de leur parti, qui s'est réuni en avril 1979, ont effacé de leurs statuts l'exigence que les membres du parti assimilent le marxisme-léninisme et en appliquent les enseignements. « La formule « marxisme-léninisme » ; ont dit les togliattiens, n'exprime pas toute la richesse de notre héritage théorique et idéologique. » Maintenant, au parti révisionniste italien peut adhérer n'importe qui, sans égard à l'idéologie qu'il embrasse ou qu'il applique.

De la sorte, les révisionnistes eurocommunistes ont sanctionné, à la fois pour la forme et publiquement, leur rupture définitive d'avec le marxisme-léninisme, ce qu'ils avaient pratiquement fait depuis des années. La propagande bourgeoise, se réjouissant de cette rapide et complète transformation de ces partis dans le sens de la social-démocratie, a défini l'année 1979 comme l'« année de l'eurocommunisme ».

Dans les grandes difficultés où se débat la bourgeoisie européenne, en raison de la grave crise économique et politique qui la tenaille, et alors que la révolte des masses contre les conséquences de cette crise et de l'oppression et de l'exploitation capitalistes va sans cesse croissant, rien ne peut mieux convenir à cette bourgeoisie que les conceptions anti-marxistes et l'activité anti-ouvrière des eurocommunistes. Rien ne peut mieux que les courants révisionnistes pacifistes, capitulards et collaborationnistes, y compris l'eurocommunisme, aider l'impérialisme dans sa stratégie tendant à réprimer la révolution, à saper les luttes de libération et à dominer le monde.

La bourgeoisie occidentale ne cache pas son enthousiasme de voir que les révisionnistes eurocommunistes se sont maintenant alignés aux côtés des sociaux-démocrates, des fascistes, pour attaquer de concert, en usant de toutes les armes, la révolution, le marxisme-léninisme, le communisme. Les capitalistes se réjouissent beaucoup de voir ; se préparer de nouveaux gérants de leurs affaires pour remplacer graduellement les sociaux-démocrates, que leurs longs états de service dans les appareils du pouvoir bourgeois et leur lutte ouverte contre la classe ouvrière et la cause du socialisme dans bien des pays, ont conduits dans les rangs de la réaction extrême et ont gravement compromis aux yeux des travailleurs. Les sociaux-démocrates se sont maintenant fondus non seulement idéologiquement et politiquement, mais aussi socialement avec la haute bourgeoisie. Aujourd'hui la bourgeoisie espère beaucoup que les révisionnistes eurocommunistes se feront les

principaux gardiens de l'ordre capitaliste, les porte-drapeaux de la contre-révolution. Mais les grands messieurs du capital se hâtent un peu trop de crier victoire.

Il y a plus d'un siècle que le communisme épouvante la bourgeoisie capitaliste, les gros propriétaires et les impérialistes, qu'il épouvante les opportunistes, les renégats du marxisme-léninisme. Depuis plus de cent ans, le marxisme-léninisme guide les prolétaires dans leurs batailles pour l'abolition du capitalisme et la victoire du socialisme.

Son drapeau triomphant a flotté pendant une longue période dans bien des pays, et les ouvriers, les paysans, les intellectuels populaires, les femmes et les jeunes ont goûté les bienfaits de cette vie libre, juste, égale et humaine, pour laquelle avaient lutté Marx, Engels, Lénine et Staline. Si le socialisme a été renversé en Union soviétique et dans d'autres pays où la contre-révolution a triomphé, cela ne veut pas dire que le marxisme-léninisme ait été vaincu et qu'il ait perdu de sa valeur, comme le prétendent les bourgeois et les révisionnistes.

Les grands guides du prolétariat, Marx et Lénine, ont nettement mis en lumière que la révolution n'est pas une marche triomphante en ligne droite. Elle connaît des victoires, mais aussi des défaites, elle se fraye son chemin en avant en zigzags, et elle monte degré par degré. L'histoire du développement de la société humaine atteste que la substitution à un système donné d'un système social supérieur ne se fait pas en un jour, mais qu'elle couvre toute une époque historique. Pas même les révolutions bourgeoises, qui ont remplacé le système exploiteur féodal par le système capitaliste n'ont pu, dans bien des cas et dans plusieurs pays, échapper à la contre-révolution. Témoin la France où la révolution bourgeoise, bien qu'elle ait été la révolution la plus profonde et la plus radicale de l'époque, n'a pu établir et consolider immédiatement l'ordre capitaliste. Après la première victoire en 1789, la bourgeoisie et les masses travailleuses ont dû se dresser à nouveau et à plusieurs reprises dans la révolution pour renverser la monarchie féodale des Bourbons et le système féodal dans son ensemble et pour instaurer définitivement l'ordre bourgeois.

L'époque des révolutions prolétariennes vient de commencer. L'avènement du socialisme représente une nécessité historique qui découle du développement objectif de la société. Cela est inévitable. Les

contre-révolutions qui se sont produites, les obstacles qui se dressent peuvent prolonger un tant soit peu la vie de l'ancien système exploiteur, mais ils sont impuissants à arrêter la marche de la société humaine vers son avenir socialiste.

L'eurocommunisme cherche à dresser devant la révolution une barrière de buissons et de ronces pour défendre le système capitaliste. Mais les flammes de la révolution ont renversé et détruit non seulement ce genre de barricades mais même des forteresses dressées par la bourgeoisie.

Les révisionnistes, et en particulier les eurocommunistes, ne sont pas les premiers à attaquer le marxisme-léninisme et à lancer leurs plus pesantes anathèmes contre lui. La réaction bourgeoise et les impérialistes ont massacré, torturé et étouffé dans des prisons des milliers et des centaines de milliers de communistes et de combattants de la révolution, qui avaient embrassé les idées du marxisme-léninisme et qui luttait pour la libération du prolétariat et des peuples. Les fascistes ont fait des autodafés des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les places, et aujourd'hui encore, dans beaucoup de pays, ceux qui lisent leurs livres ou qui,

même en cachette, murmurent leurs noms avec espoir et vénération, risquent, s'ils sont découverts, le plus lourd des châtiments. Aucune bibliothèque n'est assez vaste pour contenir les livres, les revues, les journaux et les publications de toute couleur qui attaquent le marxisme-léninisme, aucun calcul ni aucune supposition ne peuvent donner une idée même approximative de l'intensité et de l'ampleur de la propagande anticommuniste de l'impérialisme.

Et pourtant le marxisme-léninisme n'a pas disparu. Il vit et s'épanouit comme idéologie et comme réalité, matérialisé qu'il est dans le système social socialiste érigé suivant ses enseignements. Témoin l'Albanie socialiste, témoin les partis marxistes-léninistes, les millions et millions d'ouvriers et de paysans qui luttent chaque jour pour renverser la bourgeoisie, pour la démocratie et la libération nationale. Aucune force, aucune torture, aucune intrigue, aucune imposture ne peuvent arracher le marxisme-léninisme de l'esprit et du cœur des hommes.

La doctrine de Marx et de Lénine n'est pas un schéma conçu dans des cabinets de philosophes ou de politiciens. Elle reflète les lois objectives du développement de la société. Les travailleurs, même sans connaître le marxisme-léninisme, luttent pour échapper à l'oppression et à l'exploitation, pour renverser les patrons et les tyrans, pour vivre libres et jouir des fruits de leur travail. Mais en assimilant les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, ils découvrent la juste voie de cette lutte, ils trouvent la boussole qui les oriente dans la jungle capitaliste, ils acquièrent la lumière qui les éclaire dans leur marche assurée vers leur avenir socialiste.

C'est cette boussole entre les mains des travailleurs que les révisionnistes cherchent à dérégler, c'est cette lumière qu'ils tâchent de leur obscurcir, cette perspective qu'ils veulent leur faire perdre.

Jusqu'à tard encore, les partis révisionnistes d'Occident étaient unis dans la campagne anticommuniste khrouchtchévienne et impérialiste contre Staline. Ils parlaient avec passion « d'affranchissement du stalinisme », d'un prétendu retour au léninisme, qui aurait été, selon eux, déformé par Staline. Ils professent maintenant l'abandon du léninisme pour retourner » aux fondateurs du socialisme scientifique, à Marx et à Engels.

Ces renégats cherchent à présenter cette rapide escalade des échelons de la trahison envers le marxisme-léninisme, comme une pénible ascension d'un mont au sommet duquel ils trouveront la source de la vérité communiste. Mais les révisionnistes, qu'ils soient khrouchtchéviens ou eurocommunistes, combattent au même titre, de manière tout aussi farouche et diabolique, à la fois Staline et Marx et Lénine.

Le fait qu'au début ils ont concentré leur feu contre Staline, en laissant provisoirement de côté Lénine, tenait à des considérations purement tactiques. La logique de classe conseillait aux impérialistes et aux révisionnistes qu'à un moment donné il était préférable de détruire en premier lieu le socialisme en Union soviétique, de frapper d'abord le marxisme-léninisme là où il avait été mis en pratique. La Bourgeoisie et la réaction comprenaient que la dégénérescence capitaliste de l'Union soviétique aiderait beaucoup aussi leur lutte pour faire dégénérer les partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir.

Le nom et l'œuvre de Staline étaient liés à la mise sur pied de l'Etat de dictature

du prolétariat en Union soviétique et à la construction du socialisme dans ce pays. En dénigrant Staline et le système social pour lequel il lutta et œuvra toute sa vie durant, la réaction et toute la lie anticommuniste voulaient détruire non seulement la plus grande et la plus puissante base du socialisme, mais aussi le rêve communiste de centaines et de centaines de millions d'hommes dans le monde. Par l'attaque contre Staline et son œuvre, elles tendaient à susciter chez les combattants de la révolution un esprit de pessimisme, l'amer sentiment de désillusion de l'homme qui a poursuivi inconsciemment un idéal mensonger.

Mais en dépit des grands espoirs qu'elles ont mis dans la campagne contre Staline, en dépit de la victoire de la contre-révolution en Union soviétique et dans d'autres pays, la révolution n'a pas été vaincue, le marxisme-léninisme n'a pas disparu, le socialisme n'a pas été éteint. La trahison khrouchtchévienne a eu de graves conséquences, mais elle n'est jamais parvenue à abaisser le glorieux drapeau du marxisme-léninisme, que les révolutionnaires authentiques, des millions de gens qui croient en sa force inextinguible, tiennent toujours haut levé. Cependant que le khrouchtchévisme a été démasqué comme idéologie contre-révolutionnaire de la restauration capitaliste et comme politique de grand Etat pour la domination du monde, le marxisme-léninisme, lui, est demeuré l'idéologie qui guide les peuples vers la victoire de la révolution et vers la libération.

Actuellement les révisionnistes ont tourné leurs batteries contre le léninisme. Il est naturel de se demander : pourquoi cette attaque contre le léninisme et pourquoi sont-ce précisément les eurocommunistes qui s'en sont faits les porte-drapeau ?

De même que Khrouchtchev, par son attaque contre Staline, cherchait à frapper la théorie et la pratique de la construction du socialisme, ainsi les eurocommunistes, par leur attaque contre Lénine, veulent saper la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne. L'œuvre de Lénine est très vaste, mais elle est étroitement liée précisément à la préparation et à l'accomplissement de la révolution. C'est pourquoi, pas plus que Khrouchtchev ne pouvait saper le socialisme en Union soviétique sans se débarrasser de Staline, les eurocommunistes ne peuvent saboter ni saper jusqu'au bout la révolution sans ôter Lénine de l'esprit et du cœur des travailleurs.

Dans sa lutte pour réfuter et dénigrer le marxisme-léninisme, la bourgeoisie a toujours eu à son côté, suivant les époques, des opportunistes de tous les acabits, des renégats de toutes les couleurs. Ils ont tous prédit la fin du marxisme, qu'ils ont considéré comme inapproprié aux temps nouveaux, et vanté leurs idées « modernes » comme étant la science de l'avenir. Mais que sont devenus Proudhon, Lassalle, Bakounine, Bernstein, Kautsky, Trotski et leurs partisans ? L'histoire ne dit rien de positif à leur sujet. Leurs sermons n'ont servi qu'à freiner et à saboter la révolution, à saper la lutte du prolétariat et le socialisme. En luttant contre le marxisme-léninisme, ces renégats ont été défaits et ont fini dans la poubelle. C'est de cette poubelle que les tirent de temps à autre les opportunistes successifs, en s'efforçant de faire passer pour leurs les formules et les thèses faillies et discréditées de leurs prédécesseurs, et de les opposer au marxisme-léninisme. C'est précisément ce que font aujourd'hui les eurocommunistes.

Dans leurs efforts pour renier le marxisme-léninisme, en prétendant qu'il aurait « vieilli », et au nom de la recherche de théories nouvelles pour passer au socialisme tous ensemble, prolétaires et bourgeois, prêtres et policiers, sans lutte de classes, sans révolution, sans dictature du prolétariat, les eurocommunistes



n'inventent rien, ils ne font rien d'original.

Notre Parti du Travail a analysé et démasqué en leur temps les théories antimarxistes et les actions contre-révolutionnaires des révisionnistes yougoslaves et soviétiques. Il a rejeté également les vues et

les attitudes opportunistes et bourgeoises des révisionnistes chinois. Il n'a pas manqué de critiquer aussi la dégénérescence idéologique et organisationnelle des partis communistes d'Europe occidentale. Mais nous nous arrêterons plus en détail dans ce livre à l'examen et à la critique des conceptions et des thèses anticommunistes du courant révisionniste qui fait un grand tort à la cause de la révolution et du socialisme non seulement en Europe, mais encore dans le monde entier. Les compères capitalistes ont baptisé ce courant du révisionnisme moderne eurocommunisme, alors que pour nous, marxistes-léninistes, c'est de l'anticommunisme.

## **I - LA NOUVELLE STRATÉGIE IMPÉRIALISTE ET L'APPARITION DU RÉVISIONNISME MODERNE**

### **L'opportunisme, allié permanent de la bourgeoisie**

L'apparition du révisionnisme moderne, tout comme celle de l'ancien, est un phénomène social conditionné par de multiples causes historiques, économiques, politiques, etc. Pris dans son ensemble, il est le produit de la pression de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et sur la lutte de celle-ci. L'opportunisme et le révisionnisme ont, dès le départ et jusqu'à ce jour, étroitement concouru à la lutte de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre le marxisme-léninisme, ils se sont intégrés dans la grande stratégie capitaliste tendant à saper la révolution et à perpétuer l'ordre bourgeois. À mesure qu'avancait la cause de la révolution et que le marxisme-léninisme se répandait parmi les larges masses populaires, l'impérialisme a toujours plus utilisé le révisionnisme comme son arme préférée pour l'opposer à l'idéologie triomphante du prolétariat et pour la saper.

C'est ce qui s'est produit au début de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle après la parution du « Manifeste du Parti communiste » et des autres oeuvres de Marx et d'Engels, et lorsque le marxisme commença à exercer une influence toujours croissante parmi les masses travailleuses d'Europe. C'est précisément à cette époque que se répandirent en Angleterre le courant réformiste des trade-unionistes, en France les conceptions petites-bourgeoises de Proudhon, en Allemagne les conceptions petites-bourgeoises de Lassalle, en Russie et ailleurs les idées anarchistes de Bakounine, etc. Ce phénomène s'est manifesté également après les héroïques événements de la Commune de Paris, lorsque, épouvantée par la propagation de son grand exemple, la bourgeoisie impérialiste excita le nouveau courant opportuniste de Bernstein, qui s'efforçait de dépouiller le marxisme de son contenu révolutionnaire et de le rendre inoffensif pour sa domination politique.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque les conditions politiques et économiques mûrissaient toujours plus pour la révolution et la prise du pouvoir par le prolétariat, la bourgeoisie prêta tout son appui au courant opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale et en usa largement dans ses manœuvres pour la préparation et le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Après la victoire historique de la Révolution d'Octobre, alors que le socialisme, de théorie et mouvement révolutionnaires, s'érigea en un système économique et social triomphant dans un sixième du globe, le capitalisme fut contraint de changer

de stratégie et de tactique. Il accentua encore la violence et la terreur dans le pays, recourut aux moyens les plus sauvages pour se renforcer, amenant même le fascisme au pouvoir. En premier lieu, il intensifia encore sa démagogie et sa propagande pour dénigrer et déformer le marxisme-léninisme, inventant de nouvelles « théories » pseudo-marxistes, calomniant l'Union soviétique et préparant la guerre contre elle. L'impérialisme, écrivait Lénine à l'époque,

«... a senti que le bolchévisme était devenu une force mondiale, et c'est précisément pour cette raison qu'il s'efforce de nous écraser le plus vite possible, en cherchant tout d'abord à régler le compte des bolcheviks russes, puis celui de ses propres bolcheviks ». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 239.)

En 1918, les impérialistes britanniques, américains, français et japonais entreprirent leur intervention militaire contre la Russie. La guerre contre le premier Etat des ouvriers et des paysans regroupa en un seul camp toutes les forces réactionnaires. Les opportunistes et les renégats du marxisme se lancèrent eux aussi dans l'attaque contre la Révolution d'Octobre et le pouvoir prolétarien. Kautsky en Allemagne, Otto Bauer et Karl Renner en Autriche, Léon Blum et Paul Boncour en France se dressèrent furieusement contre la Révolution d'Octobre, contre la stratégie et la tactique léninistes de la révolution. Ils considérèrent la Révolution d'Octobre comme étant illégale, comme un écart de la voie de l'évolution historique, une déviation par rapport à la théorie marxiste. Ils prêchaient la révolution pacifique, sans violence ni effusion de sang, la prise du pouvoir par l'obtention de la majorité au parlement ; pour eux, le prolétariat ne devait pas devenir la classe dominante. Ils portaient aux nues la démocratie bourgeoise et attaquaient la dictature du prolétariat.

L'intervention armée contre la Russie soviétique ayant échoué, et la social-démocratie ne réussissant pas à arrêter la création de nouveaux partis communistes et le grand élan révolutionnaire des masses travailleuses d'Europe, la bourgeoisie plaça tous ses espoirs dans la rupture du front du communisme

«... de l'intérieur, en cherchant ses héros parmi les chefs du P.C.R. (b) ». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 6, p. 278.)

Les trotskistes mirent de nouveau en avant «la théorie de la révolution permanente», selon laquelle le socialisme en Union soviétique ne peut être construit sans la victoire de la révolution dans les autres pays. Ils se fondirent en un seul front avec la bourgeoisie dans la lutte contre le socialisme. Staline, à juste titre, soulignait qu'un front ennemi unique allant de Chamberlain à Trotski avait été créé. Les droites aussi, les boukhariniens, se ruèrent contre le socialisme. Ils étaient pour l'extinction de la lutte de classes et soutenaient la possibilité de l'intégration du capitalisme dans le socialisme.

La stratégie de l'impérialisme revêtit un caractère contre-révolutionnaire et anti-communiste prononcé surtout après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de la modification du rapport des forces en faveur du socialisme et de la révolution, modification qui ébranla jusque dans ses fondements le système capitaliste dans son ensemble. Ces changements mirent à l'ordre du jour la question de la révolution et de la victoire du socialisme non plus dans un seul ou dans deux pays, mais dans de vastes régions du monde et dans des continents entiers. Cette fois, l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, fit reposer tous ses espoirs sur sa militarisation totale, sur les blocs et les pactes militaires, en vue d'une intervention violente et d'une lutte ouverte contre le socialisme, contre les mouvements

révolutionnaires et libérateurs des peuples. Mais il fonda aussi de grands espoirs sur la résurgence et l'activation de toutes les forces opportunistes, pour saper et faire dégénérer les pays socialistes et les partis communistes de l'intérieur.

## **La victoire sur le fascisme et la contre-offensive de l'impérialisme**

Les puissances impérialistes et le capitalisme mondial dans son ensemble ont provoqué la Seconde Guerre mondiale afin de la diriger contre l'Union soviétique et le socialisme. Mais cette guerre, loin de renverser le premier Etat socialiste, porta à l'impérialisme des coups et lui causa des dommages qui mirent en question tout son système.

Sur les champs de bataille de cette guerre, non seulement les armées du fascisme furent écrasées, mais aussi l'idéologie anticomuniste de l'impérialisme mondial et la politique contre-révolutionnaire de l'opportunisme international furent mises en échec. Les puissances fascistes, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, qui constituaient les principales forces de frappe du capitalisme international contre le socialisme et le communisme, furent défaites. Les empires britannique et français, qui avaient fait jusqu'alors la «grande politique» mondiale, perdirent de leur puissance et de leur poids et se mirent à la remorque de la politique des Etats-Unis. Le front anti-communiste fut percé de part en part et le «cordon sanitaire» mis en place contre l'Union soviétique réduit en miettes.

Au sortir de la guerre, l'Union soviétique, qui assumait le poids principal de la guerre et joua un rôle déterminant dans la victoire sur le fascisme et pour la libération des peuples asservis, était puissante et elle jouissait d'un prestige international indiscutable. Dans ce grand affrontement avec l'impérialisme le système socialiste donna la démonstration historique de sa supériorité, de sa stabilité et de son invincibilité. A la faveur des nouvelles conditions créées et grâce à leur lutte antifasciste de libération nationale, une série de nouveaux Etats, guidés par les partis communistes, se détachèrent du système capitaliste et s'engagèrent dans la voie du socialisme. Ainsi fut créé le camp socialiste, ce qui constitue l'événement historique le plus important après la Révolution d'Octobre.

Dans tous les pays, les partis communistes connurent une croissance sans précédent. A la tête de la lutte contre le fascisme, ils prouvèrent, par le sang que versèrent leurs membres et par leurs prises de position, qu'ils étaient les forces politiques les plus conséquentes et les plus fidèles aux intérêts du peuple et de la nation, les combattants les plus déterminés de la liberté, de la démocratie et du progrès. Le marxisme-léninisme se répandit dans le monde entier, le mouvement communiste international étendit son influence et son autorité sur tous les continents.

Les grandes idées de liberté, d'indépendance et de libération nationale qui imprégnèrent la lutte antifasciste, pénétrèrent non seulement l'Europe, mais encore l'Asie et l'Afrique, ainsi que le continent latino-américain. La victoire sur le fascisme et la création du camp socialiste éveilla les peuples des pays coloniaux. Le système colonial de l'impérialisme entra dans la plus grande crise qu'il avait connue. Dans les colonies, qui englobaient presque la moitié de l'humanité, le puissant mouvement de libération nationale fit éruption comme un volcan. Les arrières du système capitaliste, les régimes coloniaux et semi-coloniaux commencèrent à crouler. Affaibli par toutes ces défaites, le système impérialiste commença à être secoué dans ses fondements.

Toutes ces transformations constituaient une grande victoire, non seulement de l'Union soviétique, des pays de démocratie populaire et des peuples du monde, mais aussi de la théorie immortelle de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la vitalité et le bien-fondé furent démontrés une fois de plus avec une force nouvelle dans le plus grand affrontement que l'humanité eût connu jusqu'alors, et qui vit aux prises deux mondes, le monde socialiste et le monde capitaliste. Toutes les transformations qui se produisirent après la Seconde Guerre mondiale prouvèrent dans les faits la justesse des thèses de Marx et de Lénine, selon lesquelles le monde capitaliste était en putréfaction et qu'il allait vers son effondrement, alors que la révolution et le socialisme étaient en ascension constante.

Ce furent ces grandes victoires du socialisme, des peuples et de la théorie marxiste-léniniste qui contraignirent l'impérialisme mondial à édifier sa nouvelle stratégie défensive et offensive afin de contenir les vagues montantes de la révolution et de la lutte des peuples, de renforcer les bases branlantes du système capitaliste.

Dans la ligne commune qu'elles se donnèrent après la guerre, les puissances impérialistes se fixèrent deux orientations fondamentales :

Premièrement, elles mobilisèrent toutes les forces, tous les moyens dont elles disposaient pour remettre sur pied leur potentiel économique, politique et militaire éprouvé par la guerre, pour renforcer le système capitaliste ébranlé par la puissante attaque des luttes révolutionnaires et libératrices des peuples. D'autre part, elles se mirent à la tâche afin de consolider les alliances anticommunistes existantes et d'en nouer de nouvelles, s'évertuant par ailleurs à préserver le colonialisme à travers le néo-colonialisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain se trouva occuper des positions prépondérantes, quant à la puissance économique et, dans une certaine mesure, militaire, par rapport à l'Europe et à l'Asie dévastées par la guerre. L'économie américaine, militarisée, était des plus solides. Les Etats-Unis visaient à établir leur hégémonie politique, économique et militaire dans le monde entier afin surtout d'encercler et d'affaiblir l'Union soviétique, qui était sortie victorieuse de la Seconde

Guerre mondiale et allait aussi à coup sûr et sans tarder se redresser économiquement et aider à la consolidation et au progrès des nouveaux Etats de démocratie populaire, créés en Europe et en Asie. Ils élaborèrent à cette fin leurs tactiques de lutte politique, idéologique et économique, ainsi que leur tactique militaire. Cette dernière était la continuation des plans américains dressés déjà durant la Seconde Guerre mondiale, et suivant lesquels les Etats-Unis étaient devenus une grande puissance productrice d'armes modernes, qui découvrit et fabriqua la bombe atomique larguée pour la première fois sur Hiroshima et Nagasaki.

Les Etats-Unis assumèrent le leadership du monde capitaliste et se posèrent comme son «sauveur». Les prétentions de l'impérialisme américain à la domination mondiale furent ainsi à l'ordre du jour.

«La victoire dans la Seconde Guerre mondiale, déclarait Harry Truman qui succéda à Franklin Roosevelt à la présidence des Etats-Unis, plaça le peuple américain devant la nécessité urgente et permanente d'assumer la direction du monde.» En substance, c'était là un appel à la lutte contre la révolution et le socialisme pour conquérir de nouvelles positions économiques et militaires dominantes dans le monde entier, aider les partenaires des Etats-Unis à se redresser et sauver le système colonial. Afin de mettre en œuvre cette stratégie, l'impérialisme américain

eut recours à l'UNRRA, il élaborait le «plan Marshall», créa l'OTAN et mit sur pied les autres blocs agressifs.

Deuxièmement, la question fondamentale pour le capital consistait à organiser une action de sape frontale contre l'idéologie marxiste-léniniste pour arracher à son influence la partie la plus révolutionnaire des travailleurs, pour faire dégénérer le socialisme.

En même temps qu'il était engagé dans la course effrénée aux armements, qu'il militarisait son économie et organisait des blocus économiques contre les pays socialistes, l'impérialisme mobilisa aussi de multiples moyens de propagande, philosophes, économistes, sociologues, écrivains et historiens, dans sa furieuse campagne contre la révolution et le socialisme, en cherchant à faire croire que le capitalisme et l'Etat capitaliste étaient transformés, présentant le premier comme un «capitalisme populaire», le second «comme l'Etat du bien-être général», etc. La bourgeoisie mit aussi à profit la conjoncture économique favorable de l'après-guerre pour faire beaucoup de bruit sur l'«épanouissement du capitalisme», afin de répandre parmi les masses l'illusion que les crises, l'anarchie, le chômage et d'autres plaies du capitalisme, seraient supprimés, que le capitalisme montrait soi-disant sa supériorité sur le socialisme, qui était présenté comme un système «totalitaire», regroupé derrière le «rideau de fer», etc.

Pour faire obstacle à la lutte de libération des peuples, étouffer la révolution prolétarienne et saper le socialisme, pour défendre et consolider ses positions, la bourgeoisie, aux moments de l'agonie et de la crise générale du système capitaliste qui est le sien, use de multiples moyens, notamment elle attise, encourage et met en mouvement les divers courants opportunistes et révisionnistes. Ces ennemis du prolétariat et de la révolution mettent tout en œuvre pour frapper en premier lieu le marxisme-léninisme, l'idéologie qui fait prendre conscience à la classe ouvrière de sa situation sociale et de sa mission historique, pour déformer cette idéologie et la rendre ainsi inoffensive pour la bourgeoisie et sans valeur pour le prolétariat. C'est ce rôle infâme et de trahison qu'ont assumé aussi les nouveaux courants de révisionnisme qui sont apparus après la Seconde Guerre mondiale et ont été sommairement qualifiés de «révisionnisme moderne».

Le révisionnisme moderne, prolongement des théories antimarxistes des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, de la social-démocratie européenne, s'est adapté aux particularités de l'époque qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Il a sa source dans la politique hégémoniste de l'impérialisme américain. Les divers courants et variantes du révisionnisme moderne ont les mêmes bases et la même stratégie, ils ne diffèrent que par leurs tactiques et par les formes de leur lutte.

### **Le révisionnisme moderne au pouvoir, nouvelle arme de la bourgeoisie contre la révolution et le socialisme**

Le premier courant qui précéda le révisionnisme moderne au pouvoir fut le **browdérisme**. Ce courant apparut aux Etats-Unis et il doit son nom à l'ancien secrétaire général du Parti communiste des Etats-Unis, Earl Browder.

En 1944, lorsque la victoire des peuples sur le fascisme se dessinait très clairement à l'horizon, Browder avança publiquement un programme foncièrement réformiste. Il fut le premier héraut de la ligne idéologique et politique capitularde que l'impérialisme américain devait s'efforcer d'imposer aux partis communistes et aux mouvements révolutionnaires. Sous le prétexte de la prétendue transformation des

conditions historiques du développement du capitalisme et de la situation internationale, Browder proclama le marxisme-léninisme «périmé» et le définit comme un système de dogmes et de schémas rigides. Il prêchait l'abandon de la lutte de classes, la réconciliation des classes à l'échelle nationale et internationale. Il estimait que le capitalisme américain n'était plus réactionnaire, qu'il pouvait panser les plaies de la société bourgeoise, qu'il pouvait se développer dans la voie démocratique pour le plus grand bien des travailleurs. Il ne voyait plus le socialisme comme un idéal, ni comme un objectif à atteindre. L'impérialisme américain, sa stratégie et sa politique s'étaient complètement effacés de son champ de vision. Les grands monopoles, les piliers de cet impérialisme, constituaient, pour Browder, une force progressive de développement économique, social et démocratique du pays. Browder niait le caractère de classe de l'Etat capitaliste et considérait la société américaine comme une société unique et harmonieuse, sans antagonismes sociaux, une société dominée par la compréhension et la collaboration de classe. A partir de ces conceptions, Browder niait aussi la nécessité de l'existence même du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Il se fit ainsi le promoteur de la dissolution, en 1944, du Parti communiste des Etats-Unis.

«Les communistes, écrivait-il, prévoient que leurs objectifs politiques pratiques concorderont, pendant un long temps et sur toutes les questions fondamentales, avec les objectifs d'une bien plus grande masse de non-communistes, et, de ce fait, nos actions politiques se fondront dans de grands mouvements de ce genre. C'est pourquoi l'existence d'un parti politique particulier des communistes ne sert plus un objectif pratique, mais risque au contraire de devenir un obstacle pour une unité plus large. Ainsi les communistes dissoudront leur parti politique distinct et trouveront une nouvelle et différente forme d'organisation et une appellation qui s'adaptent plus fidèlement aux tâches du jour et à la structure politique à travers laquelle ces tâches doivent être réalisées.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace*. New York, 1944, p. 117.)

Pour formuler ses théories bourgeoises liquidatrices, Browder prend pour point de départ et pour justification la Conférence des puissances alliées qui se tint à Téhéran en 1943, faisant des résultats de cette dernière une analyse et une interprétation antimarxistes et entièrement fausses.

Browder jugea l'accord des alliés antifascistes pour mener jusqu'au bout la guerre contre l'Allemagne nazie comme le début d'une nouvelle époque historique, où le socialisme et le capitalisme auraient trouvé la voie de la collaboration dans «un monde unique et identique», selon ses termes. Browder posa comme tâche que l'esprit de collaboration et de coexistence pacifique entre les puissances alliées issu de Téhéran devait être appliqué non seulement dans les rapports entre l'Etat socialiste soviétique et les Etats capitalistes ; mais aussi à l'intérieur de chaque pays capitaliste, dans les rapports entre les classes antagonistes. «Les différences de classes et les groupes politiques, déclarait Browder, n'ont maintenant aucune importance.» Il considérait que le seul objectif que les communistes devaient se fixer était la réalisation, sans incidents, dans une atmosphère de paix de classe, de l'«unité nationale», conçue par lui comme un bloc rassemblant les groupes du capital financier, les organisations monopolistes, les partis républicain et démocrate et jusqu'aux communistes et aux mouvements syndicaux, qu'il considérait tous, sans exception, comme des forces «démocratiques et patriotiques».

Au nom de cette unité, Browder déclarait que les communistes devaient être prêts à sacrifier même leurs convictions, leur idéologie et leurs intérêts particuliers, et

que les communistes américains, les premiers, s'étaient conformés à cette règle. «Nous nous efforcerons, disait-il, de promouvoir nos buts politiques, qui sont les mêmes que ceux de la majorité des Américains, à travers la structure existante des partis dans notre pays; qui est essentiellement le «système bipartite» spécifiquement américain.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace* New York, 1944, p. 118.)

Ebranlé par le développement relativement pacifique du capitalisme américain, après les réformes connues de Roosevelt, que celui-ci introduisit pour sortir de la crise économique du début des années 30, ainsi que par le vigoureux essor de la production et du travail au cours de la guerre, Browder en conclut que le capitalisme américain se serait soi-disant rénové, qu'il se développerait désormais sans crises, qu'il assurerait le mieux-être général, etc.

Il considérait le système économique américain comme étant en mesure de résoudre toutes les contradictions et tous les problèmes de la société, et de satisfaire à toutes les exigences des masses. Il identifiait le communisme et l'américanisme, déclarant que «le communisme est l'américanisme du XX<sup>e</sup> siècle». Selon Browder, tous les pays capitalistes développés peuvent, en exploitant la démocratie bourgeoise, dont le modèle devrait être la démocratie américaine, résoudre tout conflit et passer graduellement au socialisme.

Aussi Browder considérait-il comme un devoir des communistes américains d'assurer le fonctionnement normal du régime capitaliste, et il déclarait ouvertement qu'ils étaient prêts à collaborer pour assurer le fonctionnement efficace du régime capitaliste dans la période de l'après-guerre, pour «assurer l'allégement maximum des charges qui pèsent sur le peuple». Ces allègements, selon lui, seraient faits par les capitalistes américains «raisonnables», à qui les communistes devraient tendre la main de l'amitié.

Dans la ligne de ses conceptions ultra-droitières et cédant à la pression de la bourgeoisie, Browder, en mai 1944, après la dissolution du parti communiste, proclama la création, à sa place, d'une association culturelle à tendances éclairées, surnommée «Association politique communiste», justifiant cette initiative par l'argument que la tradition américaine exige soi-disant l'existence de deux seuls partis. Cette association, organisée comme un réseau de clubs, devait s'occuper principalement d'«activités éducatives politiques à l'échelle nationale, régionale et locale».

Les statuts de cette association déclaraient : «L'Association politique communiste est une organisation américaine qui n'a pas un caractère de parti et qui, s'appuyant sur la classe ouvrière, poursuit les traditions de Washington, Jefferson, Paine, Jackson et Lincoln, dans les conditions modifiées de la société industrielle moderne» ; il y était dit aussi que cette association «soutient la Déclaration d'indépendance, la Constitution des Etats-Unis et la Déclaration des droits, ainsi que les réalisations de la démocratie américaine contre tous les ennemis des libertés du peuple». (*The Path to Peace, Progress and Prosperity*. New York. 1944, pp. 47, 48.) Browder a effacé tous les objectifs du mouvement communiste. Le programme de l'association ne faisait même pas mention du marxisme-léninisme, pas plus que de l'hégémonie du prolétariat, de la lutte de classes, de la révolution et du socialisme. L'unité nationale, la paix sociale, la défense de la constitution bourgeoise ainsi que l'accroissement de la production capitaliste étaient devenus ses seuls objectifs.

Ainsi Browder est passé de la révision ouverte des questions fondamentales du

marxisme-léninisme, de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, à la liquidation organisationnelle du mouvement communiste aux Etats-Unis. Bien qu'en juin 1945, à son XIII<sup>e</sup> Congrès, le parti ait été recréé et la ligne opportuniste de Browder rejetée pour la forme, son influence n'a jamais disparu du Parti communiste des Etats-Unis. Par la suite, particulièrement après 1956, les idées de Browder refleurirent, et John Hayes, dans son article intitulé «Le temps est venu pour des changements» (Political Affairs, octobre 1956.), demanda une nouvelle fois, dans l'esprit du browdérisme, la conversion du Parti communiste des Etats-Unis en une association culturelle, de propagande. Et en fait, l'actuel Parti communiste des Etats-Unis est bien tel, une organisation où domine le révisionnisme browdérien, imbriqué avec le khrouchtchévien.

Par ses conceptions révisionnistes sur la révolution et le socialisme, Browder a prêté au capitalisme mondial une aide directe. Selon lui, le socialisme ne naît qu'à la suite d'une calamité, d'une catastrophe et non comme un résultat inéluctable du développement historique. «Nous ne souhaitons, disait-il, aucune catastrophe pour l'Amérique, même si cela devait conduire au socialisme.» En présentant la perspective de la victoire du socialisme comme très lointaine, il prêchait la collaboration des classes dans la société américaine et dans le monde entier. La seule alternative, selon lui, était celle du développement évolutionniste, à travers des réformes et avec l'aide des Etats-Unis.

Selon Browder, les Etats-Unis, disposant d'une puissance économique colossale, d'un grand potentiel scientifique et technique, doivent aider les peuples du monde, y compris l'Union soviétique, pour leur «développement». Cette «aide», disait Browder, servirait à l'Amérique à maintenir des rythmes élevés de production même après la guerre, pour assurer le plein emploi et l'unité nationale pendant de nombreuses années. A cette fin, Browder conseillait aux magnats de Washington de créer «une série de corporations industrielles gigantesques pour le développement des régions sous-développées et dévastées du monde, en Europe, Afrique, Asie et Amérique latine». (The Path to Peace, Progress and Prosperity. New York, 1944, p. 21.) «Si nous pouvons affronter fermement la réalité et faire renaître en des termes modernes la tradition de Jefferson, Paine et Lincoln, alors l'Amérique pourra apparaître unie devant le monde, en y assumant un rôle dirigeant... pour assurer le salut de l'humanité...» (E. Browder, Téhéran, Our Path in War and Peace, New York, 1944, p. 128.) Browder devint ainsi le porte-parole et le propagateur de la grande stratégie de l'impérialisme américain, de ses théories et de ses plans néo-colonialistes, expansionnistes.

Le browdérisme servait directement le «plan Marshall», à travers lequel les Etats-Unis visaient à établir leur hégémonie économique dans divers pays d'Europe ruinés par la guerre, ainsi que dans des pays d'Asie, d'Afrique, etc. Browder professait que les pays du monde, et particulièrement des pays de démocratie populaire et l'Union soviétique, devaient assouplir leur politique marxiste-léniniste et accepter l'aide «altruiste» des Etats-Unis, qui, selon lui, possèdent une économie puissante, disposent d'excédents considérables, pouvant et devant servir à tous les peuples (!).

Browder s'efforça de faire passer ses conceptions antimarxistes et contre-révolutionnaires pour la ligne générale du mouvement communiste international. Comme tous les révisionnistes antérieurs, il s'évertua, sous le prétexte du développement créateur du marxisme et de la lutte contre le dogmatisme, à démontrer que la nouvelle époque postérieure à la Seconde Guerre mondiale, exigeait de la part du



mouvement communiste la révision de ses convictions idéologiques antérieures et l'abandon -«des anciennes formules et des anciens préjugés» qui, d'après lui, «ne nous aideraient nullement à trouver notre voie dans le monde nouveau». C'était là un appel à l'abandon des principes du marxisme- léninisme.

Les vues de Browder se heurtèrent à l'opposition des partis communistes de maints pays ainsi que des communistes révolutionnaires américains eux-mêmes. Le browdérisme fut relativement vite démasqué comme un révisionnisme pur et simple, un courant manifestement liquidateur, une officine idéologique directement au service de l'impérialisme américain.

Le browdérisme porta un grand tort au mouvement ouvrier et communiste aux Etats-Unis et dans certains pays d'Amérique latine. Au sein de certains anciens partis communistes de ce sous-continent se produisirent des secousses et des divisions imputables aux menées des éléments opportunistes, qui, las de la lutte révolutionnaire, s'accrochèrent aux branches que ramifiait l'impérialisme américain pour étouffer les révoltes des peuples, la révolution, et corrompre les partis qui œuvraient à l'éducation et à la préparation des peuples pour la révolution.

En Europe, le browdérisme ne connut pas le même succès qu'en Amérique du Sud, bien que cette semence de l'impérialisme américain n'ait pas manqué d'être absorbée par les éléments réformistes, antimarxistes et anti-léninistes masqués qui attendaient ou préparaient le moment favorable pour dévier ouvertement de l'idéologie scientifique marxiste-léniniste.

Bien que le browdérisme, en son temps, ne soit pas parvenu à prendre, en tant que courant révisionniste, une envergure internationale, ses conceptions furent ranimées et adoptées par les révisionnistes modernes qui le suivirent. Sous diverses formes, elles sous-tendent les plates-formes politiques et idéologiques des révisionnistes chinois et yougoslaves, ainsi que des partis eurocommunistes d'Europe occidentale.

Non seulement le browdérisme, mais aussi la pensée mao-tsétoung, les théories et la ligne suivies par la direction chinoise, répondaient à la stratégie américaine visant à «contenir le communisme» et à instaurer l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde capitaliste de l'après-guerre.

Au début de 1945, lorsque Browder était apparu sur la scène et que, avec Truman, la nouvelle stratégie américaine achevait de prendre forme, se tint en Chine le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois. Dans les statuts approuvés par ce congrès il était dit : «Le Parti communiste chinois se guide dans toute son activité sur les idées de Mao Tsétoung.» Commentant cette décision dans le rapport qu'il présenta au congrès, Liu Shaoqi déclara que Mao Tsétoung avait rejeté nombre d'anciennes conceptions de la théorie marxiste, pour les remplacer par des thèses et des conclusions nouvelles. Selon Liu Shaoqi, Mao Tsétoung avait «chinoisé» le marxisme. «La pensée de Mao Tsétoung, déclara à l'époque Liu Shaoqi, est le marxisme chinois.»

Ces «nouvelles thèses et conclusions», ce marxisme «chinoise», n'avaient rien à voir avec une application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de la Chine, mais se traduisaient en fait par la négation de ses lois fondamentales universelles. Mao Tsétoung et ses compagnons concevaient le développement de la révolution en Chine en démocrates bourgeois. Ils n'étaient pas pour sa transformation en révolution socialiste. Ils prenaient pour modèle «la

démocratie américaine» et comptaient, pour la construction de la Chine nouvelle, sur l'appui du capital américain.

Les idées de Mao Tsétoung avaient beaucoup d'affinités avec les conceptions opportunistes de Browder, dont il faut dire qu'il avait étudié et bien compris les conceptions antimarxistes des dirigeants chinois. «Ce que l'on appelle en Chine le camp «communiste» du fait qu'il est dirigé par des membres éminents du Parti communiste chinois, écrivait Browder, est bien plus proche de la conception américaine de la démocratie que ne l'est ce qu'on appelle le camp du Kuomintang. Il en est plus proche de tous les points de vue, y compris par la plus grande extension donnée à «la libre entreprise» dans la vie économique.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace* New York, 1944, p. 26.)

Mao Tsétoung était pour un développement libre, illimité du capitalisme en Chine dans la période de l'Etat du type de la «démocratie nouvelle», comme il appelait le régime qui devait être instauré après le départ des Japonais. «Certains pensent, affirmait-il au VII<sup>e</sup> Congrès du P.C.C., que les communistes sont contre le développement de l'initiative privée, qu'ils sont contre le développement du capital privé, contre la défense de la propriété privée. En réalité il n'en est rien... la démocratie nouvelle que nous nous efforçons d'instaurer a précisément pour tâche... d'assurer à de larges milieux de Chinois la possibilité de développer librement l'initiative privée dans la société, de développer librement l'économie capitaliste privée.» (Mao Tsétoung, *Œuvres choisies*, t. 4, éd. alb., p. 364.) Ainsi Mao Tsétoung fait sienne la conception antimarxiste de Kautsky, selon laquelle dans les pays arriérés le passage au socialisme ne peut se réaliser qu'à travers une longue période de libre développement du capitalisme, qui prépare les conditions pour passer ensuite au socialisme. En fait, le régime prétendument socialiste que Mao Tsétoung et son groupe établirent en Chine était et est resté un régime démocratique-bourgeois.

La ligne que la direction chinoise avec Mao Tsétoung à sa tête se mit à suivre pour contenir la révolution en Chine et boucher sa perspective socialiste, faisait pratiquement le jeu de l'impérialisme américain, attaché à étendre sa domination, et des autres puissances impérialistes, soucieuses, elles, de conserver leurs anciennes possessions.

Dans les années de l'après-guerre, le mouvement de libération nationale anticolonialiste prit de l'essor dans tous les continents. Les empires coloniaux britannique, français, italien, hollandais, belge s'écroulaient l'un après l'autre sous la poussée des insurrections populaires dans les colonies. Dans ces pays, les révolutions, pour la plupart, étaient démocratiques-bourgeoises. Mais dans certains d'entre eux les possibilités objectives existaient pour que la révolution grandisse et prenne un caractère socialiste. Par ses conceptions et ses actions, Mao Tsétoung prêchait en fait la déviation des révolutions anti-impérialistes de leur juste voie de développement, il demandait qu'elles s'arrêtent à mi-chemin, qu'elles ne dépassent pas le cadre bourgeois, que soit perpétué le système capitaliste. Le tort que causaient les «théories» de Mao Tsétoung était considérable si l'on tient compte aussi de la portée de la révolution chinoise et de son influence dans les pays coloniaux.

D'après la ligne de Mao, la Chine et, à son instar, l'Indochine, la Birmanie, l'Indonésie, l'Inde, etc., devaient, pour leur développement, s'appuyer sur les Etats-Unis, sur l'aide et le capital américains. C'était en fait l'acceptation de la nouvelle stratégie qui avait été formulée dans les départements de Washington et que Browder lui-même avait commencé à prêcher à sa manière.

Les conceptions, les attitudes, les actions et les exigences de Mao Tsétoung à l'égard des Etats-Unis ont été décrites en détail par les envoyés américains auprès de l'état-major de Mao Tsétoung dans les années 1944-1949. Un d'entre eux est John Service, conseiller politique du commandant des forces américaines sur le front birmano-chinois et par la suite secrétaire de l'ambassade américaine auprès de Tchiang Kaï-chek à Tchungching. Ce fut l'un des premiers agents de renseignements américains qui prit officiellement contact avec la direction du Parti communiste chinois ; par ailleurs, les contacts officieux ont été permanents.

Parlant des dirigeants chinois, Service affirme: «Leur conception du monde frappe par sa modernité. Leur façon de concevoir, par exemple, les questions économiques, est fort semblable à la nôtre.» (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 195.) «Il ne faut pas s'étonner, poursuit-il, qu'ils aient produit une impression positive à la plupart ou à quasi tous les Américains qui les ont rencontrés ces sept dernières années; leurs attitudes, leur façon de penser et leur appréhension directe des problèmes semblent plus américaines qu'orientales.» (Ibid., p. 198.)

Les conceptions liquidatrices de Browder sur le parti se retrouvent fondamentalement aussi dans les théories de Mao Tsétoung. De même que le communisme chinois était édulcoré, de même le Parti communiste chinois n'avait de communiste que le nom. Mao Tsétoung ne s'est pas attaché à construire un parti authentiquement prolétarien, marxiste-léniniste. Par sa composition de classe, par sa structure organisationnelle et par l'idéologie qui l'inspirait, le Parti communiste chinois n'a pas été un parti de type léniniste. Qui plus est, Mao Tsétoung ne faisait aucun cas même de ce parti. Il agissait à sa guise et, au cours de la prétendue Révolution culturelle, il le désagrégea complètement, concentrant tous les pouvoirs entre ses mains et mettant l'armée à la tête des affaires.

Tout comme Browder, qui présentait l'américanisme comme un modèle idéal de la société future, Mao Tsétoung considérait la démocratie américaine comme le plus haut exemple d'organisation étatique et sociale pour la Chine. Mao Tsétoung affirmait à Service que «par-dessus tout, nous, Chinois, vous considérons, vous Américains, comme ayant instauré l'idéal de la démocratie». (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 303.)

En même temps qu'ils approuvaient la démocratie américaine, les dirigeants chinois demandaient à établir des liens étroits et directs avec le capital américain, ils sollicitaient l'aide économique américaine. Service écrit que Mao Tsétoung lui a dit : «La Chine doit s'industrialiser. Cela ne peut être réalisé — en Chine — que par l'initiative privée et avec l'aide du capital étranger. Les intérêts américains et chinois sont liés entre eux et similaires...

«Les Etats-Unis trouveront chez nous un plus grand esprit de coopération que chez le Kuomintang. Nous n'avons pas à redouter l'influence de la démocratie américaine, nous l'accueillerons volontiers...

«L'Amérique n'a aucune raison de craindre que nous ne soyons pas pour la coopération. Nous devons coopérer et il nous faut l'aide américaine.» (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 307.)

Ce genre de déclarations et de sollicitations sont actuellement reprises chaque jour par les disciples et collaborateurs de Mao Tsétoung, comme Deng Xiaoping, Hua

Guo-feng et d'autres, qui réalisent dans la pratique et dans tous les domaines les liens avec l'impérialisme américain dont rêvait Mao Tsétoung et qu'il commença à nouer. Maintenant la stratégie chinoise est entièrement orientée vers la collaboration générale et particulière avec les Etats-Unis et avec le capitalisme mondial, qui se sont mis à appuyer la Chine politiquement, à l'influencer idéologiquement, afin de lui faire effacer de l'esprit et du cœur des simples gens de chez elle la moindre ombre de marxisme-léninisme et réaliser ainsi de profondes transformations politiques et organisationnelles vers le système capitaliste, tant dans le domaine économique que dans la structure de l'Etat ou du parti.

Objectivement, toute la ligne de Mao Tsétoung en vue de la construction de la Chine et sa conception du développement des pays libérés du colonialisme, ont servi et suivi la ligne de la stratégie de l'impérialisme américain. Si une collaboration étroite entre la Chine et les Etats-Unis n'a pas été établie dès le début, cela s'explique par le fait qu'en Amérique, après la guerre, c'est le lobby tchiang-kaïchiste qui prit le dessus. A cette époque la «guerre froide» était à son paroxysme et aux Etats-Unis le maccarthysme faisait rage. D'autre part, au lendemain de la guerre, les Etats-Unis donnèrent la priorité au Japon, en pensant qu'ils devaient avant tout aider ou soumettre à tous égards ce pays, s'en faire un allié puissant et docile, redresser l'économie de ce pays, en faire un puissant bastion contre l'Union soviétique, et, éventuellement, contre la Chine de Mao Tsétoung. Apparemment, les Etats-Unis n'étaient pas assez puissants pour dispenser leur soutien dans toutes les régions du monde et en préparer les pays contre l'Union soviétique, contre le système socialiste, aussi préférèrent-ils concentrer leur aide surtout en Europe et au Japon, qui étaient gravement dévastés et où le socialisme mettait en péril le capital mondial.

Ce sont indubitablement ces facteurs qui ont fait que les chefs de file de l'impérialisme américain n'ont pas saisi aussitôt la main que leur tendait Mao Tsétoung. Il fallut assez de temps, il fallut que les dirigeants révisionnistes chinois donnent de nouvelles preuves de leur «amour» pour l'Amérique, pour que Nixon se rende à Pékin et que les Américains et tous les autres comprennent que la Chine n'avait rien à voir avec le socialisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, les révisionnistes yougoslaves furent eux aussi entraînés dans la grande campagne de l'impérialisme américain et des autres forces réactionnaires qui se regroupèrent autour de lui dans la lutte contre le socialisme et la révolution. Ce courant, qui représentait le révisionnisme au pouvoir, vit le jour à un moment crucial de la lutte entre le socialisme et l'impérialisme.

La période consécutive à la Seconde Guerre mondiale ne pouvait être une période de tranquillité pour l'impérialisme, mais elle ne pouvait pas l'être non plus pour le socialisme. Dans les nouvelles conditions créées, l'impérialisme se devait de faire face au danger mortel que la situation présentait alors pour lui, cependant que le socialisme devait se consolider, se propager et prodiguer dans la juste voie son aide pour la libération et le progrès des peuples du monde. C'était le moment où il fallait non seulement panser et guérir les plaies de la guerre, mais aussi mener correctement la lutte de classe, tant dans les pays où le prolétariat avait pris le pouvoir, que dans l'arène internationale. La victoire contre le fascisme avait été conquise, mais la paix était relative, la guerre continuait avec de nouveaux moyens.

Les pays socialistes et leurs partis communistes avaient pour tâche d'œuvrer à

consolider dans la voie marxiste-léniniste les victoires remportées, de s'ériger en exemple pour les peuples et pour les autres partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir. Les partis communistes des pays socialistes avaient également pour devoir de se pénétrer davantage de l'idéologie marxiste-léniniste, en veillant à ce qu'elle ne devienne pas un dogme mais qu'elle demeure, comme elle Test en fait, une théorie révolutionnaire pour l'action, un moyen pour réaliser de profondes transformations sociales. En particulier après la victoire de portée historique sur la coalition fasciste, les pays socialistes et les partis communistes devaient se garder de toute présomption, ne pas penser qu'ils étaient infaillibles ni oublier et relâcher la lutte de classe. C'est ce facteur important que Staline avait en vue lorsqu'il soulignait la nécessité de poursuivre la lutte de classe sous le socialisme.

Précisément dans ces circonstances, les titistes prirent position contre le marxisme-léninisme. Le titisme ne jeta pas dès le début son masque pour se déclarer contre la révolution, contre le socialisme, il s'efforça au contraire de se camoufler, en continuant de préparer le terrain pour ramener la Yougoslavie dans la voie du capitalisme et en faire un instrument de l'impérialisme mondial.

Il est notoire que le titisme inclinait sentimentalement, idéologiquement et politiquement vers l'Occident, vers les Etats-Unis, qu'il entretenait dès le début de multiples contacts politiques et mena des combinaisons secrètes avec les Anglais et d'autres représentants du capitalisme mondial. Les dirigeants yougoslaves ouvrirent les portes à l'UNRRA, à travers laquelle, et sous le couvert de l'aide en frusques et en vivres puisés dans les stocks de guerre excédentaires, les impérialistes américano-anglais tentaient de s'infiltrer dans beaucoup de pays du monde, en particulier dans les pays de démocratie populaire. Les impérialistes visaient à préparer un terrain plus ou moins favorable pour des actions futures de plus grande ampleur. Les Yougoslaves profitèrent beaucoup des dons de l'UNRRA, mais celle-ci aussi, pour sa part, parvint à exercer son influence sur les mécanismes étatiques incorrectement édifiés dans l'Etat yougoslave nouvellement formé.

L'impérialisme américain et toute la réaction internationale accordèrent dès le début tout leur appui au titisme, parce qu'ils y virent la voie, l'idéologie et la politique qui conduisaient à la dégénérescence des pays du camp socialiste, à leur division et à la rupture de leur unité avec l'Union soviétique. Les menées du titisme concordait entièrement avec les buts de l'impérialisme américain tendant à saper le socialisme de l'intérieur. Mais le titisme devait aider aussi la stratégie de l'impérialisme à paralyser les luttes de libération et à isoler du mouvement révolutionnaire les jeunes Etats qui venaient de secouer le joug colonial.

Les révisionnistes yougoslaves s'opposèrent dès le début à la théorie et à la pratique du socialisme authentique de Lénine et de Staline sur toutes les questions et dans tous les domaines. Tito et son groupe relièrent leur pays au monde capitaliste et se fixèrent pour tâche de tout transformer en Yougoslavie dans le sens des Etats capitalistes occidentaux, depuis la politique et l'idéologie jusqu'à l'organisation de l'Etat, de l'économie et de l'armée. Ils visaient à transformer la Yougoslavie le plus rapidement possible en un pays bourgeois capitaliste. Les idées de Browder, qui étaient en fait celles du capitalisme américain, trouvèrent place dans la plate-forme politique et idéologique du titisme.

En premier lieu, les titistes révisèrent les principes fondamentaux du marxisme-léninisme sur le rôle et la mission du pouvoir révolutionnaire et du parti communiste dans la société socialiste. Ils attaquèrent la thèse marxiste sur le rôle

dirigeant du parti communiste dans tous les domaines de la vie sous le système de dictature du prolétariat. Suivant l'exemple de Browder en Amérique, ils liquidèrent pratiquement le parti, non seulement en ce qu'ils en changèrent l'appellation, l'intitulant Ligue des communistes, mais en en modifiant aussi les buts, les fonctions, l'organisation et le rôle qu'il devait jouer dans la révolution et l'édification du socialisme. Les titistes convertirent le parti en une association ayant une mission d'éducation et de propagande. Ils dépouillèrent le Parti communiste yougoslave de son esprit révolutionnaire et allèrent, de fait, jusqu'à éliminer l'influence du parti, élevant au-dessus de lui le rôle du Front populaire. [*Tito déclarait en 1947 : «Le Parti communiste de Yougoslavie a-t-il un programme autre que celui du Front populaire ? Non ! Il n'en a pas. Le programme du Front populaire est aussi son programme».* (J. B. Tito, *Discours et articles, III. Editions «Rilindja». Prishtina, 1962, éd. en alb., p. 145).*]

Sur la question cardinale pour le parti, du facteur dirigeant de la révolution et de la construction du socialisme, il existe entre le browdérisme et le titisme une communauté de vues politiques, idéologiques et organisationnelles. Dès lors que le titisme, tout comme le browdérisme, est liquidateur et antimarxiste sur la plateforme déterminante du rôle d'avant-garde du parti de la classe ouvrière dans la révolution et l'édification du socialisme, il l'est sur toutes les plates-formes.

La similitude des vues des titistes et de Browder apparaît aussi à l'attitude envers la «démocratie américaine», que les premiers ont pris comme modèle pour la structure du système politique en Yougoslavie. Kardelj lui-même a reconnu que ce système est «...proche de l'organisation du pouvoir exécutif aux Etats-Unis d'Amérique». (E. Kardelj, *Les directions du développement du système politique d'auto-gestion socialiste, «Rilindja», Prishtina, 1973, p. 235.*)

Après la liquidation du parti et la rupture d'avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, la Yougoslavie s'est débattue dans un chaos d'actions économiques et organisationnelles. Les titistes déclarèrent la propriété étatique propriété «sociale» et, par le slogan anarcho-syndicaliste : «les usines aux ouvriers», ils camouflèrent les rapports de production capitalistes et dressèrent les détachements de la classe ouvrière les uns contre les autres. A la collectivisation des petits producteurs, qui fut qualifiée de «voie russe», ils opposèrent la «voie américaine» de la création de fermes capitalistes et de l'encouragement des exploitations rurales privées.

Cette transformation dans les domaines économique, politique et idéologique, devait naturellement entraîner, comme elle le fit, la transformation continue de l'organisation de l'Etat, de l'organisation de l'armée, de l'organisation de l'éducation et de la culture. Dans les années 50, ils proclamèrent le prétendu socialisme auto-gestionnaire, qui fut utilisé pour masquer l'ordre capitaliste. Ce «socialisme spécifique» devait, selon eux, être construit en étant fondé non pas sur l'Etat socialiste, mais sur les producteurs directs. Sur cette base, ils professèrent l'extinction de l'Etat dès le socialisme, reniant ainsi la thèse fondamentale marxiste-léniniste sur la nécessité de l'existence de la dictature du prolétariat tout au long de la période qui va du capitalisme au communisme.

Afin de légitimer leur voie de trahison et de jeter de la poudre aux yeux des gens, les titistes se posèrent en «marxistes créateurs», opposés seulement au «stalinisme» et non au marxisme-léninisme. Ainsi fut confirmé une fois de plus que le slogan du «développement créateur du marxisme et de la lutte contre le dogmatisme» est le slogan préféré et commun de toutes les variantes du révisionnisme.

Les Etats-Unis, l'Angleterre, la social-démocratie européenne, etc., ont prêté à la Yougoslavie titiste une très large aide politique, économique et militaire et l'ont maintenue en vie. La bourgeoisie mondiale n'était opposée en rien à ce que la Yougoslavie conservât pour la forme son aspect «socialiste», elle y avait même intérêt. Seulement cette sorte de «socialisme» devait fondamentalement différer du socialisme tel qu'il avait été conçu et construit par Lénine et Staline, socialisme que les révisionnistes yougoslaves se mirent à attaquer, le qualifiant de «forme inférieure de socialisme», de «socialisme étatiste», «bureaucratique» et «antidémocratique». Le «socialisme» yougoslave devait être une société hybride capitaliste-révisionniste, mais fondamentalement bourgeoise-capitaliste. Il devait être un «cheval de Troie» pour pénétrer aussi dans les autres pays socialistes, pour les détourner de la voie du socialisme et les lier à l'impérialisme.

Et en fait le titisme devint l'inspirateur des éléments révisionnistes et opportunistes dans les pays anciennement socialistes. Les révisionnistes yougoslaves menèrent dans ces pays un vaste travail de subversion et de sape. Il n'est que de rappeler les événements de Hongrie en 1956, où les titistes yougoslaves jouèrent un rôle très actif pour frayer la voie à la contre-révolution et faire passer la Hongrie dans le camp de l'impérialisme.

Tito lui-même a expliqué clairement dans son discours connu de Pula, en 1956, la place qu'a prise le titisme dans la stratégie globale de l'impérialisme pour l'action de sape de l'intérieur des pays

socialistes. Dès lors, il déclara que le modèle yougoslave de socialisme n'était pas seulement valable pour la Yougoslavie mais qu'il devait être également suivi et appliqué par les autres pays socialistes.

Les conceptions et les théories titistes de l'évolution mondiale et des relations internationales se conformèrent aussi à la stratégie de l'impérialisme américain. Dans son discours prononcé à Oslo dès octobre 1954, Kardelj, le principal théoricien du révisionnisme yougoslave, se prononça ouvertement contre la théorie de la révolution en vantant les solutions «nouvelles» que le capitalisme aurait soi-disant trouvées. Déformant l'essence du capitalisme monopoliste d'Etat, qui prit, après la Seconde Guerre mondiale, de vastes proportions dans nombre de pays capitalistes, il le déclara un élément du socialisme et qualifia la démocratie classique bourgeoise de «régulatrice des contradictions sociales dans le sens du renforcement graduel des éléments socialistes». Il affirma qu'aujourd'hui on assiste à une «évolution graduelle vers le socialisme» et qualifia ce phénomène de «fait historique» dans une série d'Etats capitalistes. Ces conceptions révisionnistes, qui sont, quant au fond, identiques à celles de Browder, furent inscrites au programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie et devinrent un moyen de subversion idéologique et politique contre le mouvement révolutionnaire et libérateur du prolétariat et des peuples.

C'est sur cette base que les révisionnistes yougoslaves élaborèrent leurs théories et leurs pratiques du

«non-alignement», qui venaient épauler la stratégie de l'impérialisme américain pour contenir l'essor de la lutte anti-impérialiste des peuples de ce qu'on appelle le «tiers monde», en vue de saper leurs efforts pour la défense de leur liberté, de leur indépendance et de leur souveraineté. Les titistes s'attachent à persuader ces peuples qu'ils parviendront à réaliser leurs aspirations en pratiquant la politique

de non-alignement, autrement dit de non-opposition à l'impérialisme. Selon les titistes, la voie du développement de ces pays est à rechercher dans la «collaboration active», dans la «toujours plus large coopération» avec les impérialistes et le grand capital mondial, dans les aides et les crédits que doivent leur prêter les pays capitalistes développés. Quant à savoir où mène la voie que prêchent les révisionnistes de Belgrade, cela ressort clairement de l'actuelle réalité yougoslave. La collaboration avec l'impérialisme américain, avec le social-impérialisme soviétique et les autres grands Etats capitalistes, les aides et crédits considérables qu'elle a reçus d'eux ont fait de la Yougoslavie un pays dépendant à tous égards du capitalisme mondial, et dont l'indépendance et la souveraineté sont tronquées.

L'apparition du **révisionnisme khrouchtchévien** sur la scène mondiale a apporté à la stratégie de l'impérialisme américain et à toute la lutte de la bourgeoisie internationale contre la révolution et le socialisme une aide fort importante et très souhaitée. La trahison khrouchtchévienne fut le coup le plus rude et le plus funeste qui ait jamais été porté au socialisme et au mouvement révolutionnaire et libérateur des peuples. Elle a transformé le premier pays socialiste et le grand centre de la révolution mondiale, en un pays impérialiste et un foyer de la contre-révolution. Les répercussions de cette trahison à l'échelle nationale et internationale ont été réellement tragiques. Non seulement les mouvements révolutionnaires et libérateurs des peuples ont beaucoup souffert et souffrent toujours de ses conséquences, mais la paix et la sécurité internationales ont été mises gravement en péril.

En tant que courant idéologique et politique, le khrouchtchévisme ne présente pas de grande différence avec les autres courants du révisionnisme moderne. Il est le résultat de la même pression extérieure et intérieure de la bourgeoisie, du même écart par rapport aux principes du marxisme-léninisme, du même dessein de faire obstacle à la révolution et au socialisme, et de préserver et de renforcer le système capitaliste.

La différence entre eux tient seulement à leur degré de dangerosité respectif. Le révisionnisme khrouchtchévien reste toujours le révisionnisme le plus dangereux, le plus diabolique, le plus redoutable. Cela tient à deux raisons : Primo, parce que c'est un révisionnisme masqué, parce qu'il conserve l'aspect extérieur socialiste et que pour mystifier les gens et les faire tomber dans ses pièges, il utilise largement la terminologie marxiste et, le cas échéant, les mots d'ordre révolutionnaires. A travers cette démagogie, il cherche à créer un épais brouillard pour dissimuler la réalité capitaliste

actuelle en Union soviétique et, par-dessus tout, à cacher ses desseins expansionnistes, à tromper les mouvements révolutionnaires et libérateurs et à en faire des instruments de sa politique. Secundo, et cela est très important, le révisionnisme khrouchtchévien est devenu l'idéologie dominante dans un Etat qui représente une grande puissance impérialiste, ce qui lui donne de grands moyens et possibilités pour manœuvrer sur une large échelle et dans de vastes domaines.

Le khrouchtchévisme et les autres courants révisionnistes ont en commun qu'ils liquident le parti communiste et en font une force politique au service de la bourgeoisie. En Union soviétique également, le Parti communiste de Lénine et de Staline a été liquidé. Là, en vérité, contrairement à ce qui a été fait en Yougoslavie, l'appellation du parti n'a pas été changée mais celui-ci a été dépouillé de son essence et de son esprit révolutionnaires. Le Parti communiste de l'Union soviétique a vu modifier son rôle, et au lieu de continuer à travailler pour renforcer l'idéologie



marxiste-léniniste, il s'est mis à déformer la théorie marxiste-léniniste sous divers masques, par une phraséologie creuse, par la démagogie. L'organisme politique du parti a été transformé, tout comme l'armée, la police et les autres organes de la dictature de la nouvelle bourgeoisie, en un organisme de répression des masses, sans compter que le parti s'est fait le porteur de l'idéologie et de la politique d'oppression et d'exploitation de celles-ci. Le Parti communiste de l'Union soviétique s'est dégradé, étiolé, il est devenu le «parti du peuple tout entier», autrement dit non plus le parti d'avant-garde de la classe ouvrière qui fait avancer la révolution et construit le socialisme, mais le parti de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, qui fait dégénérer le socialisme et s'attache à promouvoir la restauration du capitalisme.

Tout comme Browder, Tito, Togliatti et d'autres, qui prêchèrent la transformation de leurs partis en «associations», en «ligues», en «partis de masse», soi-disant pour s'adapter aux nouvelles transformations sociales qu'auraient entraînées le développement du capitalisme, la croissance de la classe ouvrière et de son influence politique et idéologique, etc., Khrouchtchev justifia la transformation du caractère du parti pour soi-disant l'adapter aux situations créées en Union soviétique, où la construction du socialisme aurait été achevée et où aurait commencé l'édification du communisme. Selon Khrouchtchev, la composition du parti, sa structure, son rôle et sa place dans la société et dans l'Etat devaient se transformer en se conformant à cette «époque nouvelle».

Lorsque Khrouchtchev se mit à professer ces thèses, non seulement le communisme n'avait pas commencé à être édifié en Union soviétique, mais la construction même du socialisme n'y était pas achevée. Les classes exploiteuses avaient été effectivement liquidées en tant que classes, mais leurs vestiges, même physiques, et à plus forte raison idéologiques, subsistaient. La guerre avait entravé la large émancipation des rapports de production, et les forces productives, qui constituent la base nécessaire et indispensable de ce processus, étaient gravement éprouvées. L'idéologie marxiste-léniniste était dominante, mais l'on ne pouvait dire que les anciennes idéologies eussent été entièrement extirpées de la conscience des masses. L'Union soviétique avait gagné la guerre contre le fascisme, mais une guerre, avec d'autres moyens et non moins dangereuse, était engagée contre elle. L'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, avait déclaré la «guerre froide» au communisme et le capitalisme mondial pointait toutes ses flèches empoisonnées en premier lieu contre l'Union soviétique. Une grande pression était exercée sur l'Etat et les gens soviétiques, afin de semer parmi eux la peur de la guerre, de brider leur élan révolutionnaire, de contenir leur esprit internationaliste et d'opposition à l'impérialisme.

Face à ces pressions qui lui venaient à la fois de l'intérieur et de l'extérieur Khrouchtchev se rendit, il capitula. Pour justifier ses illusions pacifistes, il commença à présenter la situation sous les couleurs les plus roses. Ses thèses sur la «construction du communisme», sur «la fin de la lutte de classe», sur «la victoire définitive du socialisme» semblaient offrir un caractère d'innovation, en fait, elles étaient réactionnaires. Elles tendaient à cacher une réalité nouvelle en gestation, l'apparition et le développement de la nouvelle couche bourgeoise et ses prétentions à instaurer son pouvoir en Union soviétique.

La ligne et le programme que Khrouchtchev a présentés au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. étaient non seulement la ligne de la restauration du capitalisme en Union soviétique, mais aussi une ligne tendant à saper la révolution, une ligne de

soumission des peuples devant l'impérialisme, de la classe ouvrière devant la bourgeoisie. Les khrouchtchéviens professèrent qu'à l'étape actuelle la voie principale du passage au socialisme est la voie pacifique. Ils recommandèrent aux partis communistes de suivre une politique de réconciliation des classes, de collaboration avec la social-démocratie et d'autres forces politiques de la bourgeoisie. Cette ligne aidait à la réalisation des objectifs pour lesquels l'impérialisme et le capital luttèrent depuis longtemps par tous les moyens, par les armes comme par la subversion idéologique. Elle a ouvert de larges voies au réformisme bourgeois et a permis au capital de manœuvrer dans les difficiles situations économiques, politiques et militaires créées pour lui après la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que s'expliquent la si grande publicité que la bourgeoisie, aux quatre coins du monde, a faite du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. et son jugement sur Khrouchtchev qu'elle définit comme «l'homme de la paix», qui «comprend les situations», à la différence de Staline, qui était, lui, pour l'«orthodoxie communiste», l'«irréconciliabilité avec le monde capitaliste», etc.

Par leurs thèses de la voie pacifique vers le socialisme, les khrouchtchéviens demandaient aux communistes et aux révolutionnaires du monde de ne pas se préparer à la révolution et de ne pas la faire mais de réduire tout leur travail à la propagande, à des débats et des manœuvres électorales, à des manifestations syndicales et à des revendications immédiates.

C'était la ligne typiquement social-démocrate, combattue avec tant de feu par Lénine et renversée par la Révolution d'Octobre. Les conceptions khrouchtchéviennes, qui avaient été empruntées à l'arsenal des chefs de la II<sup>e</sup> Internationale, suscitaient des illusions dangereuses et discréditaient l'idée même de la révolution. Elles ne préparaient pas la classe ouvrière et les masses travailleuses à être vigilantes et à s'opposer à la violence de la bourgeoisie, mais les laissait à sa merci et sous son emprise. C'est ce que vinrent démontrer aussi les événements d'Indonésie, du Chili, etc., où les communistes et les peuples de ces pays payèrent très cher les illusions révisionnistes de la voie pacifique vers le socialisme.

L'autre thèse du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. sur la «coexistence pacifique», que les khrouchtchéviens s'efforcèrent d'imposer à tout le mouvement communiste, en l'étendant aussi aux rapports entre les classes, entre les peuples et leurs oppresseurs impérialistes, était tout autant à l'avantage de l'impérialisme et de la bourgeoisie, et au désavantage de la révolution. En se voyant poser le problème dans les termes: «ou bien la coexistence pacifique, ou bien la guerre exterminatrice», les peuples et le prolétariat mondial n'avaient, selon les khrouchtchéviens, d'autre parti à prendre que de courber l'échiné, de renoncer à la lutte de classe, à la révolution et à toute action «susceptible d'irriter» l'impérialisme et de faire éclater la guerre.

Les conceptions khrouchtchéviennes sur la «coexistence pacifique», étroitement liées à celles sur la «transformation de la nature de l'impérialisme», concordaient pratiquement avec les thèses de Browder, selon lequel le capitalisme et l'impérialisme américain seraient devenus un facteur de progrès pour le développement du monde d'après-guerre. En fardant l'impérialisme américain, en en donnant une fausse image, on tendait à faire relâcher la vigilance des peuples à l'encontre de la politique hégémoniste et expansionniste des Etats-Unis et à saboter la lutte de libération, anti-impérialiste des peuples. La «coexistence pacifique» khrouchtchévienne, non seulement comme idéologie, mais aussi comme ligne pratique politique, exhortait les

peuples, surtout ceux des nouveaux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à éteindre les «foyers de guerre», à rechercher le rapprochement et la réconciliation avec l'impérialisme, à profiter de la «coopération internationale» pour «développer pacifiquement» leur économie, etc. Cette ligne, exprimée en d'autres termes et par d'autres formules, était la ligne même prônée par Browder, et selon laquelle la riche Amérique, dans les conditions de la «coexistence pacifique» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, pouvait aider le monde entier à se relever et à progresser. C'était cette même ligne que prêchait et appliquait Tito en Yougoslavie, où il avait ouvert les portes du pays aux aides, aux crédits et aux capitaux américains. C'était aussi le vœu de Mao Tsétoung et des autres dirigeants maoïstes qui voulaient construire la

Chine avec les aides américaines, mais qui en avaient été empêchés jusque-là par certains événements et certaines circonstances.

L'Union soviétique elle-même ne peut se passer des aides américaines ni de celles des autres pays occidentaux, pas plus que ne peuvent s'en passer les titistes et actuellement les maoïstes. L'intégration, dans l'économie mondiale capitaliste, de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes qui lui sont liés, a revêtu de grandes proportions. Ces pays sont aujourd'hui au nombre des plus grands importateurs de capitaux occidentaux. Leurs dettes, à tout le moins celles rendues publiques, se montent à des dizaines de milliards de dollars. Parfois, du fait des conjonctures créées, comme c'est le cas actuellement à la suite des événements d'Afghanistan, ce processus se ralentit, mais il ne s'arrête jamais. Les intérêts capitalistes en jeu des deux parties sont si considérables, qu'ils émergent dans des situations particulières au-dessus de toutes les frictions et rivalités, de tous les affrontements.

Si les révisionnistes de Moscou ont recouru à la thèse de la «coexistence pacifique», ce ne fut pas seulement pour justifier leur politique de concessions et de compromis envers l'impérialisme américain. Cette ligne leur servait et leur sert aussi de masque pour dissimuler la politique expansionniste du social-impérialisme soviétique, pour réduire la vigilance et la résistance des peuples face à leurs plans impérialistes et hégémonistes. La thèse de la «coexistence pacifique» était un appel que les révisionnistes soviétiques lançaient aux impérialistes américains en vue de se partager le monde et de le dominer ensemble.

A la faveur de la ligne révisionniste khrouchtchévienne, l'impérialisme et la réaction déclenchèrent une offensive générale contre le communisme. Cette nouvelle campagne contre la révolution et le socialisme fut alimentée en particulier par les attaques et les calomnies des révisionnistes khrouchtchéviens contre Staline et son œuvre.

Les révisionnistes khrouchtchéviens entreprirent la lutte contre Staline pour justifier le cours antimarxiste qu'ils avaient commencé à adopter dans le pays comme à l'étranger. Sans rejeter l'œuvre de Staline, ils ne pouvaient renier la dictature du prolétariat et transformer l'Union soviétique en un Etat bourgeois-capitaliste, ils ne pouvaient s'engager dans des marchandages avec l'impérialisme. C'est aussi la raison pour laquelle la campagne contre lui fut orchestrée sur des accusations empruntées à l'arsenal de la propagande impérialiste et trotskiste, qui présentait le passé de l'Union soviétique comme une période de «représailles massives» et le système socialiste comme une «répression de la démocratie», comme une «dictature semblable à celle d'Ivan le Terrible», etc.

Mais en dépit des attaques et des calomnies des impérialistes, des révisionnistes et des autres ennemis de la révolution, le nom et l'œuvre de Staline sont et demeurent immortels, Staline fut un grand révolutionnaire, un théoricien éminent qui se range aux côtés de Marx. Engels et Lénine.

La vie a démontré et démontre chaque jour la justesse des analyses et des attitudes du Parti du Travail d'Albanie concernant le révisionnisme khrouchtchévien. En Union soviétique le socialisme a été sapé et le capitalisme restauré. Par ailleurs, dans l'arène internationale les attitudes et les menées de la direction soviétique ont toujours plus mis à nu le caractère social-impérialiste de l'Union soviétique, son idéologie réactionnaire de grande puissance. Ainsi le révisionnisme khrouchtchévien est devenu non seulement l'idéologie de la restauration du capitalisme et du sabotage de la révolution et de la lutte de libération des peuples, mais aussi l'idéologie de l'agression social-impérialiste.

## **II - L'EUROCOMMUNISME, IDEOLOGIE DE SOUMISSION A LA BOURGEOISIE ET A L'IMPERIALISME**

Le révisionnisme moderne, comme nous venons de le rappeler, a vu le jour dans la période de l'exacerbation de la crise générale du capitalisme. Il s'est allié à la bourgeoisie et à l'impérialisme et a joint ses efforts aux leurs pour endiguer et détourner la grande vague des révolutions prolétariennes, des luttes de libération nationale et du mouvement démocratique populaire et anti-impérialiste. En tant que tel, le nouveau révisionnisme ne pouvait manquer de revêtir des formes et des aspects divers, d'user de méthodes et de tactiques qui s'adaptent aux besoins du capital de chaque pays. C'est surtout après l'apparition sur la scène de sa forme khrouchtchévienne, qu'il a connu son plus grand essor, qu'il s'est étendu dans le mouvement communiste et ouvrier.

La trahison commise en Union soviétique apportait à la bourgeoisie et à l'impérialisme, à leurs moments les plus difficiles, une aide incalculable. Elle permit au grand capital de s'attaquer à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de l'édification socialiste, de susciter des doutes sur la stratégie révolutionnaire du prolétariat et de promouvoir la dégénérescence idéologique et politique des partis communistes. Les partis communistes et ouvriers d'Europe occidentale, qui suivirent la ligne traîtresse de Tito et de Khrouchtchev, furent les premiers à connaître une grave secousse idéologique. Dans ces partis, le terrain était depuis longtemps préparé à l'adoption et au développement des idées et des pratiques révisionnistes khrouchtchéviennes. Sous des formes et à des degrés divers, leur dégénérescence idéologique et organisationnelle avait déjà commencé auparavant. Des théories et des pratiques pseudo-révolutionnaires étaient depuis longtemps appliquées dans leurs rangs.

### **Les commencements du révisionnisme moderne dans les partis communistes d'Europe occidentale**

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux facteurs positifs créés en Europe avaient rendu possible et indispensable la transformation de la lutte antifasciste en une profonde révolution populaire. Le fascisme avait supprimé non seulement l'indépendance nationale des pays occupés, mais aussi toutes les libertés démocratiques, il avait enterré la démocratie bourgeoise elle-même. Aussi la lutte contre le fascisme devait être une lutte non seulement pour la libération nationale, mais encore pour la défense et le développement de la démocratie. Et les partis

communistes devaient rattacher le combat pour la réalisation de ces deux objectifs au combat pour le socialisme.

Dans les pays d'Europe centrale et sud-orientale les partis communistes surent relier leurs tâches de la lutte pour l'indépendance et la démocratie à la lutte pour le socialisme. Ils élaborèrent et mirent en œuvre une politique qui conduisit à l'instauration des régimes de démocratie nouvelle, populaire. Par ailleurs, les partis communistes d'Europe occidentale ne se montrèrent pas capables de mettre à profit les situations favorables créées à la suite de la Seconde Guerre mondiale et de la victoire sur le fascisme. Cela prouvait qu'ils n'avaient pas compris et appliqué correctement les orientations du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. [*Ce congrès tint ses assises du 25 juillet au 21 août 1935.*] Ce congrès recommandait aux partis de créer, dans des conditions données, tout en s'opposant au fascisme et en le combattant, les possibilités pour la mise sur pied de gouvernements d'un front unique, qui seraient tout à fait différents des gouvernements sociaux-démocrates. Ils devaient servir à passer de l'étape de la lutte contre le fascisme, à l'étape de la lutte pour la démocratie et le socialisme. Mais en France et en Italie la lutte contre le fascisme ne conduisit pas à la création de gouvernements du type recommandé par le Komintern. La guerre finie, on vit accéder au pouvoir des gouvernements de type bourgeois. La participation des communistes à ces gouvernements n'en modifia pas le caractère. Le Parti communiste français lui-même, qui, dans l'ensemble, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait une ligne juste, ne put corriger et dépasser les erreurs, les faiblesses et les déviations qui s'étaient manifestées sur certains problèmes, et qui étaient imputables entre autres à l'absence d'analyses réalistes des situations intérieures et extérieures.

Le Parti communiste français joua un rôle de premier plan dans la création du Front populaire en France. C'est lui qui, à son Congrès de Nantes en 1935, avait lancé le mot d'ordre du Front populaire, mot d'ordre qui trouva rapidement un écho dans les larges masses du peuple français. Le Komintern apprécia beaucoup l'action et les efforts du Parti communiste français en vue de la création du Front populaire. Néanmoins, il convient de dire que le P.C.F. ne sut ou plutôt ne put tirer profit des situations ni les exploiter en faveur de la classe ouvrière.

Le parti communiste parlait ouvertement du danger que le fascisme intérieur et extérieur faisait courir à la France, il dénonçait ce danger, descendait dans la rue, mais il attendait tout des gouvernements «légaux», des gouvernements bourgeois formés et combinés par un parlement bourgeois, jugeant que c'était à eux qu'il appartenait d'agir contre ce péril. Cela apparut lors de la création du Front populaire, qui fut un succès pour le Parti communiste français, en ce que, dans les situations compliquées de l'époque, il barra la voie à l'avènement d'un gouvernement fasciste en France. Le gouvernement Blum, bien qu'il eût pris quelques mesures en faveur de la classe ouvrière, viola et trahit en fait le programme du Front populaire en politique intérieure et extérieure. Le parti communiste, qui ne participait pas au gouvernement du Front populaire mais le soutenait au parlement, ne fut pas à même d'empêcher ce processus. La lutte et les actions de masse, les grèves et les manifestations furent remplacées par les rencontres hebdomadaires que Léon Blum avait chez lui avec Thorez et Duclos.

Le chef du gouvernement du Front populaire était socialiste et les socialistes occupèrent une large place dans le gouvernement, mais l'appareil gouvernemental, au centre et à la base, demeura inchangé. L'armée resta la grande muette. [*En français dans le texte.*] Elle était commandée, comme sous les gouvernements

antérieurs, par la caste réactionnaire des officiers sortis des écoles militaires bourgeoises, qui formaient des cadres pour réprimer le peuple français et conquérir des colonies, mais non pour lutter contre le fascisme et la réaction.

Le Parti communiste français ne poussait pas ses actions jusqu'à leur aboutissement, il ne s'organisait pas pour une lutte véritable contre le fascisme et la réaction. La propagande et l'agitation, les manifestations et les grèves, qu'il dirigeait, ne s'inscrivaient pas dans la ligne de la prise du pouvoir des mains de la bourgeoisie. Même s'il ne niait pas les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, l'activité et la lutte de ce parti revêtaient bon gré mal gré et insensiblement les traits d'une lutte pour des réformes, pour des revendications économiques sur le plan syndical. Les syndicats, naturellement, jouent un rôle révolutionnaire, lorsqu'ils sont guidés correctement et lorsque s'y crée une situation révolutionnaire, faute de quoi le mouvement syndical se convertit en une routine régie par les chefs syndicaux, avec des prises de position tantôt justes, tantôt déviationnistes, tantôt libérales, tantôt opportunistes, mais qui, en définitive, débouchent sur des discussions stériles et des compromis avec le patronat.

Lorsque éclata la guerre d'Espagne, le Parti communiste français, par l'agitation et la propagande, ainsi que par des secours matériels, aida activement le Parti communiste et le peuple espagnols dans leur lutte contre Franco. Il appela à l'envoi de volontaires en Espagne, appel auquel répondirent des milliers de membres du parti et d'autres antifascistes français, dont trois mille tombèrent en héros sur la terre d'Espagne. Des dirigeants principaux du parti participèrent directement à la guerre ou se rendirent en Espagne en diverses occasions. Les volontaires qui, de beaucoup de pays, partaient rallier les brigades internationales en Espagne, passaient pour la plupart par la France. C'est le Parti communiste français qui organisait leur transit.

Au cours de la guerre d'Espagne, les communistes et la classe ouvrière française acquièrent dans les batailles une nouvelle expérience qui vint enrichir l'ancienne tradition des luttes révolutionnaires du prolétariat français. Cela constituait un capital précieux, une expérience révolutionnaire acquise dans les luttes de classe organisées et menées de front contre la féroce réaction franquiste, contre les fascistes italiens et les nazis allemands, ainsi que contre la réaction française elle-même et la réaction mondiale. Ce capital révolutionnaire devait servir au parti aux moments critiques de la Seconde Guerre mondiale et de l'occupation de la France, mais en fait il ne fut pas exploité. Le Parti communiste français dénonça la politique de Munich, qui se traduisit par les concessions que les Daladier et les Bonnet, faisant bon marché des intérêts du peuple tchécoslovaque, consentirent à Hitler, afin de lui faire tourner sa machine de guerre contre l'Union soviétique. Il défendit fermement le pacte germano-soviétique de non-agression et tint tête aux calomnies et aux persécutions de la bourgeoisie. Il appela à la résistance et se dressa vaillamment dans la lutte contre les occupants allemands et leurs collaborateurs de Vichy. Cette lutte, qui commença par des actions, des grèves, des manifestations et des sabotages, alla s'amplifiant. Les F.T.P. [*Franco-Tireurs et Partisans, dirigés par le P.C.F.*], créés

par le parti communiste, étaient les seules formations qui luttaient contre les occupants, alors que les réseaux [*En français dans le texte.*] gaullistes n'étaient rien d'autre, comme leur appellation l'indique, que des réseaux de services secrets mis en place pour rassembler des informations militaires utiles aux alliés. Cependant que les gaullistes lançaient des appels conseillant à la population d'attendre le débarquement avant de passer à l'action, le parti communiste se battait

vaillamment pour la libération du pays.

Dans la lutte de libération, le Parti communiste français, tout en organisant et en développant la résistance contre l'occupant, œuvra à la formation d'un front anti-fasciste, obtenant même certains résultats dans ce sens. Néanmoins, comme les faits devaient le montrer, il n'avait pas pensé prendre le pouvoir ni dressé de plans à cette fin, où, même s'il en avait dressé, il y renonça.

C'est ce dont témoigne aussi le fait qu'au cours de la guerre le parti créa de nombreux comités de libération nationale, mais, s'en tenant là, il ne prit aucune mesure pour que ces comités s'affirment comme des noyaux du nouveau pouvoir. Du début à la fin les formations partisans demeurèrent de taille réduite et sans liens organiques entre elles. Jamais le parti ne posa la question de la création de grandes formations, d'une véritable armée de libération nationale.

Le Parti communiste français poursuivit une lutte antifasciste qu'il guidait lui-même; mais il ne la transforma pas en une lutte révolutionnaire du peuple tout entier. Qui plus est, il jugea plus opportun et plus «révolutionnaire» de prier de Gaulle d'admettre aussi dans son comité de la «France libre» un de ses représentants. Tout cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, je vous en supplie, admettez-moi aussi dans votre comité.» Cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, le Parti communiste français et les forces partisans se mettent sous votre commandement et celui du comité de la «France libre».» Cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, nous, communistes, n'entendons faire aucune sorte de révolution ni prendre le pouvoir, nous voulons seulement voir reprendre dans la France de demain l'ancien jeu des partis, le jeu «démocratique», et participer nous aussi au futur gouvernement à proportion des voix que nous aurons obtenues.»

Cependant que les communistes français agissaient ainsi, la bourgeoisie préparait et organisait ses forces pour s'emparer du pouvoir lorsque les Anglo-Américains débarqueraient en France. Le comité national, créé et dirigé par le groupe de de Gaulle à Londres et constitué en gouvernement à Alger, devait être la force la plus appropriée pour prendre le pouvoir. Il devait le faire, bien entendu, avec le concours des forces intérieures préparées et mises en action par la bourgeoisie, avec le concours de l'ancienne armée commandée par des généraux qui, après avoir servi Pétain, s'étaient mis au service de de Gaulle, lorsqu'il fut devenu évident que le navire allemand sombrait.

C'était là une situation périlleuse, que le Parti communiste français ne jugea ni n'apprécia correctement ; ou alors il n'approfondit pas le problème. Il eut peur qu'une action de sa part ne créât des complications avec les forces alliées qui venaient de débarquer, il eut peur de de Gaulle et des forces que celui-ci avait ralliées à lui, il eut peur de la guerre civile et surtout de la guerre avec les Anglo- Américains.

Le parti communiste oublia l'exemple des communards héroïques qui, encerclés par les troupes allemandes de Bismarck, se dressèrent contre les Versaillais, en «montant à l'assaut des cieux» comme disait Marx, et créèrent la Commune de Paris. «Il fallait mesurer ses forces», dirent peut-être les théoriciens qui cherchent à justifier cette erreur fatale du Parti communiste français au cours de la Seconde Guerre mondiale. Evidemment, il fallait mesurer ses forces. Mais du moment que les communards, sans un parti, sans organisation, sans liens avec la paysannerie et l'autre partie de la France, encerclés par les troupes étrangères d'occupation,

étaient montés à l'assaut et avaient pris le pouvoir, la classe ouvrière française, avec son parti à sa tête, trempée dans des batailles, éclairée par le marxisme-léninisme et bénéficiant dans sa lutte d'un grand et puissant allié comme l'Union soviétique, pouvait, à la tête des masses travailleuses et des véritables patriotes, réaliser avec cent fois plus de chances de succès l'oeuvre immortelle des communards.

La direction du parti communiste, dans l'ensemble, se montra maladroite, trop timorée pour réaliser avec courage et maturité d'esprit les vœux et les aspirations des militants communistes et du prolétariat français, qui luttèrent avec héroïsme et opiniâtreté contre les occupants hitlériens. Il n'avança pas dans la voie marxiste-léniniste, dans la voie de la lutte révolutionnaire. Il ne marcha pas sur les traces des communards.

En Italie, la lutte antifasciste présentait des traits particuliers, mais les objectifs que la direction du Parti communiste italien s'étaient fixés, ses hésitations et ses concessions sont analogues à ceux du Parti communiste français.

Au début de la Seconde Guerre mondiale les cadres dirigeants du Parti communiste italien se trouvaient pour la plupart en France. Ils tombèrent presque tous aux mains de la police. Parmi eux se trouvait le secrétaire général du parti, Palmiro Togliatti lui-même, qui, à peine libéré, prit, en mars 1941, le chemin de l'Union soviétique.

Bien que le Parti communiste italien eût adopté une juste attitude dans la guerre d'agression que déclenchèrent les puissances fascistes et l'eût dénoncée comme une guerre impérialiste et de rapine, son action demeura limitée. Ce parti concentra tous ses efforts dans la création d'une coalition de partis antifascistes en émigration, dans quelques appels, résolutions et publications de propagande.

En mars 1943, dans diverses zones, le parti, qui, depuis le milieu de 1942, avait commencé à déployer son activité à l'intérieur du pays, réussit à organiser une série de grèves puissantes, qui attestaient la montée du mouvement populaire antifasciste. Ces grèves accélérèrent le cours des événements qui conduisirent au renversement de Mussolini.

Par crainte de la révolution, en 1922, la bourgeoisie italienne et le roi, symbole de sa domination, avaient été amenés à appeler Mussolini au pouvoir. C'est cette même crainte qui, en juillet 1943, devait les pousser, elle et le roi, à l'en chasser.

Mussolini fut renversé par un coup d'Etat de la caste dirigeante. Ce coup fut l'oeuvre du roi, de Badoglio et des autres chefs du fascisme. Conscients de l'inévitabilité de la défaite de l'Italie, ils pensèrent ainsi prévenir le danger de soulèvement de la classe ouvrière et du peuple italien dans la lutte et la révolution, qui n'auraient pas seulement renversé le fascisme et la monarchie, mais auraient aussi mis en danger la domination même de la bourgeoisie italienne en tant que classe.

Le mouvement de résistance du peuple italien contre le fascisme prit surtout une grande ampleur après la capitulation de l'Italie. Dans l'Italie du Nord, encore occupée par les Allemands, sur l'initiative du parti fut organisée la lutte de libération, qui engloba de larges masses d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels antifascistes, etc. De grandes formations régulières de partisans furent créées, conduites dans leur grande majorité par le parti.



Parallèlement aux unités et aux détachements de partisans, dans l'Italie du Nord furent créés aussi, toujours sur l'initiative du parti communiste, les comités de libération nationale. Le parti lutta pour que ces comités devinssent de nouveaux organes du pouvoir démocratique, mais en fait ils demeurèrent des coalitions de partis différents. Cela les empêcha de devenir de véritables organes du pouvoir populaire.

Cependant que dans l'Italie du Nord la lutte du parti en général était menée dans la juste voie et pouvait conduire non seulement à la libération du pays, mais aussi à l'instauration du pouvoir populaire, au Sud et dans le cadre national, le parti ne posait nullement la tâche de la prise du pouvoir. Il réclamait seulement la formation d'un gouvernement fort et jouissant d'autorité et il ne luttait pas pour le renversement de la monarchie et de Badoglio. Le programme du parti communiste en un temps où dans le pays existaient des conditions favorables pour faire avancer la révolution, était un programme minimum. Le parti était pour une solution parlementaire dans le cadre de l'ordre légal

bourgeois. Sa revendication maximum était sa participation au gouvernement avec deux ou trois portefeuilles. Ainsi le Parti communiste italien entra dans les combinaisons politiques bourgeoises et fit des concessions réitérées et sans principe. A la veille de la libération du pays, il possédait une grande force politique et militaire, qu'il ne sut ni ne voulut mettre à profit et il se désarma volontairement devant la bourgeoisie. Il renonça à la voie révolutionnaire et s'engagea dans la voie parlementaire, où il se transforma progressivement, de parti de la révolution, en un parti bourgeois de la classe ouvrière visant à des réformes sociales.

En ce qui concerne l'Espagne, il convient de dire que les directives du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste donnèrent dans ce pays de meilleurs résultats qu'en France et en Italie. Leur effet se fit particulièrement bien sentir au cours de la guerre civile. Au début, les communistes ne firent pas partie du gouvernement du Front populaire, mais ils lui prêtèrent leur appui. Néanmoins, le parti communiste critiquait le gouvernement pour son irrésolution et lui demandait de prendre des mesures contre le danger fasciste, contre l'activité des fascistes, surtout de la caste des officiers, qui constituaient à l'époque le danger immédiat.

Le 17 juillet 1936, fut lancé le «pronunciamento» des généraux fascistes. Le complot des fascistes était bien coordonné. Ils avaient agi sous le nez du gouvernement de gauche et des autorités mises en place par un gouvernement issu de la coalition du Front populaire. Toutes les forces antifascistes se rangèrent contre ce danger. En novembre fut formé le gouvernement, avec à sa tête Largo Caballero et la participation de deux ministres communistes. Ainsi fut créé un front commun pour défendre la République, même par les armes. Le gouvernement accorda l'autonomie aux Basques, confisqua au profit des paysans pauvres les terres des fascistes et nationalisa tous leurs biens.

Le parti communiste appela dès le début la classe ouvrière et le peuple à la résistance. Mais il ne se contenta pas d'appels, il passa à l'action. Ses membres pénétrèrent dans les casernes, parmi les soldats, pour les éclairer sur la situation, ils leur expliquaient ce qu'étaient les fascistes et le danger qu'ils présentaient pour les ouvriers, les paysans, le peuple. A Madrid, le coup d'Etat fasciste échoua.

Dans d'autres villes, le peuple, et en premier lieu la classe ouvrière, attaqua les unités militaires qui s'étaient dressées contre la République et les paralysèrent.

Dans les Asturies la lutte des mineurs contre les troupes fascistes se poursuivit pendant un mois et cette province demeura dans les mains du peuple. Les fascistes ne purent passer. Il en alla de même dans la province basque et dans beaucoup d'autres régions d'Espagne.

Dans les premiers jours d'août, il sembla que les généraux fascistes étaient en train de mordre la poussière, et leur défaite aurait été complète s'ils n'avaient pas reçu aussitôt l'aide des troupes de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, et avec elles celle des troupes recrutées dans le Maroc espagnol, ainsi que des forces envoyées par le Portugal fasciste.

Dans un pays où l'armée était dirigée par une ancienne caste d'officiers réactionnaires, royalistes et fascistes, les destinées du pays ne pouvaient reposer sur cette armée, dont une partie avait suivi les généraux fascistes et une autre allait vers la désagrégation. Aussi le parti communiste appela-t-il à la formation d'une armée nouvelle, d'une armée du peuple. Les communistes se mirent à la tâche pour créer cette armée et en peu de temps ils réussirent à mettre sur pied le cinquième régiment. C'est sur la base de ce régiment, qui s'acquitta une grande renommée au cours de la guerre d'Espagne, que fut édifiée l'armée populaire de la République espagnole.

L'attitude résolue du parti communiste contre l'attaque fasciste, l'exemple de vaillance qu'il donna en se mettant à la tête des masses pour empêcher le fascisme de passer, l'exemple donné par ses membres, dont près des deux tiers furent envoyés sur les divers fronts de guerre, accrurent beaucoup l'autorité et le prestige du parti dans les masses du peuple.

Un parti grandit, acquiert de l'autorité et devient un dirigeant des masses, lorsqu'il se dote d'une ligne claire et se lance courageusement dans la lutte pour mettre cette ligne en œuvre. C'est ce que fit le Parti communiste d'Espagne au cours de la guerre civile. Dès le début de la rébellion fasciste en juillet 1936 et jusqu'à la fin de cette année-là, le parti communiste tripla ses effectifs. Et bien que les gens, ces jours-là, soient allés au parti pour faire don de leur vie et non pas pour jeter leurs bulletins de vote dans les urnes, jamais aucun parti, ni le prétendu parti communiste de Carrillo, ni les autres partis révisionnistes, qui ont ouvert leurs portes toutes grandes à quiconque, laïc ou religieux, ouvriers ou bourgeois, veut aller à eux, ne peut prétendre à une autorité et à une influence aussi grandes que celles que se gagna le Parti communiste d'Espagne à l'époque de la guerre civile.

La guerre d'Espagne prit fin au début de 1939 avec l'extension du pouvoir de Franco sur tout le territoire du pays. Dans cette guerre, le Parti communiste d'Espagne ne ménagea pas ses efforts et ses forces pour vaincre le fascisme. Si ce dernier finit par l'emporter, cela fut dû à certains facteurs intérieurs, mais principalement à l'intervention du fascisme italien et allemand, ainsi qu'à la politique capitularde de « non-intervention » des puissances occidentales à l'encontre des agresseurs fascistes.

Beaucoup de membres du Parti communiste d'Espagne donnèrent leur vie au cours de la guerre civile. D'autres tombèrent victimes de la terreur franquiste. Des milliers et milliers d'autres furent jetés dans des prisons, où ils languirent pendant des années ou moururent. Après la victoire du fascisme en Espagne, le pays fut en proie à une terreur féroce.

Les démocrates espagnols qui réussirent à échapper aux camps et à la prison,

participèrent à la résistance française et se battirent vaillamment ; quant à ceux d'entre eux qui étaient allés en Union soviétique, ils rallièrent les rangs de l'Armée rouge et beaucoup donnèrent leur vie dans la guerre contre le fascisme.

Malgré leurs conditions extrêmement difficiles, les communistes poursuivirent aussi la lutte de guérilla et l'organisation de la résistance en Espagne. La plupart d'entre eux tombèrent aux mains de la police franquiste et furent condamnés à mort.

Franco frappa durement l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires d'Espagne, et le parti communiste en fut durement éprouvé. Les éléments les plus sains, idéologiquement les mieux préparés, les plus résolus et les plus courageux ayant disparu dans la lutte armée et sous les coups de la terreur fasciste, les éléments timorés, petits-bourgeois et intellectuels comme Carrillo et consorts prirent le dessus dans le parti et exercèrent leur influence négative et délétère. Graduellement ; ils transformèrent le Parti communiste d'Espagne en un parti opportuniste et révisionniste.

### **L'union avec les révisionnistes khrouchtchéviens dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution**

Les conditions économiques et politiques créées en Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale favorisèrent encore davantage la consolidation et la propagation des conceptions erronées et opportunistes qui existaient auparavant déjà dans les directions des partis communistes français, italien et espagnol, elles encouragèrent encore plus leur esprit de concession et de compromis avec la bourgeoisie.

Ces facteurs étaient, entre autres, l'abrogation des lois fascistes et des autres mesures coercitives et restrictives que la bourgeoisie européenne avait adoptées dès le lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre et jusqu'à l'éclatement de la guerre, dans le but de contenir l'essor révolutionnaire grandissant de la classe ouvrière, d'empêcher son organisation politique et d'arrêter la propagation de l'idéologie marxiste.

Le rétablissement, dans une plus ou moins large mesure, de la démocratie bourgeoise, qui se traduisait entre autres par la légalisation complète de tous les partis politiques, à l'exception des partis fascistes, leur participation autorisée à la vie politique et idéologique du pays, les possibilités données à ces partis de participer activement aux campagnes électorales, qui se développaient maintenant dans le cadre de lois moins restrictives, adoptées à la suite d'une longue lutte menée par les communistes et les autres forces progressistes, créèrent chez les directions des partis communistes beaucoup d'illusions réformistes. On y vit prendre racine la conception selon laquelle le fascisme était mort à jamais, que la bourgeoisie non seulement n'était plus en mesure de restreindre les droits démocratiques des travailleurs, mais qu'elle serait contrainte de les étendre. Ces directions se mirent à penser que les communistes, sortant de la guerre comme la force politique, organisatrice et mobilisatrice la plus influente et la plus puissante de la nation, contraindraient la bourgeoisie à élargir toujours plus la démocratie et à permettre à un nombre toujours accru de travailleurs de participer à la direction du pays, qu'à travers les élections et le parlement il leur serait possible de s'emparer pacifiquement du pouvoir et de passer ensuite à la transformation socialiste de la société. Ces directions considérèrent la participation de deux ou trois ministres communistes aux gouvernements d'après-guerre en France et en Italie, non pas comme

le maximum des concessions formelles que faisait la bourgeoisie, mais comme le début d'un processus à tendance toujours ascendante, jusqu'à la création d'un gouvernement exclusivement composé de communistes.

Par ailleurs, l'essor économique d'après-guerre en Occident favorisa dans une grande mesure la propagation des idées opportunistes et révisionnistes dans les partis communistes. Certes, l'Europe occidentale était dévastée par la guerre, mais elle se releva relativement vite. Les capitaux américains qui affluèrent en Europe avec le «plan Marshall», permirent la reconstruction des fabriques, des usines, des transports et de l'agriculture et une intense expansion de la production. Cette expansion ouvrit de nombreux fronts de travail et non seulement absorba pendant une longue période les forces ouvrières disponibles, mais créa même une certaine soif de main-d'œuvre.

Cette situation, qui apportait à la bourgeoisie de gros surprofits, lui permit de délier un peu sa bourse et d'émousser relativement les conflits du travail. Dans le domaine social, comme dans celui de la sécurité sociale, de la santé, de l'enseignement, de la législation du travail, etc., elle prit certaines mesures pour lesquelles la classe ouvrière avait beaucoup lutté. L'amélioration marquée du niveau de vie des travailleurs par rapport à l'époque de la guerre et même à celle de l'avant-guerre, la croissance rapide de la production, consécutive à la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture et aux débuts de la révolution technique et scientifique, le plein emploi, ouvrirent la voie à la floraison, parmi les éléments insuffisamment formés et opportunistes, de conceptions sur le développement du capitalisme sans conflits de classe, sur l'évitabilité des crises de sa part, sur la disparition du phénomène du chômage, etc. On vit se vérifier une nouvelle fois le grand enseignement du marxisme-léninisme selon lequel les périodes de développement pacifique du capitalisme sont à l'origine de la diffusion de l'opportunisme. La nouvelle couche de l'aristocratie ouvrière, qui grandit considérablement à cette époque, commença à exercer une influence toujours plus négative dans les rangs des partis et dans leurs directions en y introduisant des idées et des conceptions opportunistes et réformistes.

Sous la pression de ces circonstances, les programmes des partis communistes se réduisirent toujours plus à des programmes minimaux démocratiques et réformistes, alors que l'idée de la révolution et du socialisme était toujours plus mise à l'écart. La grande stratégie de la transformation révolutionnaire de la société céda la place à la petite stratégie des affaires courantes, qui s'acquiesça la primauté absolue et devint la ligne générale politique et idéologique.

Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, les partis communistes italien, français et de Grande-Bretagne, et, à leur suite, le Parti communiste d'Espagne, se mirent petit à petit à s'écarter du marxisme-léninisme, à adopter des thèses et des points de vue révisionnistes, à s'engager dans la voie du réformisme. Lorsque le révisionnisme khrouchtchévien apparut sur la scène, le terrain dans ces partis était préparé pour qu'ils l'embrassent à fond et se joignent à lui dans la lutte contre le marxisme-léninisme. Outre la pression de la bourgeoisie et de la social-démocratie dans le pays, les décisions du

XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. exercèrent sur eux une grande influence pour les faire passer pleinement à des positions antimarxistes social-démocrates.

Les révisionnistes italiens furent les premiers à embrasser la ligne du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. et au lendemain de celui-ci ils proclamèrent bruyamment la prétendue

voie italienne au socialisme. A peine le fascisme renversé, le Parti communiste italien avait mis en avant une plateforme politique et organisationnelle opportuniste. Dès sa descente à Naples, en mars 1944, de retour d'Union soviétique, Palmiro Togliatti imposa au parti la ligne de la collaboration de classe avec la bourgeoisie et ses partis. Il déclarera au plénum du Conseil national du parti, qui se tint à l'époque : «En raison des conditions internationales et nationales, nous ne fixons pas comme objectif de notre lutte la prise du pouvoir, mais nous n'en voulons pas moins détruire entièrement le fascisme et créer une «véritable démocratie antifasciste progressiste». Le P.C.I. «doit examiner tout problème à travers le prisme de la nation, de l'Etat italien». (P. Spriano, Storia del Partito comunista italiano, Torino, 1975. p. 308.)

A Naples, Togliatti, pour la première fois, avança **aussi** l'idée, et même la plateforme, de ce qu'il appela le «nouveau parti des masses», différent, par la composition de classe, par l'idéologie et la forme organisationnelle, du parti communiste de type léniniste. Il était naturel qu'une politique d'alliances sans principes et une politique de réformes telles que les demandait Togliatti, nécessitent aussi un parti réformiste, un parti large et sans limites, où pouvait entrer et sortir n'importe qui, n'importe quand. «Sa notion du parti de masse qui plonge ses racines dans le peuple, -devait écrire plusieurs années plus tard un collaborateur de Togliatti, — prend toute sa valeur si on la relie étroitement à la composante nationale du combat des communistes. Leur but est en effet d'aboutir à des changements profonds dans la société... grâce à des réformes.» (G. Ceretti, A l'ombre des deux T, Paris, 1973, p. 52.)

A la libération du pays, la classe ouvrière italienne espérait en une profonde justice sociale, elle espérait que les choses changeraient, qu'elle finirait par faire entendre sa voix. Mais il n'en fut rien, et cela tint à l'organisation et à la direction de la vie du pays par les divers partis bourgeois, y compris le parti communiste. Afin de tromper les masses et de leur donner l'impression que leur voix était écoutée au gouvernement du pays, ils instituèrent une vie politique avec des partis de la majorité et des partis de la minorité, des partis au pouvoir et des partis à l'opposition, avec tous leurs trucs et leurs roueries parlementaires, avec tous leurs mensonges et leur démagogie.

Le Parti communiste italien reçut au début deux départements ministériels peu importants, que la grande bourgeoisie lui concéda dans le cadre du jeu «démocratique», le temps de renforcer ses positions, de relever son armée, sa police et tout son appareil de répression, d'étouffer et de paralyser par la présence des communistes au gouvernement toute tendance de la classe ouvrière et du peuple italien à régler les comptes avec ceux qui les avaient exploités, opprimés, les avaient envoyés ravir la liberté des autres peuples et laisser leurs restes dans d'autres pays, de l'Abyssinie à l'Espagne, de l'Albanie à l'Union soviétique. Puis, en mai 1947, lorsqu'elle n'eut plus besoin d'eux, la bourgeoisie chassa les ministres communistes du gouvernement. Le danger éventuel de l'offensive ouvrière fut ainsi conjuré. La classe ouvrière rentra dans le «rang», elle fut encadrée dans divers syndicats, selon les couleurs des partis, et ainsi fut entamée la lutte pour des voix, la lutte parlementaire.

Après le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Togliatti et le Parti communiste italien proclamèrent publiquement leurs anciennes prises de position révisionnistes. Non seulement ils approuvèrent tout signe de libéralisation qui venait de Moscou, mais ils brûlaient même les étapes, mettant dans l'embarras les

révisionnistes khrouchtchéviens eux-mêmes, pour lesquels le Parti communiste italien devint peu à peu une préoccupation.

Les togliattiens trouvaient de leur goût le cours révisionniste de «déstalinisation», ils se réjouirent de voir les khrouchtchéviens jeter de la boue sur Staline et sur le bolchévisme, ils applaudirent au cours khrouchtchévien de la destruction des bases socialistes de l'Etat soviétique, ils étaient pour les réformes révisionnistes et l'ouverture vers les Etats capitalistes, particulièrement vers les Etats-Unis.

En révisionnistes qu'ils étaient, les togliattiens souscrivaient pleinement à la coexistence pacifique khrouchtchévienne et au rapprochement avec l'impérialisme. C'était leur vieux rêve de la collaboration avec la bourgeoisie, sur le plan national comme sur le plan international.

Dans la voie où il s'était engagé en Union soviétique, le parti révisionniste khrouchtchévien avait besoin de l'unité et de l'amitié avec le Parti communiste italien, il lui fallait surtout le soutien des deux grands partis révisionnistes d'Occident, français et italien, qui jouissaient d'une certaine autorité internationale. C'est pour cela que les khrouchtchéviens rendaient ostensiblement «hommage» à ces deux partis, et avec les «hommages» venaient aussi, en sous main, les grosses subventions.

De même que les khrouchtchéviens se hâtaient de convertir l'Union soviétique en un pays capitaliste, ainsi les togliattiens s'empressaient de s'intégrer dans l'ordre capitaliste italien. En juin 1956, dans le rapport au titre retentissant de «la Voie italienne vers le socialisme» présenté à la réunion du C.C. du P.C. italien, Palmiro Togliatti avançait une série de thèses si imprégnées d'anti-communisme que Khrouchtchev se vit contraint de lui conseiller un peu plus de retenue et de ne pas dépasser si vite les bornes.

Togliatti posa à l'époque la question de l'intégration du socialisme dans le capitalisme, avançant aussi la thèse que le parti communiste n'est pas nécessairement le seul dirigeant de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Il affirma que la poussée vers le socialisme peut se produire même là où il n'y a pas de parti communiste. Ces thèses concordaient pleinement avec celles des révisionnistes yougoslaves. Ce n'est pas par hasard que les révisionnistes italiens soutinrent ardemment la réhabilitation des révisionnistes yougoslaves. Togliatti lui-même alla en Yougoslavie s'incliner devant Tito et l'aider à devenir «acceptable» pour le mouvement communiste international.

Le Parti communiste italien et Togliatti s'élevèrent contre le fait que Moscou soit «le seul centre du communisme international». Ils prêchèrent le «polycentrisme», qui visait à la création d'un nouveau bloc révisionniste ayant à sa tête le Parti communiste italien et qui, s'opposant au bloc révisionniste soviétique, accroîtrait sa propre autorité aux yeux de la bourgeoisie italienne et de la bourgeoisie mondiale. Togliatti pensait se gagner ainsi, la confiance du capital monopoliste italien et entrer dans sa ronde. Khrouchtchev vit le danger que présentait pour lui l'affranchissement éventuel des partis révisionnistes de la tutelle de Moscou, de ceux des pays membres ou non-membres du Pacte de Varsovie, aussi s'efforça-t-il de préserver l'«unité». Mais le «polycentrisme» togliattien et l'«unité» khrouchtchévienne étaient des choses opposées et irréalisables. Le révisionnisme divise, il n'unit pas.

L'actuel parti révisionniste de Togliatti, Longo et Berlinguer a suivi des chemins

ténébreux et mal définis. Sa ligne et ses prises de position étaient profondément imprégnées de conceptions intellectualistes et social-démocrates. Palmiro Togliatti, le dirigeant du Parti communiste italien alla crescendo dans la manifestation de ces tendances, pour en arriver à son fameux «testament» qu'il rédigea quelque temps avant de mourir à Yalta. Ce «testament» constitue le code du révisionnisme italien, sur lequel se fondent de façon générale les conceptions actuelles de l'eurocommunisme.

Après le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., le révisionnisme moderne a aussi trouvé un milieu approprié à sa propagation dans le Parti communiste français. Dans la direction de ce parti, l'idée du parlementarisme, l'idée des «alliances» avec la social-démocratie et la bourgeoisie, l'idée de l'orientation de la lutte dans le sens des réformes avaient depuis longtemps poussé leurs racines. Ces idées n'étaient pas, comme maintenant, ouvertement déclarées, autrement dit elles n'étaient pas érigées en théorie. Mais l'opposition au fascisme et la lutte contre lui, la lutte pour la défense et le développement de la démocratie, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, toutes ces actions justes en principe, justes aussi sur le plan tactique, n'étaient pas rattachées par le Parti communiste français à l'objectif final, à la perspective socialiste. Pour la direction du Parti communiste français cette perspective était sombre, elle était admise en théorie, mais jugée irréalisable dans les conditions de la France.

Le Parti communiste français, nous l'avons dit, se déroba à sa tâche de transformer la lutte pour la libération nationale en révolution populaire, il se déroba à la lutte armée pour la prise du pouvoir. Certes, la classe ouvrière et son parti versèrent leur sang, mais pour qui ? En fait, pour la bourgeoisie française et pour les impérialistes anglo-américains. Comment qualifier cette voie du Parti communiste français ? Sans gants : trahison envers la révolution; avec des gants : ligne opportuniste, libérale.

Certes, le Parti communiste français ne put être liquidé ni par les occupants allemands ni par la réaction, mais à la libération du pays se produisit un événement fâcheux : les forces de partisans dirigées par le parti furent désarmées par la bourgeoisie, ou plutôt la direction elle-même du parti prit la décision de les «désarmer», du moment que «la Patrie était libérée».

A la suite de la libération du pays, la bourgeoisie reprit le pouvoir, et les communistes ne furent pas admis au festin. On prépara le terrain pour de Gaulle, qui fut proclamé le sauveur du peuple français. Pour se prémunir contre la résistance et les grèves des ouvriers déçus et révoltés, de Gaulle appela au gouvernement Maurice Thorez et un ou deux autres communistes. Cette place au bas bout de la table que lui offrit la bourgeoisie, le Parti communiste la paya en adoptant des attitudes qui allaient à l'opposé des intérêts et de la volonté de la classe ouvrière française.

Une erreur en entraîne une autre. Grisés par le succès obtenu aux élections du 10 novembre 1946, où communistes et socialistes acquirent la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, les dirigeants du Parti communiste français s'engagèrent encore plus profondément dans la voie du réformisme. Ce fut précisément à cette époque que Maurice Thorez accorda une interview à un correspondant du journal anglais «Times», où il disait entre autres que le développement des forces démocratiques dans le monde et l'affaiblissement de la bourgeoisie capitaliste après la Seconde Guerre mondiale lui faisaient envisager pour la France «... d'autres chemins vers le socialisme que la voie suivie trente ans plus tôt par les communistes russes...». «De toute façon, ajoutait-il, le chemin est nécessairement

différent pour chaque pays.» (M. Thorez, Fils du peuple, Paris, 1960, p. 234.)

Cette voie vers le socialisme, qu'évoquait alors Thorez, n'était peut-être pas exactement la voie khrouchtchévienne, dont les contours devaient être tracés par la suite. Toujours est-il que les «autres voies» que recherchait alors Thorez, n'étaient pas celles de la révolution.

La bourgeoisie française et l'impérialisme américain ne permirent pas à Thorez et à la direction du Parti communiste français de caresser longtemps leurs rêves de la voie parlementaire vers le socialisme. Avant qu'il ne fût longtemps, le Premier ministre socialiste de l'époque ; Ramadier, chassa par un simple décret les communistes du gouvernement.

A sa réunion d'octobre 1947, le Comité central du Parti communiste français fut contraint de faire son autocritique pour ses prises de position et ses actions erronées de cette période, pour son appréciation inexacte des situations, du rapport des forces, de la politique du parti socialiste, etc.

Ainsi, à partir de la fin de 1947, le Parti communiste français commença à considérer certaines questions de façon plus juste. Il mobilisa la classe ouvrière dans d'importantes batailles de classe et des grèves massives, qui avaient aussi un caractère politique marqué, comme le furent notamment celles de 1947 et 1948, qui suscitérent la panique dans la bourgeoisie française. Le Parti communiste français lutta à l'époque contre la «marshallisation» de la France et contre la politique belliciste de l'impérialisme américain. Il s'opposa à l'installation de bases américaines en France et se dressa contre les nouvelles guerres coloniales de l'impérialisme français. Le parti appela la classe ouvrière à s'opposer à la guerre colonialiste au Vietnam, non seulement par la propagande, mais aussi par des actions concrètes. Dans cette lutte, la classe ouvrière française sortit de son sein des héros et des héroïnes comme Raymonde Dien, qui se coucha sur les rails pour empêcher de passer un train chargé d'armes destinées au Vietnam.

Le Parti communiste français participa activement à la réunion du Bureau d'Information qui examina la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie. Il dénonça et démasqua sévèrement la trahison de Tito et de son groupe.

Toutefois, après la mort de Staline et l'avènement de Khrouchtchev, des hésitations se firent jour à nouveau dans la ligne du Parti communiste français, et dans les attitudes de ses dirigeants. Ces hésitations apparurent dès 1954 dans leurs prises de position à l'égard de la guerre de libération du peuple algérien.

Que fit le Parti communiste français pour venir en aide à cette lutte ? Il se borna à une campagne de propagande, rien de plus. Il avait pour devoir de montrer par des actes son internationalisme envers la lutte de libération du peuple algérien, car il aurait par là même lutté pour la liberté du peuple français. Il s'en abstint, car il inclinait à des attitudes opportunistes et nationalistes. Il alla même plus loin. Il empêcha le Parti communiste algérien de s'engager dans la lutte. Alors que l'Algérie brûlait dans le feu de la lutte de libération nationale, les communistes algériens restèrent les bras croisés, cependant que le secrétaire général du parti, Larbi Buhali, faisait du ski et se cassait la jambe dans les monts Tatra en Tchécoslovaquie.



Lorsque Khrouchtchev et les khrouchtchéviens entamèrent leur action pour s'emparer du pouvoir et engager l'Union soviétique dans la voie de la dégénérescence capitaliste, lorsqu'ils entreprirent leur attaque contre Staline à leur XX<sup>e</sup> Congrès, il parut que, dans l'ensemble, le Parti communiste français était opposé au révisionnisme khrouchtchévien et au Parti communiste italien. Thorez et la direction de ce parti regardaient, semblait-il, avec suspicion les transformations qui se produisaient en Union soviétique.

Cela s'observa dans leurs prises de position à l'égard de la question de Staline, en quoi ils ne souscrivirent pas aux calomnies de Khrouchtchev ; cela apparut à l'époque des événements de Pologne et de Hongrie en 1956, lorsque généralement, ils adoptèrent de justes attitudes.

Mais après que Khrouchtchev et son groupe eurent liquidé Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc., consolidé leurs positions dans le parti et dans l'Etat et pris le mors aux dents, on constata que la direction du Parti communiste français, Thorez en tête, chancela. De ses positions anti- khrouchtchéviennes, petit à petit et de concession en concession, elle passa aux positions de Khrouchtchev. Etait-ce là quelque chose de fortuit, était-ce là une bévue de Thorez ? Etait-ce un recul de sa part, de Duclos et des autres dirigeants devant les pressions, les louanges et les flatteries de Khrouchtchev et ses autres méthodes putschistes ? Assurément ces méthodes ont été utilisées et elles ont influé sur le passage, puis sur la marche irrésistible, du Parti communiste français vers le révisionnisme. Mais ce n'est pas tout. Les véritables causes doivent en être recherchées dans le Parti communiste français lui-même, dans ses attitudes antérieures, dans sa structure et son organisation internes, dans sa composition et dans le milieu extérieur qui a exercé sa pression sur lui.

L'évolution du Parti communiste français vers le révisionnisme ne s'est pas faite en un jour. La quantité s'est convertie en qualité en un laps de temps relativement long. Le Parti communiste français a été amené aux positions révisionnistes par la voie réformiste et parlementaire, la voie de la «main tendue» de Thorez, son adoration, avec les concessions qu'elle entraînait, pour un certain nombre d'intellectuels, dont une partie, après avoir trahi, ont été exclus du parti ; d'autres y sont restés et y ont développé le défaitisme, en propageant toutes sortes de théories, qui déformaient le marxisme- léninisme. Le Parti communiste français vivait encerclé d'un milieu politique et idéologique bourgeois, révisionniste, trotskiste, anarchiste, qui battait constamment en brèche ses murs, les perçait et lui causait de gros préjudices.

Les grands événements internationaux également provoquèrent des secousses dans le Parti communiste français. La publication du rapport secret de Khrouchtchev contre Staline, qui fut exploité par la bourgeoisie européenne et mondiale, suscita aussi des troubles au sein du Parti communiste français. L'attitude adoptée par ce parti à l'égard des événements de Hongrie et de Pologne se heurta à la sévère opposition de la grande et de la moyenne bourgeoisie française, des intellectuels libéraux ainsi que des opportunistes au-dehors, mais aussi au-dedans du parti.

Les événements qui se produisirent en France lors de la guerre d'Algérie firent également resurgir et prédominer dans le Parti communiste français les anciennes conceptions et attitudes opportunistes.

Tous ces facteurs pris ensemble ont fait du Parti communiste français, connu

naguère comme un des partis jouissant de la plus grande autorité, un parti révisionniste, réformiste, social-démocrate. Bref, le Parti communiste français est revenu aux positions de l'ancien parti socialiste, dont il s'était détaché en 1920 au Congrès de Tours.

Parmi les partis révisionnistes qui ont arboré le drapeau de l'eurocommunisme, le plus ardent est celui de Carrillo. Comment a-t-il été possible que le Parti communiste d'Espagne, un parti qui se distingua pour ses attitudes résolues à l'époque du Front populaire et de la guerre civile, s'unisse aux khrouchtchéviens et en arrive à la situation de désagrégation, de dégénérescence et de trahison, où il se trouve aujourd'hui ? Les transformations dans ce parti ne se sont pas faites, comme elles ne pouvaient pas se faire, d'un seul coup, sans un long processus de déchéance et de dégénérescence en son sein et surtout dans sa direction.

Dans les premières années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, la direction du Parti communiste d'Espagne et la majorité même de ses membres se trouvaient en France, où ils menaient une vie plus ou moins légale.

Le gouvernement républicain espagnol aussi se trouvait en exil. C'était l'époque où les communistes étaient encore au gouvernement dans des pays comme la France et l'Italie. Les communistes espagnols se mirent à agir de la même manière que leurs camarades français et italiens. En 1946 fut reconstitué à Paris le gouvernement républicain espagnol en exil. Le Parti communiste d'Espagne y envoya comme représentant Santiago Carrillo.

Lorsque, en mai 1947, les ministres communistes, en France et en Italie, furent exclus du gouvernement, la situation devint aussi de plus en plus difficile pour le Parti communiste d'Espagne, pour ses cadres et ses militants. En août, les communistes espagnols furent chassés du gouvernement en exil. Les mesures de police, perquisitions, arrestations, reprirent contre eux. Les infiltrations de la police française et de la police franquiste dans les rangs des communistes et des démocrates espagnols s'intensifièrent.

Pour les dirigeants et les cadres du parti, il devenait toujours plus difficile de séjourner et de travailler en France, aussi prirent-ils le chemin de Prague, de Berlin-Est et des autres pays de démocratie populaire. Leur exode vers ces pays coïncida plus ou moins avec l'époque où en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est commença à affleurer la lie révisionniste khrouchtchévienne.

Le Bureau politique et le Comité central du parti tenaient maintenant leurs réunions très loin d'Espagne. Les communistes, qui avaient connu les rigueurs de la guerre civile et de la vie clandestine en Espagne, les difficultés et les privations de la vie en exil en France, se mirent à goûter le luxe et la commodité des châteaux de Bohême et d'Allemagne, à connaître les flatteries, les louanges, mais aussi les multiples pressions des révisionnistes khrouchtchéviens, des apparatchiks et des agents des services secrets. Comme devaient le montrer les événements, la direction du Parti communiste d'Espagne se fit un instrument des plus dociles, aveugle même, de Nikita Khrouchtchev et des hommes de son groupe.

En 1954, se tint le V<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Espagne. On y vit se manifester les premiers éléments de l'esprit pacifiste et de réconciliation de classe, de ce qui devait constituer un peu plus tard la plate-forme du révisionnisme espagnol et trouver son expression la plus accomplie dans l'action ultra-révisionniste et traîtresse de Carrillo.

Faisant sienne la voie khrouchtchévienne du passage pacifique au socialisme, le Comité central du Parti communiste d'Espagne publia en juin 1956, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la guerre civile, un document dans lequel était formulée sa politique de «réconciliation nationale». Le Parti communiste d'Espagne s'exprimait pour une entente entre des forces qui vingt ans auparavant s'étaient battues dans des camps adverses. «Une politique de vengeance, était-il dit dans cette déclaration, ne servirait pas au pays... à sortir de la situation dans laquelle il se trouve. L'Espagne a besoin de paix et de réconciliation entre ses fils...» (C. Colombo, Storia del Partito Comunista Spagiolo, Milan, 1972, pp. 186-187.)

L'époque des fermes attitudes des communistes espagnols contre la dictature de Primo de Rivera [*Le régime dictatorial fasciste de Primo de Rivera fut au pouvoir en Espagne de 1923 à 1930.*] et le «pronunciamento» des généraux, attitudes qui avaient accru l'influence du parti communiste dans les masses, qui l'avaient renforcé et trempé, était révolue. Le temps était maintenant venu de la ligne de l'opportunisme le plus vulgaire, des flagorneries et des courbettes devant la bourgeoisie et ses partis, devant l'Eglise catholique et l'armée espagnole, ligne qui allait mettre le parti de Dolorès Ibarruri et de Carrillo au rang des partis typiques sociaux-démocrates.

Nous n'étions pas au courant des processus intérieurs régressifs qu'avait connus le Parti communiste d'Espagne, mais à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui se réunit à Moscou en novembre 1960, lorsque le Parti du Travail d'Albanie démasqua ouvertement le révisionnisme moderne et particulièrement le révisionnisme soviétique, avec à sa tête le traître et renégat du marxisme-léninisme, Khrouchtchev, le Parti communiste d'Espagne, et Ibarruri en personne nous attaquèrent de la manière la plus infâme.

Ainsi, quand il nous fallut défendre le marxisme-léninisme, les dirigeants du Parti communiste d'Espagne attaquèrent violemment le Parti du Travail d'Albanie et prirent la défense de Khrouchtchev et de son groupe de traîtres au marxisme-léninisme. Le temps a démontré que notre Parti du Travail était dans la juste voie, dans la voie marxiste-léniniste, alors que le Parti communiste d'Espagne, avec Ibarruri à sa tête, s'était rangé entièrement dans le camp des renégats et des ennemis du communisme.

Après 1960, dans le Parti communiste d'Espagne se firent jour de graves querelles et divergences, qui conduisirent à sa scission. Par suite, se créèrent deux fractions révisionnistes, anti-marxistes, l'une pro-soviétique, avec Lister en tête, et l'autre, conduite par Ibarruri et Carrillo, qui recherchait l'indépendance à l'égard de Moscou, pour pouvoir adopter sa propre ligne, celle qui devait par la suite prendre le nom d'eurocommunisme.

La ligne de Carrillo coïncidait toujours plus avec la ligne du Parti communiste italien et celle du Parti communiste français. Elle concordait aussi avec celle de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ainsi commença à se cristalliser une unité, encore non structurée, entre le titisme, les partis révisionnistes italien et français et le parti révisionniste espagnol d'Ibarruri.

A l'époque où s'effectuait ce regroupement des révisionnistes d'Europe occidentale, y compris Tito, qui cherchait à se détacher de Moscou, le Parti communiste chinois de Mao Tsétoung accueillit à Pékin Carrillo et eut avec lui des entretiens

intimes. La teneur de ces entretiens ne fut pas rendue publique, mais le temps est venu prouver que les révisionnistes chinois et les révisionnistes espagnols ont beaucoup de points communs. Aussi leurs deux partis ne tarderont-ils pas à nouer entre eux des liens officiels, ouverts.

Carrillo fit siennes les orientations politiques des partis révisionnistes italien et français, leurs buts, leur stratégie et leurs tactiques pour l'établissement d'une collaboration étroite avec la bourgeoisie réactionnaire et avec l'Etat bourgeois capitaliste. Mais le Parti communiste d'Espagne ne possédait pas encore de statut légal. C'est la raison pour laquelle il fit de gros efforts pour être légalisé en Espagne même sous le régime de Franco. Le franquisme et Franco ne le permirent pas. Après la mort de Franco, avec l'avènement du roi Juan, Carrillo obtint certains résultats dans le sens de la légalisation du parti. Mais il lui fallut pour cela faire des déclarations et des concessions de principes plus larges que celles que le Parti communiste français et le Parti communiste italien eux-mêmes ne s'étaient jamais permis de faire devant la bourgeoisie capitaliste de leurs pays. Pour rentrer en Espagne et légaliser son parti, Carrillo consentit à reconnaître le régime du roi Juan Carlos et alla même jusqu'à en faire la louange, le qualifiant de «démocratique», et acceptant la monarchie et son drapeau. Après cet acte de soumission, les monarchistes lui donnèrent le feu vert. Le Parti communiste d'Espagne fut légalisé. Carrillo et Ibarri rentrèrent en Espagne avec tout le troupeau des traîtres espagnols.

A peine de retour à Madrid, les chefs révisionnistes, renièrent ouvertement la République et déclarèrent que la guerre d'Espagne appartenait désormais à l'histoire. La coalition avec les autres partis bourgeois et la lutte pour la participation au gouvernement du pays ont été proclamées fondements de leur ligne. Aux différentes élections qui ont eu lieu en Espagne, le parti de Carrillo n'a obtenu qu'environ 9 pour cent des voix et quelques sièges seulement au parlement. Carrillo considère cela comme «une grande victoire démocratique qui changera le visage de l'Espagne». Mais en vérité les révisionnistes espagnols ne pourront jamais blanchir le visage de l'Espagne, car le savon dont se servent Ibarri, Carrillo et consorts est du savon de poix. Ils ont rejeté le drapeau rouge de la révolution et ont foulé aux pieds impudemment le sang de dizaines et de centaines de milliers de héros de la guerre d'Espagne.

La ligne que s'est tracée la direction révisionniste soviétique dans ses rapports avec les partis communistes des pays d'Occident a joué aussi un rôle important dans leur transformation réformiste et opportuniste. Le but des révisionnistes khrouchtchéviens d'Union soviétique était d'obliger les partis révisionnistes des divers pays à les suivre dans leur politique visant à établir l'hégémonie social-impérialiste dans le monde entier. Ils demandaient que ces partis deviennent leurs auxiliaires dans l'action diabolique qu'ils avaient entreprise.

Naturellement, les visées hégémonistes et expansionnistes des social-impérialistes soviétiques ne pouvaient être du goût des impérialistes américains et de leurs alliés. Mais les partis révisionnistes des divers pays ne pouvaient, eux non plus, être d'accord avec la politique soviétique. Incités aussi par la bourgeoisie de leurs pays, ces partis se mirent à mener toujours plus ouvertement une activité isolée, indépendante du parti révisionniste de l'Union soviétique.

Les partis révisionnistes d'Europe occidentale, d'Amérique latine et d'Asie, se sont, à divers degrés, dressés tour à tour contre l'hégémonie soviétique khrouchtchévienne, échafaudant en même temps de nouvelles «théories» antimarxistes. Les

«théories» des grands partis révisionnistes d'Europe occidentale, qui furent qualifiées d'eurocommunisme, devinrent bien vite les plus complètes et les plus vantées d'entre elles. De même que le révisionnisme titiste et khrouchtchévien, l'eurocommunisme, dès son apparition sur la scène, engagea une lutte frontale contre le marxisme-léninisme, dans le but d'en réviser les principes fondamentaux et de le discréditer aux yeux des travailleurs.

### **De l'opportunisme révisionniste à l'anticommunisme bourgeois**

L'eurocommunisme est une variante du révisionnisme moderne, un ramassis de pseudo-théories qui s'opposent au marxisme-léninisme. Son objectif consiste à empêcher la théorie scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline de conserver sa pureté en tant qu'arme puissante et infaillible entre les mains de la classe ouvrière et des véritables partis marxistes-léninistes pour la destruction des fondements mêmes du capitalisme, de sa structure et de sa superstructure, pour l'instauration de la dictature du prolétariat et la construction de la société nouvelle, socialiste.

Les révisionnistes italiens ont défini l'eurocommunisme comme «une troisième voie, qui diffère de l'expérience des sociaux-démocrates et de celles qui ont été conduites après la Révolution d'Octobre en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes». Cette «troisième voie» est présentée dans les thèses du XV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste italien, comme une «solution qui s'adapte aux traits nationaux et aux conditions de l'époque actuelle, qui correspond aux exigences et aux traits fondamentaux communs des sociétés industrielles développées, fondées sur des institutions démocratiques-parlementaires, comme c'est le cas aujourd'hui des pays de l'Europe occidentale». (*La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani*. Rome, 1979, pp. 8-9.)

Ainsi, comme l'admettent les eurocommunistes eux-mêmes, cette «troisième voie», ce prétendu eurocommunisme, n'a rien à voir avec le communisme scientifique authentique conçu par Marx et Lénine, incarné dans la Révolution d'Octobre et dans les autres révolutions socialistes qui lui ont succédé, et éprouvé dans la lutte de classes du prolétariat international. Une appellation juste et précise de l'eurocommunisme serait celle de révisionnisme européen numéro trois.

Actuellement, les partis communistes français, italien et espagnol n'ont plus de communiste que le nom, car ils pataugent tous trois dans les eaux fétides de la bourgeoisie qu'ils servent. Les programmes des partis révisionnistes des pays occidentaux sont des programmes typiquement réformistes, ils ne diffèrent en rien des programmes des partis bourgeois, socialistes et sociaux-démocrates, qui reprennent toujours la même rengaine. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui inspirent aussi les révisionnistes. Leur objectif n'est pas de réaliser la révolution prolétarienne et la transformation socialiste de la société, mais d'inculquer aux larges masses l'idée qu'il faut renoncer à la révolution, qui serait devenue, à leur sens, inutile et inopportune. Alors que faut-il faire, selon eux ? «Changer la vie», «changer le mode de vie», «penser aux problèmes quotidiens», «ne pas s'attaquer à la société capitaliste actuelle», «réaliser une révolution culturelle au lieu d'une révolution prolétarienne», voilà ce que prônent jour et nuit ces partis antimarxistes. «Vivre mieux, veiller à ce qu'on n'abaisse pas nos salaires, avoir des congés payés, un emploi garanti», «que demanderions-nous de plus ?» disent-ils aux ouvriers. Les partis révisionnistes italien et français traitent de ces questions dans chaque réunion, à chacun de leurs congrès et, à travers elles, ils bercent d'illusions le prolétariat et les travailleurs afin de recueillir leurs voix.

Le révisionnisme classique de type social-démocrate s'est intégré dans le révisionnisme moderne. Les théories de Bernstein et de Kautsky se rencontrent sous diverses formes, tantôt identiques, tantôt modifiées, chez le révisionniste Browder, dans le révisionnisme khrouchtchévien, dans le révisionnisme titiste, français et italien togliattien, dans la soi-disant pensée mao-tsétoung et dans tous les autres courants. Ces innombrables courants antimarxistes qui se développent dans le monde capitaliste et révisionniste actuel constituent, au sein de la révolution mondiale, une cinquième colonne, attachée à prolonger l'existence du capitalisme mondial en combattant la révolution de dedans.

Le rejet du marxisme-léninisme est l'objectif que le capitalisme et l'impérialisme se sont toujours fixé. Le révisionnisme moderne les aide maintenant dans cette voie par tous les moyens et de toutes les manières ouvertes et camouflées, à travers toutes sortes de théories et de slogans philosophiques pseudo-scientifiques.

Au XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français, Marchais a déclaré qu'on ira au socialisme sans lutte de classes et que la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire pour édifier cette société. Il affirme que son «socialisme» comprendra non seulement différents partis, mais même des partis de la réaction. Ainsi donc, pour Brejnev et Tito comme pour Marchais, dans plusieurs pays où domine le capital, le socialisme a déjà commencé à se construire, et il leur suffit pour preuve l'enseigne de «pays socialiste», accrochée à l'entrée.

En d'autres termes, du moment que tout le monde va au socialisme d'une façon spontanée, comme le professent les révisionnistes, personne maintenant n'a plus besoin du marxisme-léninisme en tant que science de la révolution et du socialisme, il appartient désormais au passé, et il faut donc l'abandonner.

Les divers révisionnistes prétendent que le marxisme-léninisme a «vieilli», qu'il n'est plus en mesure de résoudre les problèmes que pose la société développée actuelle, qu'il ne s'adapte plus à la civilisation moderne. Selon eux, la société actuelle a tiré du marxisme-léninisme, tout ce qui pouvait en être tiré et celui-ci se range désormais parmi les philosophies surannées comme le kantisme, le positivisme, l'irrationalisme bergsonien et d'autres philosophies idéalistes. L'ultra-révisionniste Milovan Djilas déclare ouvertement que le marxisme-léninisme, philosophie élaborée au XIX<sup>e</sup> siècle, a perdu sa valeur aujourd'hui que la science a connu un essor considérable par rapport à la science et à la philosophie du siècle dernier.

Avançant dans cette voie, les révisionnistes italiens, français et espagnols ont, ces deux ou trois dernières années, fait de gros efforts pour formuler théoriquement leurs conceptions et leurs prises de position opportunistes, qu'ils appellent eurocommunisme, et pour leur conférer le caractère d'une doctrine politique et idéologique distincte, qui représente soi-disant un «nouveau développement du marxisme». Aux derniers congrès tenus par ces partis et dans les programmes adoptés, l'eurocommunisme a pris une forme achevée, aux contours bien définis. Ces trois partis ont renoncé officiellement au marxisme-léninisme. Pour les Français de Marchais, qui considèrent la théorie de Marx comme une «théorie aux conceptions arides et dogmatiques», comme «un système clos aux lois immuables», leur nouvelle ««théorie» a ses origines, disent-ils, dans les courants philosophiques et politiques de notre nation». (Cahiers du communisme, juin-juillet, 1979, p. 392) Bien entendu, les révisionnistes français ne font point allusion aux apports philosophiques progressistes et révolutionnaires, que Marx a englobés de façon critique

dans son œuvre, mais précisément aux idées qu'il a dénoncées et réfutées, et que les révisionnistes ont maintenant faites leurs.

La renonciation des révisionnistes à toute référence au marxisme-léninisme dans leurs statuts, leurs programmes et leurs autres documents, ne revêt pas seulement un caractère formel, qui sanctionne une action depuis longtemps consommée dans la pratique; cet acte ne représente pas non plus la simple exécution de la volonté de la bourgeoisie, une réponse à sa sollicitation aux partis révisionnistes de

«ne plus évoquer le spectre du communisme» ; ce n'est pas non plus un simple acte qui traduit officiellement le passage manifeste du révisionnisme moderne aux positions idéologiques de la social- démocratie européenne. Le fait que les partis révisionnistes ne se réfèrent plus au marxisme-léninisme, qu'ils utilisaient jusqu'ici comme un masque pour duper les travailleurs, prouve qu'ils ont engagé contre lui une lutte ouverte à partir des positions de l'anticommunisme bourgeois. Il est patent qu'à l'heure actuelle, ce sont justement les eurocommunistes qui, sur le plan idéologique, arborent le drapeau de la lutte contre le marxisme-léninisme, le socialisme et la révolution.

La grande presse bourgeoise, les trusts d'éditions, la radio, la télévision, font aux ouvrages, aux discours et aux congrès des révisionnistes une publicité vraiment étonnante. Des figures comme celles de Berlinguer, de Marchais et même de Carrillo sont devenues, grâce à la grande machine de propagande, des personnages qui dépassent en renommée non seulement les superstars de cinéma, mais aussi les papes et les chefs des Etats les plus importants. Journalistes et écrivains les suivent à chacun de leurs pas et ne laissent tomber un mot de leur bouche qu'ils ne publient en gros caractères à la une des journaux.

Toute cette publicité, tout ce tapage témoignent de l'exultation de la bourgeoisie, qui a trouvé des serviteurs zélés, prêts à combattre le communisme à partir de la gauche, comme on dit, en un temps où ses armes d'anticommunisme déclaré étaient rouillées et détériorées. Dans les situations difficiles qu'il traverse, le capital ne pouvait trouver un appoint meilleur et plus efficace que celui que lui offrent les révisionnistes. Aussi les éloges que la bourgeoisie fait à la démagogie, aux mystifications, aux spéculations théoriques et à l'activité pratique des révisionnistes pour tromper et désorienter les travailleurs, sont-ils tout à fait compréhensibles et justifiables.

### **La conception bourgeoise de la société bourgeoise**

Les eurocommunistes s'efforcent de donner une fausse image de la société capitaliste actuelle et de ses contradictions, de la présenter comme une société qui a tellement évolué depuis l'époque de Marx. Engels. Lénine et Staline, que les analyses et les enseignements fondamentaux de ces derniers à son sujet sont «dépassés et périmés».

Ils considèrent la société capitaliste actuelle comme étant unique et n'y discernent plus de polarisation en prolétaires et bourgeois, ils ne voient plus que la contradiction fondamentale de la société est celle qui oppose ces deux classes, partant, ils ne voient pas non plus que la lutte de classes est la force motrice de cette société. Les eurocommunistes se bornent à admettre l'existence de quelques contradictions, dues au «développement», au «progrès», au «mieux-être» ; à la «démocratie», etc., et qui auraient remplacé les anciennes, surtout celle entre le travail et le capital, laquelle est à la base de la théorie marxiste-léniniste sur le rôle et la

mission historiques du prolétariat, sur la révolution, la dictature du prolétariat et le socialisme.

Actuellement, prétendent-ils, le prolétariat n'est plus ce qu'il était à l'époque de Marx et de Lénine, les classes ont changé, elles diffèrent de celles que ceux-ci ont connues et dont ils ont traité. Aujourd'hui, disent les eurocommunistes, la classe bourgeoise, en tant que classe, s'est fondue dans les «travailleurs», identifiée avec eux, et la richesse s'est accumulée entre les mains d'une petite clique capitaliste qui garde et défend cette propriété. Marchais, par exemple, a «découvert» qu'actuellement en France la bourgeoisie qui «compte» se réduit à 25 groupes financiers et industriels, le reste fait partie des «travailleurs». Par conséquent, soulignent les renégats révisionnistes, l'Etat bourgeois capitaliste actuel a changé, parce que la société elle-même, les classes, ont changé. C'est ce qui explique pourquoi, arguent-ils, Marx et Lénine, qui n'ont pas connu l'Etat capitaliste actuel, lequel est tout à fait différent de celui de leur époque, envisageaient un autre rôle du prolétariat, différent à leur époque de ce qu'il est aujourd'hui, ils envisageaient une autre forme de prise du pouvoir par le prolétariat, une autre forme de lutte pour passer au socialisme.

Pour les révisionnistes eurocommunistes, toutes les classes et les couches de la société capitaliste et en particulier l'intelligentsia s'identifient au prolétariat. Selon eux, à part une petite poignée de capitalistes, tous les autres, sans distinction, chercheraient à changer la société, de société bourgeoise en société socialiste. Et pour y arriver, il faudrait, toujours selon les eurocommunistes, réformer l'ancienne société et non pas la renverser. De manière fantaisiste, ils imaginent que le pouvoir doit être pris petit à petit, à travers des réformes, le développement de la culture et une collaboration étroite entre toutes les classes sans exception, celles qui détiennent ce pouvoir comme celles qui ne le détiennent.

Tous les révisionnistes suivent la voie de Marcuse, qui, évoquant le prolétariat américain, s'efforce de «démontrer» que dans la société américaine «hautement industrialisée», il n'existe pas un prolétariat comme celui qu'entendait Marx, que ce prolétariat, selon lui, serait désormais passé dans l'histoire.

Selon Marcuse, Garaudy, Berlinguer, Carrillo, Marchais et consorts, cela signifie que «la société de consommation», «la société industrielle avancée», non contente d'avoir changé la forme de l'ancienne société capitaliste, a nivelé aussi les classes et, comme l'a déclaré en particulier Georges Marchais, «on ne peut plus maintenant parler de prolétariat français, mais de classe ouvrière française».

Marx soulignait :

«En économie politique, il faut entendre par «prolétaire», le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. Capital... jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin». (K. Marx, Le Capital, éd. alb., t. 1, L. 3, p. 74.)

Qu'est-ce qui a changé en France pour que Marchais ne voie plus de prolétaires ? N'y aurait-il plus d'ouvriers salariés qui produisent de la plus-value et augmentent le capital, n'y aurait-il plus de chômeurs que «monsieur Capital» a jetés sur le pavé comme étant de trop ?

Dans l'Albanie socialiste, oui, il n'existe plus de prolétariat dans le sens que l'on donne à cette notion dans les pays capitalistes, car la classe ouvrière chez nous



détient le pouvoir d'Etat, les principaux moyens de production, elle n'est ni opprimée ni exploitée, elle travaille librement pour elle-même et la société socialiste.

Il en va tout autrement dans les pays capitalisés, où la classe ouvrière est dépourvue des moyens de production et contrainte, pour vivre, de vendre sa force de travail et de se soumettre à l'exploitation capitaliste qui ne cesse de s'accroître. Dans ces pays, le prolétariat, outre qu'il est opprimé sauvagement et exploité jusqu'à la moelle, subit également la répression de l'armée et de la police bourgeoises. Dans les Etats capitalistes le prolétariat, malgré ses vêtements en tergal produits par la société de consommation, reste en fait prolétariat.

Ce n'est pas pour rien que les révisionnistes modernes modifient l'appellation du prolétariat. Si l'on parle du prolétariat, qui en capitalisme ne dispose que de la force de ses bras, il va de soi que l'on doit aussi envisager sa lutte contre ses exploités et oppresseurs. C'est justement cette lutte, dont l'objectif est de détruire l'ancien pouvoir du capital jusque dans ses fondements, qui terrifie la bourgeoisie et c'est justement sur ce terrain que les révisionnistes l'aident par tous les moyens dont ils disposent.

La négation de l'existence du prolétariat en tant que classe en soi, en tant que classe la plus avancée de la société, et que l'histoire a chargée de la glorieuse mission d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et de construire la société nouvelle, vraiment libre, égale, juste et humaine, n'est pas une nouveauté. Divers opportunistes la reniaient déjà à l'époque même de la naissance du marxisme en tant que doctrine philosophique et mouvement politique. Marx et Engels ont annihilé ces conceptions et ont donné au prolétariat des armes et des arguments pour combattre non seulement ces opportunistes, mais aussi les autres valets de la bourgeoisie, les futurs apologistes du capitalisme, comme le sont les révisionnistes modernes de nos jours.

L'un des plus grands mérites du marxisme est d'avoir vu dans le prolétariat non seulement une classe opprimée et exploitée, mais encore la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire de l'époque, la classe que l'histoire avait chargée de la mission de fossoyeur du capitalisme. Marx et Engels ont expliqué que cette mission découlait des conditions mêmes économiques et sociales, de la place qu'occupe et du rôle que joue le prolétariat dans le processus de la production et dans la vie politique et sociale, du fait qu'il est porteur des nouveaux rapports de la future société socialiste, qu'il a sa propre idéologie scientifique, qui lui éclaire la voie, et son état-major dirigeant, le parti communiste.

Malgré tous les changements qui se sont produits dans le développement de l'économie et la structure sociale de la société capitaliste, les conditions générales d'existence et de travail du prolétariat restent celles qu'a précisément analysées Marx. Aucune autre classe ou couche sociale ne peut remplacer le prolétariat en tant que force principale et dirigeante des processus révolutionnaires pour la transformation progressive de la société.

Les enseignements de Marx sur cette question demeurent inébranlables. Le prolétariat trouve dans la théorie marxiste son arme spirituelle, de même que cette théorie trouve dans le prolétariat son arme matérielle. Marx a dit que le prolétariat est le cœur de la révolution, et que la philosophie en est la tête.

«Le Capital» de Marx est, pour le prolétariat mondial, le guide qui lui explique scientifiquement de quelle façon et sous quelle forme il est exploité par la

bourgeoisie. Le capitaliste enchaîne le prolétariat aux usines et aux instruments de travail, mais «Le Capital» lui apprend à briser ces chaînes.

Les thèses révisionnistes sur le changement de la nature du prolétariat et de sa mission historique existent depuis longtemps dans les partis communistes des pays occidentaux. Mais le premier à les

avancer publiquement et officiellement fut Roger Garaudy. Il fut l'un des premiers «théoriciens» révisionnistes à développer la théorie selon laquelle on ne peut plus parler maintenant de paupérisation du prolétariat français et qu'aujourd'hui les diverses classes et couches de la population vont vers leur fusion et unification.

La thèse de Garaudy, reprise et appliquée maintenant par les autres révisionnistes, est que «dans la situation actuelle, il n'est plus nécessaire de faire la révolution violente, car petit à petit les ouvriers participent activement aux bénéfices des grandes entreprises capitalistes, qui ne sont plus dirigées par les propriétaires bourgeois, mais par les techniciens qui les ont remplacés». Ce n'est là qu'un grand bluff, car ces techniciens et spécialistes se trouvent sous une seule botte et obéissent à une même direction, ils sont les valets des grands trusts et monopoles capitalistes, ceux-ci étant en fait les vrais propriétaires des moyens de production.

Dans le monde capitaliste, en dépit des changements qu'a connus la structure sociale et de classe, rien n'a changé quant aux positions des classes et aux rapports de classe. La théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les classes et la lutte de classes dans la société bourgeoise demeure toujours jeune et actuelle.

A l'image de la «théorie» de Garaudy, d'autres «théories» similaires ont été conçues en Occident tant par les «nouveaux» pseudo-philosophes français, que par leurs collègues allemands, américains, italiens et autres. Toutes ces théories portent le sceau du révisionnisme, du trotskisme, de l'anarchisme et de la social-démocratie. Vint le moment où elles devinrent l'apanage des partis révisionnistes français, italien, espagnol, anglais, etc., qui ont rassemblé et codifié vulgairement tous ces déchets du révisionnisme et de l'opportunisme.

La vie quotidienne, la lutte de la classe ouvrière n'ont cessé de démasquer ces théories. Elles ont dévoilé et dévoilent constamment leurs buts réactionnaires et contre-révolutionnaires. Elles prouvent que la classe ouvrière s'appauvrit à mesure que les capitalistes s'enrichissent, que cette classe comprend correctement la thèse de Marx selon laquelle plus l'ouvrier produit de richesses, plus il s'appauvrit, que plus l'ouvrier crée de marchandises, plus il devient lui-même une marchandise dépréciée, et que le prolétariat ne peut échapper à l'exploitation sans s'appropriier les moyens de production, sans détruire le pouvoir de la bourgeoisie.

Les révisionnistes modernes, comme Marchais, Berlinguer, Carrillo et consorts, rejettent aujourd'hui cette conception scientifique de Marx. Actuellement, prétendent-ils, le processus de paupérisation relative et absolue du prolétariat n'existe plus, en raison du développement de la révolution scientifique et technique et des victoires que les ouvriers ont remportées à travers les réformes. Ils entendent dire par là aux prolétaires que les aumônes que leur concède le capitalisme leur permettent de satisfaire tous leurs besoins, qu'ils n'ont donc aucune raison de se dresser dans la révolution.

Certains autres «théoriciens» révisionnistes, confrontés à la réalité des faits, déclarent que s'il est vrai que Marx a traité de l'exploitation de la classe ouvrière, son

analyse est tout aussi valable pour les pays socialistes que pour les pays capitalistes. Par suite, la classe ouvrière n'a pas à se dresser contre l'exploitation capitaliste, car elle ne saurait lui échapper ! C'est là une déformation de la réalité, une calomnie pure et simple. Les positions de la classe ouvrière en régime capitaliste et en régime socialiste sont diamétralement opposées.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes l'ouvrier n'est libre ni dans son travail ni dans la vie. Il est l'esclave de la machine, du capitaliste, du technocrate, qui pressurent sa force de travail et créent par là même la plus-value pour le capital. C'est seulement sous un vrai régime socialiste où la classe ouvrière est au pouvoir, que les enseignements de Marx, appliqués correctement, permettent au prolétariat d'assurer sa prise de conscience, de devenir propriétaire des moyens de production, et, à travers sa dictature, de conquérir toutes les libertés et tous les droits démocratiques, politiques et économiques.

L'essentiel dans la société bourgeoise, ce sont les chaînes économiques que le capitalisme a mises à la classe ouvrière. C'est sur cette servitude qu'est édifié tout le système capitaliste. Incapables de nier cette grande vérité, les théoriciens bourgeois et révisionnistes s'efforcent d'embrouiller et d'interpréter, à l'aide d'une série de thèses et de conceptions alambiquées et fausses, la question de l'exploitation économique traitée par Marx et qui est une question primordiale. Dans l'incapacité de réfuter les liens entre le travailleur et le capital, ces «théoriciens» professent qu'à l'époque actuelle il ne serait plus nécessaire de faire ressortir dans quelle mesure le propriétaire opprime et asservit l'homme en régime capitaliste, mais de mettre plutôt en évidence que ses liens avec le capital sont soi-disant en faveur du travailleur, et ce sont précisément ces liens qui lui permettent de subsister. Leur objectif est de détourner le prolétariat de la lutte de classe contre le capitalisme, en s'efforçant de lui faire apprécier les «bienfaits» de la «société de consommation».

Afin d'éloigner l'attention de l'oppression et de l'exploitation économiques, les révisionnistes modernes ont fabriqué pas mal de thèses fallacieuses. Ils vantent beaucoup notamment leur thèse selon laquelle dans la «société de consommation», l'ouvrier jouit de tant de biens que pour lui les problèmes économiques ne viennent qu'en dernier rang. Selon eux, les seuls problèmes qui le préoccupent concernent la religion, la famille, la femme, la télévision, l'automobile, etc., en sorte que le problème de l'exploitation économique ne serait soi-disant plus le problème fondamental de la lutte de classes et de la révolution. Mais la bourgeoisie fait tout cela pour édulcorer les choses, pour détourner les masses travailleuses de l'action pour renverser le régime bourgeois.

Rompant avec le marxisme-léninisme et soucieux de créer une nouvelle «théorie», qui se distingue de la doctrine de Marx et de Lénine sur toutes les questions fondamentales, les eurocommunistes se sont enfoncés dans une grande confusion, dans une incohérence et des contradictions profondes. Ils ne sont pratiquement plus en mesure d'expliquer aucune des contradictions actuelles du monde capitaliste, pas plus que de fournir une réponse aux problèmes qui en découlent. Certes, ils parlent de phénomènes comme «la crise», «le chômage», «la dégradation et la dégénérescence» de la société bourgeoise, mais ils se bornent à des constatations générales que personne ne conteste, pas même la bourgeoisie. Consciemment, ils cherchent à dissimuler la cause de ces phénomènes, la féroce exploitation capitaliste et à cacher que celle-ci ne peut être abolie que par la révolution, la suppression de tous les anciens rapports qui maintiennent sur pied le système d'oppression capitaliste.

Par leurs thèses de «l'extinction de la lutte de classes», en tant que conséquence des «changements essentiels» qu'aurait soi-disant connus la société capitaliste du fait du développement des forces productives, de la révolution scientifique et technique, de la «restructuration du capitalisme» etc. ; par leurs prêches sur la nécessité d'instaurer une vaste collaboration de classes, car le socialisme, selon eux, incarnerait soi-disant aujourd'hui les intérêts non seulement de la classe ouvrière et des masses travailleuses, mais aussi de presque toutes les autres couches de la bourgeoisie, à l'exception d'un petit groupe de monopolistes ; par leur thèse, enfin, selon laquelle on peut passer au socialisme à travers des réformes, la société capitaliste actuelle se développant soi-disant dans la voie de l'intégration pacifique dans le socialisme, les eurocommunistes ont rejoint non seulement en théorie mais aussi dans l'action pratique l'ancienne social-démocratie européenne, ils se sont fondus avec elle en un seul courant contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie.

A toutes les époques, l'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant a été une pierre de touche de la conscience révolutionnaire. L'abandon de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, soulignait Lénine, est l'aspect le plus vulgaire du réformisme. Loin de se soucier de cet aspect vulgaire, les révisionnistes italiens se vantent si bruyamment de leur réformisme qu'ils en deviennent vraiment ridicules. «Le rôle dirigeant même de la classe ouvrière dans le processus de dépassement du capitalisme et de la construction du socialisme, peut et doit être réalisé à travers une collaboration et un accord entre les divers partis et courants qui aspirent au socialisme, et dans le cadre d'un système démocratique où tous les partis constitutionnels, y compris ceux qui ne veulent pas la transformation de la société dans le sens socialiste et qui s'y opposent, jouissent de tous les droits

naturellement toujours dans le respect des règles démocratiques de la constitution.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, pp. 15-16.)

Cette vision «marxiste originale», ajoutent les berlinguéristes, n'est pas une nouvelle découverte, mais un développement de la pensée de Labriola et de Togliatti. Par la même occasion ils avouent eux-mêmes les origines de leurs idées. Mais il faut dire aussi que Labriola, qu'on présente maintenant comme un classique, ne fut pas un marxiste conséquent. Il se tint très à l'écart de l'activité révolutionnaire et des problèmes de la révolution. Quant à Togliatti, son action prouve désormais que c'était un déviationniste et un opportuniste.

Se référant à Labriola ou à Togliatti, les révisionnistes italiens et leurs camarades en France ou en Espagne veulent laisser dans l'oubli la théorie de Lénine sur la nécessité de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et la construction du socialisme.

Dans toute son œuvre géniale, Lénine a soutenu et développé la théorie de Marx sur l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, cette thèse qu'avaient abandonnée les sociaux-démocrates européens, et dont les vues sont reprises aujourd'hui par les révisionnistes. Il a démontré que, dans les conditions nouvelles, qui sont celles de l'impérialisme, l'hégémonie du prolétariat est indispensable non seulement pour la révolution socialiste, mais aussi pour la révolution démocratique. Il a expliqué que l'instauration de cette hégémonie est nécessaire, car le prolétariat, plus que toute autre classe sociale, a intérêt au triomphe de la révolution et à son

accomplissement. C'est en s'en tenant à la théorie de Lénine que le prolétariat est allé à la révolution et qu'il a triomphé, tandis qu'avec les théories prêchées par les révisionnistes il ne peut secouer le joug de la bourgeoisie.

La théorie léniniste de l'hégémonie sans partage de la classe ouvrière a trouvé aussi une confirmation et une application éclatantes dans l'accomplissement de la révolution et dans la victoire du socialisme en Albanie. Pour les communistes albanais il était clair dès le début que seul un parti, le Parti communiste, était capable de conduire la Lutte de libération nationale à la victoire complète ; que seule une classe, la classe ouvrière, pouvait assumer le rôle prépondérant dans cette lutte, que son alliée principale serait la paysannerie pauvre et moyenne, que la jeunesse et les étudiants seraient l'appui essentiel du Parti et qu'ils constitueraient, avec les femmes albanaises, les couches combattantes de la révolution populaire.

Malgré sa petitesse numérique, la classe ouvrière en Albanie ne manqua pas de jouer un rôle prépondérant, parce qu'elle avait à sa tête son Parti communiste, qui se guidait sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. La juste ligne de notre Parti, qui répondait aux exigences du moment et aux intérêts des larges masses travailleuses, a rendu possible la grande union du peuple autour de la classe ouvrière en un seul front sous la direction unique et sans partage du Parti communiste.

La ligne et la direction justes de notre Parti eurent pour effet d'étendre la lutte, qui grandit graduellement ; pour revêtir enfin le caractère d'une insurrection générale, d'une vaste lutte armée populaire, et cela jusqu'à la libération de l'Albanie et à l'instauration du pouvoir populaire.

En niant le rôle prépondérant et dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution et la construction du socialisme, les eurocommunistes devaient nécessairement aussi rejeter le rôle et la mission du parti communiste, définis par le marxisme-léninisme et confirmés par la longue histoire du mouvement révolutionnaire et communiste mondial.

Dans les thèses du XV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste italien il est dit qu'aujourd'hui le «nouveau parti» serait déjà construit. Qu'est-ce que ce «nouveau parti» ? «Le Parti communiste italien, est-il dit dans ses statuts, organise les ouvriers, les travailleurs, les intellectuels, les citoyens qui combattent **dans le cadre de la Constitution républicaine** pour la consolidation et le développement du régime démocratique antifasciste, pour le renouveau socialiste de la société, pour l'indépendance des peuples,

la détente et la paix, pour la coopération entre toutes les nations... Au Parti communiste italien, poursuivent les statuts, peuvent adhérer des citoyens qui ont dix-huit ans révolus, et qui, indépendamment de leur race, de leurs conceptions philosophiques, de leur confession, acceptent son programme politique et s'engagent à agir pour le réaliser, en militant dans l'une des organisations du parti.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 153.)

Si nous avons cité ce long article des statuts du parti révisionniste italien, qui sont presque identiques à ceux des partis révisionnistes français et espagnol, c'est pour montrer à quel point les révisionnistes eurocommunistes se sont écartés des conceptions du parti léniniste et combien, par contre, ils se sont rapprochés des modèles des partis socialistes et social-démocrates. Ils parlent d'un «nouveau parti» parce qu'ils veulent se distinguer du parti de type léniniste, mais en fait leur parti,

dit nouveau, est un

«vieux parti» du modèle des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, que Lénine a combattus et sur les ruines desquels il a édifié le Parti bolchevik, qui est devenu un modèle et un exemple pour tous les autres partis communistes authentiques.

La disposition figurant en tête des statuts et selon laquelle n'importe qui peut entrer dans le parti, indépendamment de ses conceptions philosophiques et de sa croyance religieuse, suffit pour démontrer que la philosophie de Marx est étrangère à ce parti, elle illustre son éclectisme manifeste, la ligne des compromis de toutes sortes qui marque sa stratégie et à plus forte raison sa tactique, elle illustre son caractère de parti libéral, social-démocrate, qui définit sa ligne, sa politique et ses positions selon les conjonctures. Sa politique libérale lui permet d'obtenir parfois des voix, mais sans prendre le pouvoir, de s'attirer les éloges de la bourgeoisie et la sympathie des prêtres et des moines.

L'idée fondamentale de Lénine sur le parti, c'est qu'il doit être un détachement d'avant-garde et conscient de la classe ouvrière, son détachement marxiste. Lénine disait à ce propos que

«seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 5, pp. 435-436.)

Cette théorie d'avant-garde, révolutionnaire, guide sûr de la victoire, est le marxisme. Non contents d'avoir renoncé à la condition fondamentale, qui est l'acceptation du marxisme, pour être un parti communiste, les révisionnistes permettent, comme ils l'ont sanctionné dans leurs statuts, qu'au sein de leurs partis coexistent toutes les conceptions philosophiques bourgeoises, opportunistes, réactionnaires ou fascistes. Ce qui caractérise les partis communistes, ce qui les distingue, c'est le marxisme-léninisme ; leur seule idéologie, sur laquelle ils se guident et qu'ils observent fidèlement dans toute leur action. En dehors du marxisme-léninisme il ne peut y avoir de parti communiste.

Les véritables partis communistes sont des partis appelés à accomplir la révolution et à construire le socialisme, alors que les partis prétendument communistes, comme les partis italien, français, espagnol et autres du même type, sont des partis de réformes bourgeoises. Les premiers ont pour mission de renverser le régime bourgeois et de construire un monde nouveau, les seconds sont attachés à défendre le régime capitaliste et à préserver l'ancien monde.

A l'époque où Lénine luttait contre les opportunistes pour la construction du Parti bolchevik, il indiquait :

«Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous soulèverons la Russie !»  
(V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 5, p. 555.)

C'est ce parti qu'il édifia, et il conduisit la classe ouvrière russe à la glorieuse victoire de la Révolution d'Octobre. Et les révisionnistes de Berlinguer, où veulent-ils conduire la classe ouvrière italienne ?

«Menons notre combat dans le cadre de la constitution républicaine», disent-ils. Et la bourgeoisie de leur répondre : «Vous pouvez combattre tant que vous voudrez dans la cage de ma Constitution, cela ne me gêne guère.» Afin de défendre

sa Constitution, ses lois et ses institutions, la bourgeoisie maintient sur pied l'armée, la police, la magistrature, etc. Maintenant elle voit se ranger à son côté le parti révisionniste qui lutte pour maintenir la classe ouvrière dans l'oppression et l'esclavage, pour la désorienter idéologiquement et la corrompre politiquement. Ce parti s'est transformé en une institution du pouvoir bourgeois afin d'étouffer l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière, de lui assombrir la perspective socialiste, de l'empêcher de se rendre compte de la situation misérable dans laquelle elle se trouve et de se dresser dans une lutte résolue pour renverser la bourgeoisie.

### **Le «socialisme» des eurocommunistes est le système capitaliste actuel**

Comment les eurocommunistes conçoivent-ils le socialisme ? Bien que par démagogie ils soient contraints de prôner le socialisme, le «socialisme» qu'ils veulent construire n'est qu'un bluff et une mystification pure et simple.

On sait bien que depuis fort longtemps de nombreux philosophes et courants idéologiques bourgeois et petits-bourgeois ont spéculé sur l'idée du socialisme. Le socialisme a été l'objet de schémas utopiques et de spéculations sans nombre. Marx a rejeté toutes les anciennes formes de socialisme, il a appris au prolétariat mondial à s'organiser et à combattre pour instaurer le nouvel ordre social fondé sur le véritable socialisme scientifique.

Dès le premier document programme du marxisme, le «Manifeste du Parti communiste», Marx et Engels firent une critique générale des diverses théories pseudo-socialistes, le «socialisme féodal», le «socialisme petit-bourgeois», le «socialisme allemand ou socialisme «vrai»», le «socialisme conservateur ou bourgeois». Ils ont mis à nu leur essence de classe, en tant que théories antiscientifiques servant les intérêts de la bourgeoisie. Dans la lutte contre les théories bourgeoises et petites-bourgeoises, opportunistes et anarchistes, qui entravaient l'émancipation du prolétariat et sa lutte, le «Manifeste» apprenait à la classe ouvrière qu'elle ne pouvait échapper à l'oppression et à l'exploitation bourgeoises que par la révolution et la dictature du prolétariat, qu'elle ne pouvait se libérer elle-même sans libérer en même temps toute la société.

L'histoire a montré qu'après la naissance du marxisme, tout autre courant idéologique qui a avancé des mots d'ordre socialistes, s'est transformé, au cours du processus de la lutte de classes, en courant réactionnaire. Seul le marxisme donne l'image exacte de la véritable société socialiste. Aucun socialisme ne saurait être réalisé et construit sans se fonder sur cette théorie.

Les événements révolutionnaires des années 1848-1849 qui bouleversèrent l'Europe entière, constituaient la première grande confirmation de la théorie marxiste formulée dans le «Manifeste du Parti communiste».

Les révolutions non seulement frayent la voie au progrès social, mais elles deviennent aussi toujours la tombe des doctrines fallacieuses, utopiques, révisionnistes, etc. C'est ce qui s'est produit avec les doctrines du «socialisme bourgeois», du «socialisme petit-bourgeois» et autres, qui ont été enterrées par les révolutions des années 1848-1849.

Le mal essentiel de ces doctrines, dites socialistes, était qu'elles ignoraient totalement la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat et rattachaient le socialisme à la réalisation de tel ou tel système, échafaudé par tel ou tel «théoricien». C'est là qu'ont leur origine toutes les illusions selon lesquelles la création d'associations soutenues par l'Etat, la limitation du droit de succession, l'impôt progressif, conduiraient graduellement et pacifiquement au socialisme. C'est ce «socialisme doctrinaire» que prônaient Proudhon et Louis Blanc, les «vrais» socialistes allemands et des communistes utopistes comme Weitling, Cabet, Dezamy et d'autres.

La classe ouvrière, dit Marx, a fait cadeau de ce socialisme doctrinaire à la petite bourgeoisie, alors que

«... le **prolétariat** se groupe de plus en plus autour du **socialisme révolutionnaire**, autour du **communisme**... Ce socialisme, poursuit-il, est **la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe** du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à **la suppression des différences de classes en général**, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées aux émanent de ces relations sociales». (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 226, Tirana, 1975.)

Les nouveaux proudhoniens, comme Georges Marchais, Enrico Berlinguer, Santiago Carrillo et autres s'efforcent actuellement d'imposer au prolétariat de l'Europe occidentale, mais en les travestissant, les anciennes philosophies rejetées par Marx. Tous les révisionnistes cherchent par leurs «théories» à tromper les masses, en dépouillant précisément le marxisme de ses bases scientifiques. Lorsqu'ils disent qu'ils sont «objectifs dans la connaissance des lois qui font avancer la société», c'est une pure mystification ! En réalité, ils se sont faits les laquais de «la société de consommation», créée par la bourgeoisie capitaliste et impérialiste pour s'assurer le maximum de profit à travers l'exploitation de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses. Ces révisionnistes désirent consommer eux-mêmes une part de la plus-value réalisée par le prolétariat de leurs pays.

Le socialisme, la société socialiste, ce qu'elle représente et ce qu'elle réalise, ce ne sont plus là maintenant des questions concernant l'avenir, mais des réalités concrètes, il s'agit de toute une pratique historique, d'un système social tangible. Le vrai socialisme scientifique, celui prôné par les grands génies de la révolution, Marx, Engels, Lénine et Staline, a été réalisé et a vécu pendant une longue période en Union soviétique et dans plusieurs autres pays anciennement socialistes, il vit et progresse en Albanie socialiste. Les efforts que font actuellement les eurocommunistes pour «prouver» que le vrai socialisme n'aurait jamais existé nulle part, que la société socialiste construite en Union soviétique par Lénine et Staline aurait été une «déformation du socialisme», et même un «échec» des conceptions et de l'image que Marx et Lénine se faisaient du socialisme, ne sont rien d'autre que l'expression de leur hostilité envers le communisme, l'expression de leur aspiration à garder intacte la société bourgeoise actuelle.

Les révisionnistes italiens, français, espagnols ont parcouru un long chemin avant d'en arriver à renier le socialisme. Au début, ils prétendaient que le socialisme en Union soviétique se divise en deux : le «socialisme léniniste», qui était positif, juste, mais conditionné par les facteurs historiques propres à la Russie tsariste, donc inapproprié aux pays capitalistes développés, et le «socialisme stalinien», qui était, lui, pernicieux, en ce qu'il était soi-disant une déformation du premier, qu'il était dénaturé, bureaucraté, etc. Cette



évolution dans les jugements n'est pas fortuite. Si l'on acceptait l'«inexpérience léniniste», même avec des réserves, si l'on acceptait par exemple le bien-fondé du recours à la violence révolutionnaire pour la prise du pouvoir, le «modèle» eurocommuniste de socialisme n'aurait alors plus de place. La théorie de Lénine sur la révolution et la construction du socialisme, qui développe les enseignements de Marx, est si complète, si cohérente, si scientifique et logique que, ou bien on l'adopte telle qu'elle est, ou bien on ne l'admet pas du tout. On ne peut la fragmenter sans tomber dans des contradictions inconciliables et des absurdités sur le plan de la logique.

Ainsi donc, les eurocommunistes, non contents d'avoir été contre Staline, ont abandonné maintenant le léninisme en s'imaginant que cela les a sauvés et leur a permis de trouver la voie pour prêcher le «socialisme eurocommuniste». Mais s'ils ont renoncé au léninisme, le prolétariat, lui, n'y renonce pas. Le léninisme est une science vivante, l'idéologie militante du prolétariat, le drapeau de la révolution et de la construction du socialisme. Le léninisme est cette arme puissante avec laquelle les révolutionnaires authentiques, tous ceux qui aspirent au communisme et s'efforcent d'instaurer le socialisme, luttent contre tous les ennemis, la bourgeoisie et ses collaborateurs. Le léninisme est le miroir qui découvre le vrai visage des eurocommunistes et de tous les autres révisionnistes, et qui permet de mettre à nu la fausseté de leurs «théories» opportunistes et leur activité réactionnaire contre le prolétariat, le socialisme, la cause des peuples.

Pour éviter d'encourir le mécontentement de la base de leurs partis, les doutes que pourraient créer les «théories» sur le «socialisme» qu'ils proposent, et en général leurs thèses confuses et contradictoires, les eurocommunistes déclarent que leur socialisme ne représente pas encore un «modèle», qu'il n'est pas encore quelque chose de clair et de défini, mais «un besoin de recherche de la voie» vers cette société, dont il faut discuter. Bref, il faut se borner à battre l'eau avec un bâton, car rien de cela ne serait réalisable.

Le «socialisme», tel que l'imaginent les eurocommunistes, est une société où s'entrelacent et coexistent des éléments socialistes et capitalistes en économie et en politique, à la base et à la superstructure. Dans leur «socialisme» il y aura à la fois une «propriété socialiste» et une propriété capitaliste, il y aura donc des classes exploiteuses et des exploités; il y aura, aux côtés du parti de la classe ouvrière, des partis bourgeois; l'idéologie prolétarienne coexistera avec les autres idéologies; l'Etat, dans ce «socialisme», sera un Etat où toutes les classes et tous les partis auront leur part de pouvoir.

Les eurocommunistes peuvent rêver tant qu'ils voudront d'une telle société hybride capitaliste-socialiste, mais la société qu'ils projettent est irréalisable. Le socialisme et le capitalisme sont deux systèmes sociaux différents, qui s'excluent mutuellement. Le capitalisme ne vit que tant qu'il maintient le prolétariat et les masses travailleuses dans l'oppression et l'exploitation, tandis que le socialisme ne s'édifie et n'avance que sur les ruines du capitalisme et après le renversement total de celui-ci.

Afin de justifier leurs conceptions foncièrement opportunistes, les eurocommunistes surestiment le rôle de la technique, des moyens de production dans le développement de la société, glissant ainsi vers la prétendue théorie des forces

productives, qui a été la base idéologique de tout l'opportunisme de la II<sup>e</sup> Internationale.

Selon eux, la poussée vers le socialisme émane spontanément du développement des forces productives. C'est pourquoi, prétendent-ils, la lutte de classes pas plus que la révolution prolétarienne ne sont nécessaires pour le passage au socialisme. Et même dans les pays où cette révolution a eu lieu et les rapports de production socialistes ont déjà été instaurés, si le niveau des forces productives est relativement bas, il ne peut être question, selon les eurocommunistes, d'un socialisme véritable, réel.

Il n'est que de regarder certaines de leurs thèses fondamentales, qu'ils tambourinent comme si elles étaient «le summum de la pensée progressiste de la société humaine actuelle», pour comprendre à quel point les eurocommunistes se sont écartés de l'idée du socialisme, et quel type de société socialiste ils prétendent devoir construire.

«Afin de réaliser une société socialiste, déclarent les révisionnistes italiens, il n'est pas nécessaire de procéder à une nationalisation intégrale des moyens de production. Parallèlement à un secteur public, ... agira aussi l'initiative privée... La propriété paysanne librement associée, l'artisanat, la petite et la moyenne industrie ainsi que l'initiative privée dans le secteur tertiaire... ont un rôle particulier à jouer... Dans cette conception du processus de la transformation de la société dans le sens socialiste, le système économique doit s'articuler de manière à assurer une intégration entre la programmation et le marché, entre l'initiative publique et l'initiative privée...» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome 1979, pp. 12-13.)

C'est à un «socialisme» de ce genre que prétendent également les révisionnistes français. Cette société, déclarent-ils, «exige un ensemble suffisant de nationalisations démocratiques, au côté d'autres formes de propriété sociale et d'un secteur économique fondé sur la propriété privée». (L'Humanité, 13.1.1979.)

Carrillo, quant à lui, dit : «Ce système, qui possédera encore un caractère mixte sur le plan de l'économie, va se traduire par un régime politique dans lequel les propriétaires pourront s'organiser non seulement économiquement, mais aussi dans un ou plusieurs partis politiques représentatifs de leurs intérêts. Cette situation deviendra une des composantes du pluralisme politique et idéologique.» (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France, 1977, pp. 121-122.)

Même sans une connaissance particulière des lois sociales, on comprend bien que le tableau de la société dite socialiste, que présentent les eurocommunistes, n'est rien d'autre que le tableau exact et le plus typique de la société bourgeoise actuelle. L'élément fondamental qui caractérise un système social, c'est la propriété des moyens de production. Si la propriété des moyens de production est privée, alors il s'agit d'un système caractérisé par l'exploitation de l'homme par l'homme et où, à un pôle, une minorité amasse les richesses entre ses mains et, à l'autre pôle, l'écrasante majorité de la population, vit dans la pauvreté et la misère. Il a déjà été prouvé qu'il ne peut exister de socialisme sans la liquidation de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. Il ne peut jamais y avoir de socialisme si la propriété sociale des moyens de production n'est pas établie dans tous les secteurs sans exception, si la dictature du prolétariat n'est pas instaurée.

Afin de renverser les rapports capitalistes de propriété des moyens de production, le prolétariat n'a jamais cessé de lutter courageusement, avec un esprit de sacrifice et d'abnégation. Il a élaboré à cette fin son idéologie, le marxisme-léninisme, qui le guide pour accomplir la révolution et instaurer la propriété sociale des moyens de production, pour abolir l'exploitation qui découle de la propriété privée de ces moyens et éliminer la pauvreté. Le prolétariat a atteint cet objectif dans les pays où la révolution a triomphé et où le socialisme a été instauré. Cette expérience, que confirme toujours plus la pratique de la construction du socialisme en Albanie, prouve que justement l'expropriation de la bourgeoisie et la transformation de toute l'économie du pays sur des bases socialistes, l'établissement de la propriété sociale des moyens de production, constituent la condition fondamentale de la construction de la société socialiste.

A sa libération, l'Albanie était sur le plan économique, social et culturel, un pays arriéré, principalement agricole ; presque totalement dépourvu d'industrie et d'un très bas niveau de développement des forces productives. Était-ce là un obstacle à la construction des rapports de production socialistes ? Certainement, et très sérieux, mais pas infranchissable. Notre Parti ne pouvait pas attendre que les forces productives se développent et soient portées à un haut niveau, pour commencer ensuite à instaurer les rapports socialistes.

Les premières mesures les plus importantes prises par notre pouvoir populaire, comportèrent, entre autres, la liquidation du capital étranger et la transformation de ses entreprises en propriété d'Etat socialiste, l'introduction d'une réforme agraire large et radicale, qui liquida non seulement la grande propriété féodale et latifondiaire, mais limita aussi énormément la propriété des paysans aisés. Ces mesures, de caractère profondément révolutionnaire, créèrent des prémisses importantes pour la transformation socialiste graduelle de la campagne, pour le développement du mouvement coopératif.

Se guidant sur la boussole infaillible du marxisme-léninisme et l'expérience de la construction socialiste en Union soviétique, le Parti du Travail d'Albanie fixa comme objectif principal la liquidation de la base économique du capitalisme et la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne.

La socialisation des principaux moyens de production eut lieu en un laps de temps relativement court et à travers une nationalisation sans indemnité. Deux ans après la libération, en 1946, les banques, l'industrie, les mines, les centrales électriques, les transports, les télécommunications, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros, une partie du commerce de détail, les stations de machines et de tracteurs, les forêts, les eaux, le sous-sol étaient propriété de l'Etat socialiste. Le secteur socialiste de l'économie occupait donc des positions dominantes.

Le problème agraire est, pour toute révolution socialiste, un grand problème. C'est de sa juste solution que dépendent le développement de l'économie dans son ensemble et la stabilité même du pouvoir populaire. En Albanie, où la paysannerie constituait l'immense majorité de la population et

l'agriculture la base essentielle de l'économie, le problème agraire était des plus aigus, décisif. La voie que notre Parti suivit pour la solution de cette question cardinale, fut la voie léniniste de la coopération socialiste.

Observant rigoureusement le principe de l'adhésion librement consentie de la

paysannerie aux coopératives, le processus de collectivisation de l'agriculture, qui a commencé tout de suite après la libération du pays et a duré de 15 à 20 ans, s'est accompli sans la nationalisation préalable de la terre. Celle-ci n'a été décrétée qu'après que la collectivisation eut été complètement achevée avec l'approbation de la nouvelle Constitution, en 1976.

A la suite de la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne, les classes exploiteuses furent liquidées en tant que classes et l'exploitation de l'homme par l'homme abolie. Restèrent seulement deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, liées entre elles par des idéaux, des objectifs et des intérêts communs, ainsi que la couche de l'intelligentsia socialiste, issue du sein du peuple travailleur et créée au cours des années du pouvoir populaire.

Le socialisme ne se construit ni à coup de décrets ni de façon spontanée. Le socialisme se construit avec les forces décuplées de tout le peuple travailleur et selon un plan général, coordonné et centralisé.

Grâce à une juste politique d'industrialisation du pays, l'Albanie a pu se transformer rapidement de pays arriéré agricole en un pays doté d'une industrie et d'une agriculture développées, d'une instruction et d'une culture avancées, en un pays où le peuple vit vraiment libre et heureux.

Les eurocommunistes n'acceptent ni notre expérience ni celle de l'Union soviétique et des autres pays, anciennement socialistes. Ils veulent inventer un socialisme «nouveau». Mais il faut avoir une logique déréglée pour tout à la fois admettre l'existence de la propriété privée des moyens de production dans la société et s'imaginer qu'il est possible d'éviter l'exploitation de l'homme par l'homme et parler comme le font les eurocommunistes, de «transformations socialistes», d'«égalité», de «justice», etc. Maintenir la propriété privée des moyens de production et «l'initiative privée», c'est-à-dire maintenir la possibilité d'accumulation capitaliste, comme le proposent les eurocommunistes dans la société qu'ils entendent édifier, revient en fait à maintenir intact le système capitaliste.

Dans toutes leurs élucubrations philosophiques, ainsi que dans les programmes publiés par leurs parfis, les révisionnistes eurocommunistes ne traitent pas du tout de la question de savoir ce que deviendront les sociétés multinationales et les capitaux étrangers. Du moment qu'ils n'en font pas mention, cela veut dire que ces sociétés et capitaux demeurent partie intégrante de la société «socialiste» qu'ils prêchent, que le grand capital américain, ouest-allemand, anglais, français, etc., ne songera plus à des surprofits, mais qu'il servira le socialisme. C'est là rêver tout éveillé. En cette question, Carrillo, Berlinguer et Marchais n'épousent même pas l'attitude de ces milieux de la bourgeoisie de beaucoup de pays en voie de développement, qui, tout en n'étant pas pour le socialisme, cherchent cependant à chasser le capital monopoliste étranger et à affranchir leurs pays des sociétés multinationales.

Pour ce qui est du prétendu «secteur public», dont le «socialisme eurocommuniste» prévoit l'existence, il ne s'agit là que d'une spéculation terminologique pure et simple et d'une vulgaire tentative pour faire passer le secteur du capitalisme d'Etat, qui existe actuellement à des degrés divers dans tous les pays bourgeois, pour un secteur socialiste de l'économie.

On sait comment et pourquoi a été créé le secteur du capitalisme d'Etat, ou «secteur public», comme l'appelle la bourgeoisie.

Le capitalisme d'Etat existait déjà auparavant dans les pays industrialisés d'Europe, mais il a surtout connu un développement marqué après la Seconde Guerre mondiale. Il a été créé sous l'effet d'un certain nombre de facteurs. En Italie, par exemple, il a été mis sur pied par la bourgeoisie à la suite de

l'aggravation de la lutte de classes et de la forte pression des masses travailleuses qui exigeaient l'expropriation du grand capital, surtout celle du capital lié au fascisme et qui était responsable de la catastrophe que connut le pays. Pour éviter une radicalisation plus poussée de la lutte des masses travailleuses et prévenir des explosions révolutionnaires, la bourgeoisie italienne, sentant sa faiblesse, procéda à la nationalisation de certaines grandes industries, nationalisation qui satisfaisait les exigences minimales du parti communiste et du parti socialiste, sortis renforcés de la guerre. En Angleterre, la création du «secteur public», comme celui des chemins de fer et du charbon, a été due à l'abandon par le grand capital de certaines branches arriérées et non rentables. Celui-ci a transféré ces branches à l'Etat afin qu'il les subventionne sur son budget, aux frais des contribuables, alors que lui-même a orienté ses investissements vers les secteurs des industries nouvelles et à technologie de pointe, où il pouvait s'assurer de plus rapides et abondants surprofits.

Des nationalisations de ce genre ont été effectuées et continuent de l'être pour une raison ou pour une autre dans d'autres pays, mais elles n'ont pas changé ni ne pourront jamais changer la nature capitaliste du système au pouvoir, elles ne peuvent supprimer l'exploitation capitaliste, le chômage, la pauvreté, le manque de libertés et de droits démocratiques.

Le capitalisme d'Etat, comme l'a désormais prouvé une très longue expérience, est maintenu et développé par la bourgeoisie, non point pour créer les bases de la société socialiste, comme le pensent les révisionnistes, mais pour renforcer les bases de la société capitaliste, de son Etat bourgeois, pour exploiter et opprimer davantage les travailleurs. Ceux qui dirigent le «secteur public» ne sont pas les représentants des ouvriers, mais les gens du grand capital, les hommes qui ont en main les rênes de toute l'économie et de l'Etat. La position sociale de l'ouvrier dans les entreprises du «secteur public» ne diffère en rien de celle de l'ouvrier du secteur privé ; sa position vis-à-vis des moyens de production, de la direction économique de l'entreprise, de la politique d'investissements, des salaires, etc., est la même. Les profits de ces entreprises vont à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Seuls les révisionnistes peuvent découvrir des différences entre le caractère «socialiste» des entreprises de l'IRI et le caractère «bourgeois» de la Fiat, entre les ouvriers «libres» de Renault et les ouvriers «opprimés» de Citroën.

La société du «socialisme démocratique» que prônent maintenant les eurocommunistes, est l'actuelle société bourgeoise qui existe dans leurs pays. Ils cherchent seulement à apporter certaines retouches à cette société afin que la bourgeoisie européenne décrépète, qui a un pied dans la tombe, prenne l'aspect d'une jeune mariée fraîche et pimpante. Selon les eurocommunistes, il suffirait donc d'opérer quelques retouches, de conserver le secteur du capitalisme d'Etat à côté du secteur privé, de créer quelque conseil consultatif ouvrier auprès des directions d'entreprises, de permettre aux chefs de file syndicalistes de crier sur la place pour demander justice et égalité, d'assurer aux révisionnistes quelques fauteuils au gouvernement, et... le socialisme viendrait de lui-même.

Dans leur zèle effréné pour combattre et renier le marxisme-léninisme, les révisionnistes eurocommunistes fardent de toutes les manières la réalité actuelle de la société capitaliste. Pour eux le système social actuel en Italie, en France, en Espagne, etc., l'Etat qui y domine, sont une sorte de démocratie au-dessus des classes, une démocratie pour tous. Dans cette société et cet Etat ils ne distinguent que quelques difficultés, quelques erreurs, tout au plus quelques déformations, rien d'autre. Sur cette conception et cette prémisse fondamentales ils ébauchent les schémas de leur «socialisme démocratique», qui, dans son essence, sera la société bourgeoise actuelle, mais exempte des «défauts», des «limitations», des «difficultés» qu'elle connaît aujourd'hui.

Les révisionnistes déclarent que dans leur «socialisme» existera et fonctionnera plus d'un parti et que l'alternance des partis au gouvernement sera toujours possible. Il convient de dire qu'en cette question les eurocommunistes sont vraiment cohérents. Il est naturel que dans une société où existeront des classes antagonistes, diverses couches de la bourgeoisie, des groupes capitalistes aux intérêts particuliers, existent aussi divers partis, qu'y subsistent nécessairement aussi les pratiques actuelles de la société capitaliste et que, selon les cas et le besoin, les divers partis alternent au pouvoir. Mais les

eurocommunistes spéculent en ce qu'ils présentent ce «pluralisme», c'est-à-dire la pratique du relais des chevaux du carrosse du pouvoir bourgeois, comme le summum de la démocratie, comme une situation qui permet la solution de tous les problèmes sociaux. Leur objectif est de déformer la conception même de la société socialiste et de faire croire que la démocratie bourgeoise et ses institutions sont capables de réaliser des objectifs socialistes, sans qu'il soit nécessaire de faire la révolution, ni de briser l'appareil de l'ancien Etat bourgeois. Leur Etat idéal, c'est en fait le système politique américain actuel et surtout le système allemand où dominant deux grands partis bourgeois, qui alternent à la tête du gouvernement. Ils voudraient qu'en Italie, en France ou en Espagne existent aussi deux grands partis, l'un ouvertement bourgeois, démocratique ou libéral et l'autre ouvrier, disons socialiste, communiste, travailliste ou autre, et quelques petits partis, sans importance, qui viennent compléter l'assortiment. Ainsi serait créé le socialisme «italien», «français», «espagnol» comme l'a d'ailleurs été le socialisme «suédois», «norvégien», etc.

Dans le «socialisme démocratique» l'Etat ne doit pas être l'Etat des ouvriers et des paysans, il ne doit pas être celui que nous indiquent Marx et Lénine, et qui porte à la direction les ouvriers d'usines ou les paysans qui travaillent la terre. Les eurocommunistes veulent un Etat qui appartienne à «tout le monde», avec un gouvernement à l'avenant. Mais il n'a existé ni n'existera jamais un Etat pour «tous».

Les conceptions des eurocommunistes sur l'Etat sont très proches de celles de Proudhon et de Lassalle, que Marx a rejetées il y a un siècle déjà. Lassalle, par exemple, professait qu'on pouvait transformer l'Etat prussien réactionnaire en un Etat libre populaire par des réformes, par la voie pacifique, par des élections générales et avec l'aide de l'Etat bourgeois lui-même et des associations de producteurs qui devaient être créées. Il présentait cette sorte d'«Etat» comme un modèle du nouvel Etat socialiste, pour lequel devaient lutter les ouvriers.

La conception lassallienne de «l'Etat populaire» reniait le caractère de classe de l'Etat en tant que dictature d'une classe donnée.

A la conception lassallienne de «l'Etat libre populaire» Marx a opposé, surtout dans sa célèbre

«Critique du programme de Gotha», la notion de l'Etat organe de classe, la conception marxiste de la dictature du prolétariat.

«... et ce n'est pas, dit Marx, en accouplant de mille manières le mot «peuple» avec le mot «Etat» qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. «Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que **la dictature révolutionnaire du prolétariat.**» (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 24. Tirana, 1975.)

Les thèses théoriques et la doctrine marxiste de l'Etat, formulées dans les œuvres monumentales de Marx et d'Engels, trouvèrent une brillante confirmation dans les événements de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a montré que le prolétariat, pour pouvoir renverser l'ordre capitaliste, ne doit pas garder intacte ni utiliser à ses propres fins l'ancienne machine de l'Etat bourgeois. La Commune a détruit cette machine pour créer à sa place des organismes et des institutions d'Etat tout à fait nouveaux, du point de vue de la forme comme du contenu. Elle était la première forme d'organisation politique du pouvoir prolétarien. Elle a montré, comme l'a souligné Lénine, le caractère historiquement conventionnel

«... et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise...» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 535.)

Il a été prouvé dans la pratique que l'Etat instauré par la Commune représentait le type le plus parfait de démocratie, celui de l'immense majorité du peuple. Elle a traduit dans la vie les grandes libertés et les droits démocratiques que la bourgeoisie proclame, mais qu'elle ne réalise jamais. Plus tard, dans la

lutte contre les déformations opportunistes des chefs de file de la II<sup>e</sup> Internationale, Lénine a défendu de façon éclatante la théorie de Marx sur l'Etat. Il a rejeté leurs conceptions selon lesquelles l'Etat n'est pas un organe de domination d'une classe sur une autre, mais un organe de réconciliation de classes; que l'appareil de l'Etat bourgeois ne doit pas être détruit, mais utilisé dans l'intérêt des travailleurs. Dans son célèbre ouvrage «L'Etat et la Révolution» Lénine a démontré que l'Etat est le produit des contradictions entre les classes et l'expression de l'incapacité de ces contradictions. Il a prouvé que l'appareil d'Etat bourgeois, étant un appareil mis sur pied pour maintenir l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses, ne peut leur servir à abolir cette oppression et exploitation. Le prolétariat doit édifier son propre Etat, un Etat nouveau par sa forme comme par son contenu, par sa structure comme par son organisation, par les hommes qui le dirigent comme par ses méthodes de travail, un Etat qui assure la liberté aux masses travailleuses et écrase les tentatives des ennemis du socialisme pour restaurer le système capitaliste.

L'ouvrage de Lénine «L'Etat et la Révolution», les thèses léninistes de la dictature du prolétariat, ont joué un rôle important dans la préparation de la Révolution d'Octobre et l'instauration du pouvoir des Soviets en Russie. Ces thèses sont restées une arme puissante entre les mains des révolutionnaires authentiques pour lutter contre les élucubrations des révisionnistes modernes qui s'efforcent de

ressusciter les anciennes conceptions de Kautsky et consorts sur l'Etat, conceptions que Lénine a démasquées et réduites à néant.

Les ratiocinations des eurocommunistes sur l'Etat sont la conséquence de la ligne antimarxiste de ces renégats, qui prétendent qu'en régime capitaliste il n'existe pas de lutte de classes, mais qu'il y règne la paix des classes, que l'armée et la police n'y sont plus des forces régressives de la bourgeoisie, et que, de ce fait, la dictature du prolétariat et la véritable démocratie qu'instaure le prolétariat se révèlent inutiles. Ils ne veulent qu'un Etat, une démocratie, l'Etat de la démocratie bourgeoise-révisionniste.

### **La voie «démocratique» au socialisme, masque servant à défendre l'Etat bourgeois**

La question fondamentale de l'idéologie et de la politique de chaque parti, quelle que soit la classe dont il représente les intérêts, a été et demeure la question du pouvoir d'Etat. L'eurocommunisme non plus ne pouvait éluder cette question. C'est précisément dans ce domaine qu'il a commencé son combat, devenant ainsi dans les mains de la bourgeoisie une arme nouvelle qui lui permet de conserver son pouvoir d'oppression et d'exploitation, d'empêcher le prolétariat d'accomplir la révolution, de détruire ce pouvoir et d'instaurer le socialisme.

Dans leur propagande contre le marxisme-léninisme, les eurocommunistes insistent pour dire que dans les conditions de la société moderne, comme ils appellent la société capitaliste actuelle, la théorie de Marx sur l'abolition du système capitaliste par la révolution violente requiert de nouvelles «interprétations». Les révisionnistes soviétiques, comme on l'a dit, furent parmi les premiers à attaquer de front la thèse de Marx et de Lénine sur la nécessité de la révolution violente, ils la bafouèrent, la considérant comme sans valeur et la dénaturèrent de fond en comble. Pour rendre «convaincante» leur théorie du passage pacifique au socialisme, ils allèrent jusqu'à prétendre que même la Révolution d'Octobre a été une révolution pacifique, bien que l'histoire ait montré que c'était là la première révolution qui renversa par la violence la bourgeoisie russe et instaura la dictature du prolétariat. Dans le même temps, ils se mirent à soutenir par de vaines théories que la dictature du prolétariat était un phénomène temporaire qui céderait la place au prétendu Etat du peuple tout entier. Par ces théories ils visaient à déprécier le contenu de classe et révolutionnaire de la dictature du prolétariat et à la renier.

C'est sur cette déformation délibérée du marxisme-léninisme de la part des révisionnistes soviétiques que furent érigées les théories eurocommunistes sur cette question. Les thèses khrouchtchéviennes selon lesquelles la construction du socialisme en Union soviétique mettait fin à la lutte de classes, que le triomphe du socialisme était assuré et qu'il n'y avait aucun risque de retour en arrière, que ni la dictature du prolétariat ni le parti de la classe ouvrière n'étaient nécessaires, inspirèrent les autres révisionnistes et les encouragèrent à aller plus loin. Spécifiant sur les changements qui s'étaient

produits dans le monde et sur une phrase juste de Lénine à propos des particularités de la voie vers le socialisme, ils soulignent qu'à l'époque actuelle on peut aussi aller au socialisme à travers le parlementarisme et les réformes.

Les eurocommunistes présentent la voie de la transformation de la société capitaliste en société socialiste comme un développement, poussé jusqu'au bout, disant-



ils, de la démocratie politique bourgeoise, comme une voie pacifique qui conduit à un changement non pas qualitatif, mais quantitatif. «La démocratie politique, affirment les révisionnistes italiens, se présente donc comme la plus haute forme institutionnelle d'organisation d'un Etat, même d'un Etat socialiste.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.)

Une analyse de cette prétendue thèse fait ressortir que la «démocratie politique» pour les travailleurs existerait déjà sous le capitalisme, que l'on irait au socialisme en élargissant cette démocratie et qu'enfin le trait fondamental de la société socialiste serait la démocratie bourgeoise ; qui s'identifie à la démocratie socialiste.

D'autre part, les révisionnistes espagnols prétendent que «la démocratie politique et sociale n'est une troisième voie ni capitaliste ni socialiste, mais une étape transitoire entre le capitalisme et le socialisme». (Noveno Congreso del Partido Comunista de Espana Barcelone, 1978, p. 83.) «La démocratie est en même temps le but et le moyen des transformations», (L'Humanité, 13.2.1979.) dit Marchais.

Comme on le voit, pour «motiver» leurs points de vue révisionnistes, Berlinguer, Carrillo, Marchais et autres énoncent des idées assez confuses sur la démocratie et l'Etat. De tels raisonnements, qui ne se fondent pas sur les rapports de classe existant dans la société bourgeoise, qui méconnaissent les liens entre la base économique et la superstructure capitalistes, qui ignorent la réalité et toute logique, ont pour but de démontrer soi-disant que la véritable démocratie n'est pas celle qu'instaure la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie de la grande majorité des masses exploitées sur la minorité capitaliste exploiteuse ou sur ses débris, mais la démocratie à la Marchais, à la Carrillo, c'est-à-dire «la démocratie pour tous, où tous vivront dans la paix et l'harmonie des classes». Mais l'histoire a montré qu'il n'y a ni ne peut y avoir de démocratie bourgeoise en dehors de la dictature bourgeoise, pas plus qu'il ne peut y avoir de démocratie socialiste en dehors de la dictature du prolétariat. Les droits et les devoirs des citoyens sont en rapport direct avec la domination de la classe qui est au pouvoir. Là où règne la classe capitaliste ; c'est la bourgeoisie qui jouit de tous les droits ; les masses, elles, voient limiter ces droits, elles sont opprimées et bafouées ; par contre, là où domine la classe ouvrière, les droits et les libertés sont pour les travailleurs, la restriction de ces droits et la contrainte sont pour la minorité naguère dominante et exploiteuse, ainsi que pour les ennemis du socialisme.

Les eurocommunistes ne sont pas les premiers opportunistes qui nient la nécessité de la révolution en tant que moyen fondamental, unique même, pour l'abolition du capitalisme et la construction du socialisme. Ils furent précédés en cela par Proudhon que Marx a démasqué, par Bernstein et consorts, qui ont fini par défendre ouvertement le système capitaliste.

Bernstein, par exemple, prétendait que l'amélioration de la législation du travail, l'accroissement de l'activité et du rôle des syndicats et des coopératives, l'extension de la représentativité de la classe ouvrière au parlement, permettraient de résoudre de manière pacifique et dans une voie évolutionniste tous les problèmes économiques, politiques et sociaux du prolétariat. Il disait expressément qu'il suffit à la classe ouvrière d'obtenir la majorité absolue au parlement, de recueillir 51 pour cent des voix, pour pouvoir réaliser tous ses objectifs. Il professait que du moment que, dans un système démocratique, règne «la volonté de la majorité», l'Etat perd son caractère de classe, il se transforme d'organe de domination de classe en organe au-dessus des classes représentant les intérêts de toute la

société. Dans un tel Etat, disait-il, la classe ouvrière et son parti peuvent et doivent collaborer avec toutes les autres classes et leurs partis. Et tous, de concert, doivent défendre et consolider cet Etat contre les «réactionnaires».

Bernstein professait que la voie de la transformation de la société est celle des réformes partielles et lentes, la voie de l'évolution, de l'intégration graduelle du capitalisme dans le socialisme. Aussi, selon lui, le parti de la classe ouvrière lui-même devrait-il être un parti non pas de la révolution sociale, mais des réformes sociales. Lénine critiqua avec force, en mettant en relief leur caractère mensonger, ces points de vue de Bernstein, que, par la suite, Kautsky et compagnie devaient faire leurs. Et le verdict historique sur le grand débat entre, d'une part, les marxistes avec Lénine à leur tête, qui défendaient l'idée de la révolution et de la dictature du prolétariat, et, d'autre part, les opportunistes révisionnistes, partisans de la voie pacifique, réformiste, de la démocratie «pure», etc., a été rendu par la grande Révolution d'Octobre.

Cette révolution montra au prolétariat et aux peuples du monde que la voie du triomphe sur l'impérialisme et le capitalisme ne passe pas par les réformes et les accords avec la bourgeoisie, mais par la révolution violente.

Pour «justifier» leur opposition à la théorie marxiste-léniniste de la révolution et de la dictature du prolétariat, les eurocommunistes prétendent que Marx lui-même «n'a évoqué ce terme qu'une seule fois» ! Or on sait que l'idée de la dictature du prolétariat constitue le point fondamental de toute la doctrine de Marx sur le socialisme.

«Ce que je fis de nouveau, écrivait Marx en 1852, ce fut : 1. de démontrer que **l'existence des classes** n'est liée qu'à des **phases de développement historique déterminé de la production** ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à **la dictature du prolétariat** ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à **l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes...**» (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 486, Tirana, 1975.)

Marx ne considérait pas la dictature du prolétariat comme une simple substitution de certains hommes à d'autres au gouvernement, mais comme un pouvoir qualitativement nouveau, qui s'érige sur les ruines de l'ancien pouvoir bourgeois. La destruction violente de l'ancien appareil d'Etat bourgeois était, à ses yeux, une condition indispensable au triomphe non seulement de la révolution prolétarienne, mais encore de toute véritable révolution populaire, dirigée par la classe ouvrière. Lénine a qualifié cette conclusion énoncée par Marx dans son célèbre ouvrage «Le 18 brumaire de Louis Bonaparte», de «gigantesque pas en avant». Et c'est justement cette pierre angulaire de la doctrine marxiste-léniniste, déjà attaquée et reniée par tous les anciens révisionnistes, qu'attaquent les eurocommunistes, ces nouveaux révisionnistes.

Leur attitude envers la question de la révolution, de l'Etat et de la démocratie coïncide, quant au fond, avec l'attitude des révisionnistes soviétiques, qui ont déclaré qu'actuellement le parti «communiste» en Union soviétique serait transformé en «parti du peuple tout entier» et que la dictature du prolétariat a cédé la place à l'«Etat du peuple tout entier». A partir de ces déclarations des révisionnistes soviétiques, Marchais et Carrillo sont en droit de faire le raisonnement suivant : «Dès lors que vous transformez le parti et l'Etat du prolétariat en un parti et un Etat du

peuple tout entier, pourquoi nous, en Occident, n'aurions-nous pas le droit d'en faire autant, mais sans la révolution violente ni la dictature du prolétariat ? Nous avancerons dans le «pluralisme» et en bonne entente avec la bourgeoisie, en dressant l'opinion publique pour une «véritable démocratie», qui n'a pas été réalisée chez vous. Vous prétendez faussement avoir la démocratie, alors que vous renforcez la répression.»

En ce qui concerne les titistes, eux aussi se trouvent dans une situation difficile vis-à-vis des eurocommunistes à propos de la «démocratie» et du «pluralisme». Les révisionnistes yougoslaves parlent de l'unité du «monde non aligné» et, par cette formule, ils «éliminent» la lutte des classes et la dictature du prolétariat. Ce qu'ils demandent à l'impérialisme et au capitalisme mondial, c'est seulement que les pays «non alignés» «soient maintenus dans le statu quo et reçoivent une aide économique». A cet égard, les titistes partagent l'opinion des eurocommunistes, à cette seule différence que les Yougoslaves parlent de la prétendue «indépendance vis-à-vis des superpuissances et des blocs», alors que les eurocommunistes ne le font pas, même pour la forme.

Par les idées qu'ils avancent, les eurocommunistes disent aux révisionnistes yougoslaves, sans pourtant les attaquer nommément, que l'existence d'un seul parti en Yougoslavie est un écart de la voie de la véritable démocratie, et qu'en conséquence le système politique en Yougoslavie doit aussi connaître des changements.

En attaquant directement Lénine et toute la théorie marxiste-léniniste de l'Etat et de la révolution, Berlinguer, Marchais, Carrillo et consorts invitent les khrouchtchéviens à aller jusqu'au bout dans leur trahison, en leur indiquant que dans leur sale entreprise il ne s'agit pas seulement de s'en prendre aux «erreurs» de Staline, mais au système socialiste lui-même, qui, bien qu'ayant été un système approprié au lendemain d'Octobre, est aujourd'hui dépassé, car il nie soi-disant la démocratie.

Cette thèse ne convient évidemment pas aux khrouchtchéviens, qui, pour couvrir leur trahison et se poser en marxistes-léninistes, s'accrochent encore à certaines formes prétendument léninistes.

Afin de conserver ce masque, le groupe Brejnev adresse de temps à autre une critique inconsistante aux partis indociles et leur conseille soi-disant de préserver les principes de classe léninistes sur les voies et les formes de la marche au socialisme. Or les partis révisionnistes des pays occidentaux ne manquent pas de répondre à Brejnev qu'ils ne font rien de plus que ce qu'ont déjà fait les révisionnistes soviétiques, qu'ils agissent en fonction de leurs propres conditions, qui dicteraient soi-disant la voie pacifique, la voie des réformes démocratiques, du pluralisme politique et idéologique, etc.

Berlinguer, Marchais, Carrillo, allant plus loin que Togliatti, disent aux Soviétiques : «N'est-ce pas vous qui avez parlé de coexistence pacifique ? Venez alors créer avec nous cette coexistence et allons jusqu'au bout». Et avec qui coexistera-t-on de manière pacifique ? Avec les adversaires du communisme, c'est-à-dire avec la bourgeoisie capitaliste, l'impérialisme américain, etc. Mais avant de parvenir à cette coexistence pacifique, disent-ils, il faut d'abord réviser les «dogmes» dans la politique, l'idéologie, l'économie, l'art, car ces «dogmes» ne peuvent plus convenir à la société actuelle. Et comme les idées de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la dictature du prolétariat, sur la lutte de classes, sur la prise violente du pouvoir seraient, selon eux, elles aussi, des «dogmes», elles ne seraient donc plus

appropriées. Il faut donc prendre le pouvoir non pas par la violence, mais par la voie parlementaire, par des élections générales, à travers l'accession au pouvoir de la classe ouvrière, après que la bourgeoisie y aura renoncé de manière démocratique.

A des fins démagogiques et pour jeter de la poudre aux yeux des masses, les eurocommunistes disent comme à mi-voix que la «troisième voie», ou le «socialisme démocratique», n'est pas la social-démocratie, car celle-ci «n'a pu faire sortir la société hors de la logique du capitalisme». (La politica e Vorganizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, p. 7.) Malgré tout, s'empresment-ils d'ajouter, nous devons nous unir à la social-démocratie et aux autres forces politiques, et, de concert avec elles, loin de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie capitaliste, comme le disent les classiques du marxisme-léninisme, l'infléchir à travers la propagande, les réformes, l'Eglise, la culture, etc., afin que ce pouvoir revête petit à petit son véritable aspect démocratique, qu'il serve toute la société et crée les conditions requises pour édifier le «socialisme» par la voie pacifique. Bref, ils préconisent la création d'un ordre social abâtardi n'ayant rien de commun avec le socialisme scientifique.

L'idéal de tous les révisionnistes eurocommunistes, ce sont les thèses togliattiennes, la ligne du Parti communiste italien, à tel point que cela a provoqué la jalousie de Carrillo et de Marchais. «En 1956, nous avons tardé, écrit Georges Marchais dans «l'Humanité», à tirer la leçon de ce qui s'était produit en Union soviétique, et à élaborer une voie française au socialisme», autrement dit à faire comme Togliatti. Quand Marchais ou Carrillo disent que la police est avec le Parti communiste italien et qu'à Rome elle vote communiste, ils apprécient par là les efforts et les succès de Berlinguer dans le sens de la collaboration avec la social-démocratie, les démocrates-chrétiens, les socialistes, dans les affaires publiques et même dans la gestion des affaires de la bourgeoisie.

Les «succès» de Berlinguer à ces égards, c'est-à-dire sa soumission au capitalisme italien et au capitalisme mondial, servent aux autres révisionnistes de supports concrets à leurs thèses politiques opportunistes. Berlinguer travaille avec un grand zèle, il n'attaque pas la constitution bourgeoise ni le pouvoir de la bourgeoisie, et il n'évoque nullement la nécessité de renverser ce pouvoir et ses appareils ni de liquider l'armée répressive italienne ; au contraire, il signe, avec les partis de la réaction, des déclarations dans le sens du renforcement de l'armée, du maintien des bases américaines, de l'extension des compétences et de l'augmentation des fonds alloués à la police, il reconnaît à celle-ci le droit, en violation de la loi, de contrôler tout ce qui lui semble suspect, même les conversations téléphoniques et la correspondance privée.

Le programme et les actions des révisionnistes italiens sont prêts et déjà mis à l'épreuve pour les autres révisionnistes aussi. En Italie, en Espagne et en France ce que l'on voit se développer et se concrétiser c'est l'intégration du révisionnisme dans le capitalisme et non pas celle du capitalisme dans le socialisme, comme le prétendent les eurocommunistes dans leurs programmes et leurs discours.

Les partis communistes italien, français et espagnol ne font aucune mention des révisionnistes chinois, leurs seules cibles sont Marx, Engels, Lénine et Staline, et parfois aussi, à leurs propres fins, les révisionnistes soviétiques. Ils sont d'accord avec les révisionnistes chinois sur tous les fronts. Les révisionnistes chinois, eux, tendent à une alliance avec les Etats-Unis, avec les pays capitalistes développés et les cliques dominantes dans les pays sous la coupe du néo-colonialisme. Une

pareille alliance est précisément dans la ligne des renégats eurocommunistes. Il est de fait que la politique extérieure chinoise concorde entièrement avec la politique préconisée par les eurocommunistes quant à l'unité des partis révisionnistes avec les régimes bourgeois-capitalistes au pouvoir. Et les révisionnistes chinois et le Parti communiste chinois sont pour le pluralisme dans le socialisme. Non seulement les partis de la bourgeoisie existent en Chine, mais ils participent même au pouvoir et à la direction, de concert avec le parti communiste, qui ne peut ni vivre ni diriger sans collaborer avec eux. En ces questions fondamentales, les révisionnistes chinois sont d'accord avec les révisionnistes européens.

D'autre part, il existe en Chine, en même temps que le secteur capitaliste d'Etat, des entreprises chinoises privées, des entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers, des entreprises privées étrangères, des secteurs coopératifs, etc. Cela correspond tout à fait à la «troisième voie», au «socialisme» que prônent les eurocommunistes.

Mao Tsétoung a proclamé sa «théorie» de «l'épanouissement de cent fleurs et la rivalité de cent écoles». Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'en Chine on peut exprimer et propager librement des idées idéalistes, social-démocrates, républicaines, religieuses, etc. «Que toutes les écoles rivalisent, c'est dialectique», a dit Mao Tsétoung. Mais du moment que le pluralisme est dialectique, comme le soutiennent aussi les eurocommunistes, on pourrait alors aller au socialisme de concert et dans l'unité avec la bourgeoisie et ses partis, dans la paix et la compétition pacifique.

Puisqu'il existe en Chine des partis bourgeois et qu'ils participent à la direction en même temps que le parti communiste, il va de soi que l'Etat ne peut être un Etat de dictature du prolétariat, mais un organisme hybride qui est un Etat de dictature du prolétariat en paroles, mais en réalité une démocratie bourgeoise.

La pratique chinoise répond à la ligne des eurocommunistes et constitue une «illustration» de la manière dont on peut aller au socialisme sans révolution et sans dictature du prolétariat. D'aucuns diront : «Mais la Chine est allée au socialisme par la révolution», «la Chine a une dictature du prolétariat», etc. Non, ce n'est pas vrai. Ce qui est vrai, c'est que la Chine a lutté contre les envahisseurs japonais et contre le Kuomintang, mais on n'y a jamais instauré la dictature du prolétariat ni construit le socialisme. Le pouvoir en Chine s'appelait bien dictature du prolétariat, mais son contenu était autre et nous voyons actuellement tomber tour à tour les masques dont le Parti communiste et l'Etat chinois s'étaient affublés. Après la disparition de Mao Tsétoung, qui était un éclectique, et de Chou En-laï, qui était un démocrate-bourgeois, la Chine dévoile maintenant ses véritables traits, et apparaît comme une république bourgeoise et un Etat impérialiste.

En ce qui concerne les divergences entre les eurocommunistes et les révisionnistes soviétiques sur le caractère de l'Etat en régime socialiste, elles ne portent pas sur les principes. Les eurocommunistes attaquent l'Etat soviétique révisionniste en le présentant comme une déformation. Ils prétendent que Marx et Engels eux-mêmes ne l'approuveraient pas et que d'ailleurs Lénine lui-même y critiquerait beaucoup de choses. C'est là une spéculation vulgaire. Certes, l'Etat soviétique actuel n'est pas un Etat socialiste, il s'est transformé en une dictature de la bourgeoisie révisionniste qui opprime et exploite les masses travailleuses. Mais en spéculant là-dessus, les eurocommunistes cherchent à démontrer que leur ligne pluraliste est

l'unique ligne «scientifique marxiste», la seule appropriée à l'édification du socialisme véritable. Selon eux, cette ligne serait une conséquence dialectique de l'évolution matérialiste de l'histoire, que Marx et Engels «n'ont pas prévue» et «Lénine non plus». Ce sont donc Berlinguer, Marchais, Carrillo et d'autres révisionnistes d'Europe occidentale qui auraient découvert cette évolution, et ils se frappent la poitrine en se vantant d'être les seuls à voir la véritable transformation de la société et à analyser à fond les phénomènes du monde contemporain. En fait, ils sont contre toute sorte de transformation révolutionnaire. Ils veulent préserver l'actuelle société bourgeoise «de consommation», préserver la domination du capitalisme et l'exploitation des travailleurs. C'est là leur idéal et leur objectif, c'est à cela qu'ils travaillent, c'est pour cela qu'ils luttent. Le reste n'est que propagande, démagogie, mystification, moyens employés par la bourgeoisie pour combattre le socialisme et la révolution.

### **L'«indépendance» des eurocommunistes est une dépendance envers le capital et la bourgeoisie**

La lutte contre l'impérialisme en général et ses instruments dans chaque pays est l'une des questions fondamentales de la stratégie de chaque parti communiste et l'une des conditions déterminantes du triomphe de toute révolution, qu'elle soit démocratique populaire, anti-impérialiste ou socialiste. Dans le même temps, l'attitude envers l'impérialisme sert aussi de pierre de touche pour l'appréciation politique et idéologique de toute force politique qui agit tant dans le cadre national de chaque pays qu'à l'échelle internationale. En un mot, l'attitude envers l'impérialisme a été et demeure une ligne de démarcation qui sépare les véritables forces révolutionnaires, patriotiques et démocratiques, des forces de la réaction, de la contre-révolution et de la trahison nationale.

Quelle est donc l'attitude des eurocommunistes en cette question vitale et d'une si grande portée de principe ?

A partir du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, où Khrouchtchev se prononça pour la ligne de la réconciliation et du rapprochement avec l'impérialisme américain et l'affirma comme la ligne générale de tout le mouvement communiste, les partis révisionnistes des pays occidentaux abandonnèrent toute position anti-impérialiste sur le plan théorique comme sur le plan pratique. On eût dit qu'ils avaient attendu d'être ainsi délivrés de leurs chaînes pour courir se réconcilier avec la grande bourgeoisie impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste. La nouvelle stratégie que Khrouchtchev offrait au mouvement communiste comblait les vœux des dirigeants des partis communistes d'Occident et elle avait même commencé à être mise en pratique, sans toutefois avoir encore été, peut-on dire, consacrée officiellement.

Avant même le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., et cela en raison de certaines hésitations et concessions, en France et en Italie la lutte contre l'OTAN, contre le réarmement et la résurgence de l'impérialisme allemand, contre l'intervention du capital américain et ses bases militaires en Europe, etc., avait commencé à décliner. Même si quelque chose était fait à l'époque, cela se confinait au domaine de la propagande ; les actions, elles, faisaient défaut. Sur la question algérienne, le Parti communiste français avait adopté à peu près les mêmes positions que les partis bourgeois du pays. Mais son chauvinisme et son nationalisme en cette question se doublaient d'un adoucissement toujours plus marqué de son attitude envers l'impérialisme américain, ce grand allié de la bourgeoisie française, et

envers son expansion politique et économique. Du moment que l'on défendait «l'Algérie française», on devait défendre aussi «l'Afrique française», fermer un œil et une oreille sur «l'Asie britannique» et «l'Amérique américaine».

Les révisionnistes italiens, cherchant à tout prix à convaincre la bourgeoisie de leur sincérité et de leur loyauté, s'efforçaient de le prouver au mieux, précisément en ne contrariant pas la politique étrangère du gouvernement démocrate-chrétien, fondée sur l'alliance inconditionnelle avec l'impérialisme américain, l'entière soumission à l'OTAN, l'ouverture des portes au grand capital américain et la transformation du pays en une grande base militaire des Etats-Unis.

Pour ce qui est des révisionnistes espagnols, leur seule préoccupation à l'époque était d'obtenir la légalisation de leur parti et de retourner en Espagne. Estimant que la «démocratisation» de leur pays ne pouvait se réaliser que sous la pression des Etats-Unis, qui, selon eux, avaient intérêt à écarter «l'obstacle» Franco, ils feignaient de ne pas voir la politique expansionniste et hégémoniste américaine et ils la combattaient encore moins.

«Les voies nationales au socialisme», que les partis révisionnistes des pays d'Europe occidentale avaient adoptées sous l'inspiration du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., les conduisaient à la soumission non seulement à l'égard de leur bourgeoisie nationale, mais aussi de la bourgeoisie internationale et en premier lieu de l'impérialisme américain. Dans le même temps, et de toute évidence, l'abandon du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme, devait nécessairement s'accompagner de l'abandon des principes de l'internationalisme prolétarien, de l'aide et du soutien aux mouvements révolutionnaires et de libération.

Si les partis révisionnistes français, italien et espagnol commencèrent petit à petit à prendre leurs distances vis-à-vis de l'Union soviétique, à critiquer Moscou sur certains aspects de sa politique intérieure et extérieure, à désapprouver certaines de ses actions dans les relations internationales, ils n'allèrent jamais cependant jusqu'à définir et dénoncer l'actuelle Union soviétique comme un pays impérialiste. Certes, ils condamnèrent par exemple son agression contre la Tchécoslovaquie, mais ils approuvèrent en revanche les ingérences soviétiques en Afrique; certes, ils demandèrent le départ de la flotte soviétique de la Méditerranée, mais ils se taisaient sur l'envoi d'armes soviétiques aux quatre coins du monde. Selon les eurocommunistes, la politique soviétique est antidémocratique à l'intérieur, alors qu'à l'extérieur elle serait, dans l'ensemble, socialiste et anti-impérialiste. De ce fait, en dépit de quelque opposition, les partis eurocommunistes ne cessent de soutenir en général la politique expansionniste et hégémoniste de l'Union soviétique.

Ainsi donc, les partis révisionnistes d'Europe occidentale ont lutté pour sauvegarder le système impérialiste à l'échelle mondiale avec la même ardeur qu'ils ont mise à défendre l'ordre bourgeois dans leurs propres pays. Les eurocommunistes sont ainsi devenus des partisans du statu quo bourgeois impérialiste sur tous les fronts.

Si sur le plan des problèmes intérieurs, les eurocommunistes gardent encore quelque masque, essayent de se poser en adversaires, même tièdes, de la bourgeoisie et de l'ordre capitaliste, par contre dans les rapports, au niveau mondial, entre la révolution et le capitalisme international, entre les peuples opprimés et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme, ils sont ouvertement contre

tout changement.

Les partis révisionnistes d'Italie, de France, d'Espagne et les autres partis du courant eurocommuniste sont actuellement devenus des forces politiques pro-impérialistes, et dans leur ligne et leur action, ils ne se distinguent en rien des partis bourgeois de ces mêmes pays. Prenons par exemple leur attitude à l'endroit de l'OTAN et du Marché commun qui représentent deux des bases politiques, économiques et militaires sur lesquelles s'appuient et à travers lesquelles se réalisent la domination de la grande bourgeoisie européenne et l'hégémonie de l'impérialisme américain en Europe.

Depuis sa création et jusqu'à ce jour, l'OTAN n'a changé ni sa nature, ni ses visées, ni ses objectifs. Les accords restent ceux conclus en 1949. Quant aux buts dans lesquels le Pacte atlantique a été créé et aux raisons de son maintien, cela tous le savent. Mais même s'ils ne le savent pas, le Pentagone et les états-majors de Bruxelles sont là pour le leur rappeler chaque jour. L'OTAN a été et demeure l'alliance politique et militaire du grand capital américain et européen et elle a pour premier but de sauvegarder le système et les institutions capitalistes en Europe, d'empêcher la révolution d'éclater, et de l'étouffer par la violence si elle avance. Cet organisme contre-révolutionnaire est d'autre part une sentinelle du néo-colonialisme dans les zones d'influence des puissances impérialistes et une arme de leur expansion politique et économique. Espérer transformer la société capitaliste de l'Europe occidentale et construire le socialisme dans son pays avec l'OTAN et les bases américaines au-dedans, c'est rêver tout éveillé. En cherchant à mettre l'accent uniquement sur la fonction antisoviétique de l'OTAN et en laissant dans l'oubli sa mission de répression de la révolution en Europe occidentale, les eurocommunistes ont pour but de tromper les travailleurs et de les empêcher de voir la réalité.

Les eurocommunistes se refusent à reconnaître l'existence du grand problème national qu'est, dans chaque pays d'Europe occidentale, la question de la domination américaine et la nécessité de s'en affranchir. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, l'impérialisme américain garde cette partie de l'Europe liée à toutes sortes de chaînes politiques, économiques, militaires, culturelles, etc. Si ces chaînes ne sont pas brisées, la démocratie bourgeoise que les eurocommunistes portent aux nues, ne pourrait être instaurée, et le socialisme encore moins. Le capital américain a pénétré si profondément en Europe, il s'est entrelacé à un tel degré avec le capital local, que l'on ne peut plus discerner où commence l'un et où finit l'autre. Les armées européennes se sont intégrées à tel point dans l'OTAN, dominé par les Américains, qu'elles n'existent pratiquement plus en tant que forces nationales indépendantes. D'autre part, on assiste à une intégration toujours croissante dans les domaines financier et monétaire, technologique et culturel, etc.

Certes, il existe entre les pays européens membres de l'OTAN et les Etats-Unis diverses contradictions, habituelles et inévitables entre groupes et groupements capitalistes importants, mais il est de fait que sur toutes les grandes questions politiques et économiques de portée mondiale les pays membres de l'OTAN se sont toujours soumis à Washington. Quand il s'agit de choisir entre les intérêts de classe et les intérêts nationaux, la grande bourgeoisie européenne, à l'instar de toutes les autres bourgeoisies, a toujours tendance à sacrifier les seconds. C'est pourquoi les communistes n'ont cessé de lutter pour la défense des intérêts nationaux, qu'ils considèrent comme étant étroitement liés à la question de la révolution et du socialisme.



Le fait que les eurocommunistes nient l'existence dans leurs pays du problème national que constitue la nécessité de combattre la domination et le diktat américains et de consolider l'indépendance et la souveraineté nationales, est une nouvelle preuve de leur dégénérescence politique et idéologique, de leur trahison à la cause de la révolution. Les révisionnistes italiens, pour leur part, non seulement insistent actuellement pour que l'Italie reste dans l'OTAN, mais ils sont même devenus plus atlantistes que les démocrates-chrétiens et les autres partis bourgeois pro-américains. «Le maintien de l'Italie dans l'Alliance atlantique, disent les révisionnistes italiens, découle de la nécessité de maintenir l'équilibre des rapports de force dont dépend la sauvegarde de la paix en Europe et dans le monde.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, pp. 39-40.)

Par cette thèse, les partisans de Berlinguer entendent dire aux travailleurs de ne pas s'opposer à l'OTAN, de ne pas exiger le départ des troupes américaines de Naples et de Caserte, de ne pas dénoncer l'installation de fusées à ogive nucléaire près de leurs foyers, de ne pas se prononcer contre le stationnement, sur les aérodromes italiens, d'avions américains, prêts à voler partout où peuvent être lésés les intérêts de l'impérialisme U.S. Peu importe, disent les révisionnistes italiens, si les intérêts nationaux du pays sont sacrifiés à la politique hégémoniste américaine, si c'est Washington qui décide par qui et comment l'Italie doit être gouvernée, et si enfin l'Italie entière brûle dans les flammes atomiques, pourvu que soit maintenu l'équilibre entre les superpuissances.

La thèse de l'équilibre entre les grandes puissances en tant que facteur et instrument de la sauvegarde de la paix est un vieux slogan impérialiste que le monde et surtout l'Europe connaissent fort bien. Cette thèse a toujours eu pour but de justifier la politique hégémoniste des grandes puissances impérialistes ainsi que le droit qu'elles s'arrogent de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres et de les dominer.

Reconnaître la nécessité de l'existence et du renforcement des blocs impérialistes en tant que moyen de sauvegarder soi-disant la paix, comme disent les révisionnistes, c'est approuver aussi leur politique. Les blocs militaires impérialistes existent non pas pour préserver la paix et défendre la liberté, l'indépendance ou la souveraineté des pays membres, comme veulent le faire croire les révisionnistes eurocommunistes, mais pour les ravir à ces pays et y maintenir la domination et l'hégémonie des superpuissances. On sait que l'un des principaux objectifs de l'impérialisme américain en créant l'OTAN a été de défendre politiquement, mais aussi militairement, les intérêts du capital et des Etats-Unis en Europe, ainsi que de réprimer par le fer et par le feu toute révolution qui pouvait y éclater. C'est précisément ces objectifs de l'OTAN que soutiennent les révisionnistes eurocommunistes.

La politique des blocs est la politique agressive des superpuissances, elle est le résultat de leur stratégie expansionniste et hégémoniste, de leurs visées de domination globale et sans partage dans le monde entier. Les eurocommunistes ne voient ni ne veulent voir la nature rapace de l'impérialisme, car, selon leurs «théories», le grand capital, qui en est le fondement, se «démocratise», devient «populaire», et la grande bourgeoisie «s'intègre au socialisme».

En ce qui concerne la fidélité à l'OTAN, les révisionnistes français non plus ne diffèrent guère de leurs frères italiens, mais pour se mettre à l'unisson avec les giscardiens ou les gaullistes, ils parlent eux aussi de la position particulière qui doit

être celle de la France dans cet organisme. De son côté, le parti de Carrillo s'efforce par tous les moyens de devenir le porte-drapeau du combat pour l'entrée de l'Espagne à l'OTAN. Le rêve inaccompli de Franco est ainsi en train de se réaliser.

Le Marché commun et l'Europe unie, cette grande union de monopoles capitalistes et de sociétés multinationales qui a pour but d'exploiter les peuples et les masses travailleuses d'Europe et du monde entier, sont, pour les eurocommunistes, une «réalité» qu'il faut accepter. Or accepter cette «réalité» revient à accepter la suppression de la souveraineté et des traditions culturelles et spirituelles des pays distincts d'Europe en faveur des intérêts des grands monopoles, à accepter de voir les peuples européens perdre leur personnalité et se transformer en une masse pressurée par les sociétés multinationales, elles-mêmes dominées par le grand capital américain.

Les slogans des eurocommunistes selon lesquels leur prétendue participation «au parlement et aux autres organes de la communauté européenne conduirait à la transformation démocratique» et à la création d'une «Europe des travailleurs», ne sont que mystification et démagogie. La société capitaliste de chaque pays ne peut se transformer en une société socialiste par cette voie «démocratique», pas plus que l'Europe ne peut devenir socialiste à travers les discours des eurocommunistes dans les réunions de propagande du Parlement européen. Aussi l'attitude des eurocommunistes envers le Marché commun et l'Europe unie est-elle une attitude d'opportunistes et de briseurs de grève, qui découle de leur ligne de réconciliation de classe et de soumission à la bourgeoisie. Cette attitude vise à désorienter les masses travailleuses, à briser leur élan combatif dans la défense de leurs intérêts de classe et des intérêts de la nation.

L'idéologie réformiste, la soumission à la bourgeoisie et la capitulation devant la pression impérialiste ont fait des partis eurocommunistes des partis non seulement anti-révolutionnaires mais encore antinationaux. Il est peu d'hommes, parmi ceux qui se disent politiciens, même dans les rangs de la bourgeoisie, qui acceptent la notion de «souveraineté limitée» comme le fait Carrillo. «Nous sommes conscients, écrit-il, de ce que cette indépendance sera toujours relative...». Dans l'Espagne

«démocratique et socialiste» qui figure dans son programme, «... l'investissement des capitaux étrangers et le fonctionnement des multinationales ne seront pas entravés...». Mais, ajoute-t-il, «nous

devrons payer pendant assez longtemps encore un tribut sous forme de plus-value au capital étranger,... pour faciliter le développement dans les secteurs qui correspondent à l'intérêt national». (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France. 1977, pp. 157-160.)

Par leurs attitudes de soutien aux monopoles et aux intérêts des puissances impérialistes, les eurocommunistes se sont opposés aux traditions anti-impérialistes et démocratiques des ouvriers français, espagnols et italiens. Ils se sont également opposés aux traditions patriotiques des travailleurs et des hommes progressistes de ces pays ainsi qu'à la lutte que ceux-ci ont menée contre l'OTAN, contre les bases américaines en Europe, contre les ingérences et les pressions de l'impérialisme américain. Les eurocommunistes ont abandonné ces positions et sont passés dans le camp de la réaction.

L'idée de la réconciliation des classes et de la soumission à la domination étrangère qui parcourt toute la ligne politique et idéologique des eurocommunistes apparaît

clairement aussi dans leur attitude envers les mouvements révolutionnaires, de libération nationale et anti-impérialistes. N'étant pas pour la révolution dans leur propre pays, ils ne sont pas non plus pour la révolution dans les autres pays. Ils ne veulent pas l'affaiblissement de leur bourgeoisie impérialiste et néo-colonialiste, et ils ne peuvent donc jamais regarder la révolution dans les pays opprimés comme une aide directe à l'abolition du système capitaliste. Pour eux, le processus unique de la révolution, le lien naturel entre ses divers courants, la nécessité de l'entraide n'existent pas.

Parfois, juste pour la forme, leur propagande dit bien un mot en faveur des mouvements anti-impérialistes. Mais cela reste une phrase creuse, sans contenu concret et, surtout, qui ne s'accompagne pas d'actions politiques. Ce «soutien» de leur part n'est au fond qu'une pose plutôt «gauchiste», il reflète seulement leur souci de suivre la mode pour paraître progressistes, démocrates.

Dans leur attitude envers les mouvements révolutionnaires et de libération, les eurocommunistes, dans l'ensemble, ont fait leur l'idéologie du non-alignement, qui leur est très utile pour justifier la soumission des peuples à la domination des puissances impérialistes et vanter le néo-colonialisme comme la voie permettant aux anciennes colonies d'échapper à la pauvreté et d'assurer leur développement. «La lutte pour la paix, ont écrit les révisionnistes italiens dans les thèses de leur dernier congrès, pour la coopération internationale et pour une politique de coexistence pacifique a toujours plus comme moment fondamental l'action à mener pour la construction d'un nouveau système et d'un nouvel ordre international, dans le domaine économique également.» (La politica e l'oraizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, p. 40.) Comme on le voit, ils sont conséquents dans leur ligne opportuniste. De même qu'ils cherchent à réformer l'ordre capitaliste dans leurs pays, ils pensent également que le caractère d'exploitation des rapports économiques internationaux du système capitaliste peut changer grâce à certaines réformes. Carrillo aussi parle du nouvel ordre économique mondial ou tout au moins de la façon dont se le préfigurent les eurocommunistes. Il est même plus clair encore. «De toute façon, dit-il, il faut partir d'une réalité objective: bien que l'impérialisme ne soit plus un système mondial unique, il existe toujours un marché mondial régi par les lois objectives de l'échange des marchandises, lois qui sont en définitive capitalistes.» (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France 1977, p. 159.)

Selon Carrillo, ces «lois» objectives capitalistes ne peuvent être ni modifiées ni remplacées, même dans les conditions du socialisme. Afin de «démontrer» cette thèse, il prend comme exemple le caractère capitaliste des rapports entre les pays révisionnistes dans le domaine économique. En d'autres termes, à l'en croire, il est vain pour les peuples de se dresser dans la lutte contre l'oppression nationale et néo-colonialiste, contre les échanges inégaux entre les pays capitalistes développés et les non-développés, qui se traduisent surtout par le pillage féroce des matières premières de ces derniers. C'est bien cet ordre international là que Carrillo cherche à maintenir et auquel Berlinguer veut faire quelques retouches pour le remettre à neuf et lui donner un nouveau vernis.

Une ligne qui va à rencontre des véritables intérêts nationaux d'un pays, une ligne qui soutient l'hégémonie et l'expansion impérialistes, qui fait l'éloge du néo-colonialisme et sanctifie l'exploitation capitaliste étrangère, est vouée à l'échec. On ne peut faire fi des lois objectives de l'évolution historique. Le nouvel ordre mondial pour lequel luttent le prolétariat et les peuples n'est pas l'ordre impérialiste tant vanté par les eurocommunistes, mais l'ordre socialiste, auquel appartient l'avenir.

L'attitude des partis révisionnistes italien; français et espagnol envers l'Union soviétique et leurs rapports avec elle sont devenues ces dernières années un grand objet de discussions et d'interprétations de la part de toute la bourgeoisie internationale. Si les eurocommunistes cherchent à se montrer «indépendants» vis-à-vis de Moscou, «originaux» et même «hostiles» à l'Union soviétique, c'est en apparence pour jeter de la poudre aux yeux de la bourgeoisie de leur pays, mais en réalité pour mystifier le prolétariat de leur pays et le prolétariat international. Il n'est pas exclu que ce soit là, de la part des révisionnistes soviétiques, une manœuvre pour donner l'impression qu'il existe soi-disant des différences et contradictions profondes et de «principe» entre eux et les partis communistes de l'Europe occidentale, notamment les partis communistes italien et français, et faciliter ainsi la participation de ces partis au gouvernement bourgeois de leurs pays. Si cela se réalise, ce sera dans l'intérêt du social-impérialisme soviétique et de sa domination mondiale, car son influence et son hégémonie dans divers pays en seront accrues, et ses rivaux affaiblis. Cela est également utile aux révisionnistes khrouchtchéviens pour étayer leur thèse antimarxiste selon laquelle «on peut prendre le pouvoir par la voie pacifique» et «démontrer» ainsi ce qui n'a pu être prouvé au Chili. Brejnev n'a-t-il pas rappelé au XXV<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. que l'expérience chilienne ne réfute pas la thèse de la prise du pouvoir par la voie parlementaire ?

D'autre part, l'eurocommunisme est un courant qui fait aussi l'affaire de la grande bourgeoisie capitaliste européenne, laquelle excite et gonfle par tous les moyens les contradictions entre les eurocommunistes et les social-impérialistes soviétiques, car elle a intérêt à affaiblir la puissance idéologique révisionniste et l'influence de l'Union soviétique. Elle s'efforce de présenter le révisionnisme italien, espagnol, français, etc., comme un bloc idéologique qui se crée en Europe pour contrecarrer le bloc révisionniste soviétique. Et du moment qu'il s'agit d'un groupement idéologique antisoviétique, il va sans dire que cet eurocommunisme est sous la coupe de la bourgeoisie réactionnaire des pays industrialisés d'Europe.

Quoi qu'il en soit, le Kremlin n'aimerait pas que l'eurocommunisme échappe entièrement à son influence. La propagande menée à l'Occident à propos de l'eurocommunisme en tant que courant idéologique «indépendant», irrite donc Moscou, en ce que cela, entre autres, divulgue la scission de fait qui existe depuis longtemps entre les partis révisionnistes de l'Europe occidentale et le parti révisionniste de l'Union soviétique et ses satellites de l'Europe de l'Est.

Il n'y a pas eu, il n'y a ni il n'y aura d'unité entre ces partis. Mais le Parti communiste de l'Union soviétique voudrait bien voir maintenir une apparence d'unité entre les partis révisionnistes non seulement d'Europe mais aussi du monde entier. Le Parti communiste de l'Union soviétique cherche, à travers divers masques, à maintenir son hégémonie idéologique sur tous les autres partis révisionnistes du monde. Il est très soucieux de signer avec eux des déclarations et des communiqués conjoints pour faire croire à l'unité et à leur respect envers la direction soviétique.

Entre le Parti communiste italien et le Parti communiste français, d'une part, et les révisionnistes khrouchtchéviens, de l'autre, des désaccords et des divergences ont existé depuis le temps de Togliatti et de Thorez, et ces désaccords et divergences sont allés toujours se multipliant et s'aggravant. Mais ils n'avaient jamais atteint l'acuité qui est la leur aujourd'hui. Cette tension se manifeste maintenant au grand

jour. La «Pravda» a attaqué Carrillo et condamné l'eurocommunisme. Carrillo a répliqué à Moscou avec la même virulence. Il a mis les points sur les i quant à l'orientation idéologique et politique révisionniste de son parti, qui s'est affranchi de ses liens de dépendance envers le Parti communiste de l'Union soviétique.

Après la critique de la «Pravda» et la réponse de Carrillo, la Ligue des communistes de Yougoslavie a pris avec passion la défense du Parti communiste d'Espagne. Les révisionnistes yougoslaves ont pris ouvertement fait et cause pour Carrillo, car ils ont été et sont pour cette séparation, pour la rupture des partis révisionnistes d'avec Moscou; ils ont toujours lutté dans ce sens.

En ce qui concerne les partis révisionnistes français et italien, ils se montrent un peu plus mesurés dans cette polémique, tantôt ils l'avivent, tantôt ils la modèrent, et tantôt encore l'éteignent tout à fait. Cela s'explique non point par une «pondération» particulière, mais par l'existence, semble-t-il, de certains liens matériels et autres, qu'ils veulent préserver, car ils en tirent avantage. C'est précisément pour maintenir ces fils, noués depuis longtemps avec force roubles entre eux et les Soviétiques, qu'ils souhaitent aplanir quelque peu les divergences et empêcher que la polémique avec les khrouchtchéviens ne prenne des proportions incontrôlables. Ce fut là le but des visites de Berlinguer, Pajetta et autres à Moscou. Les leaders révisionnistes italiens ont déclaré qu'ils allaient à Moscou pour expliquer aux dirigeants soviétiques qu'une âpre polémique entre eux n'est pas souhaitable et que Moscou n'a pas le droit de s'ingérer dans les affaires d'un parti communiste d'un autre pays, ni de chercher à infléchir sa ligne, chaque parti étant seul maître de définir lui-même sa stratégie et sa ligne sur la base de la situation de son pays et, soi-disant, en tenant compte aussi de l'expérience du mouvement communiste international. Moscou est prêt à souscrire à ces thèses, mais elle demande en contrepartie que l'on reconnaisse son «socialisme» et avant tout que l'on approuve sa politique extérieure dans ses orientations principales. Lorsque Marchais applaudit à l'occupation soviétique de l'Afghanistan et vante la politique expansionniste du Kremlin comme la plus haute expression de «solidarité internationale», Brejnev ne peut que le payer de retour en approuvant la «voie démocratique» si chère aux révisionnistes français et qui correspond parfaitement aussi aux thèses du XX<sup>e</sup> Congrès khrouchtchévien.

Bien que poursuivant actuellement la même stratégie, les partis révisionnistes italien, français et espagnol divergent légèrement dans leurs tactiques en raison des particularités de la bourgeoisie de chacun de leurs pays. La bourgeoisie française est une bourgeoisie puissante, pourvue d'une longue expérience. Elle dispose aussi d'une grande force politico-idéologique, sans parler de son pouvoir économique et de son pouvoir militaire et policier. La bourgeoisie italienne, elle, est moins puissante que la française. Bien que détenant le pouvoir, elle a maints points faibles. Cette situation a permis au parti révisionniste italien d'entamer des tractations avec les autres partis, allant même jusqu'à établir avec eux de nombreuses formes de collaboration, fût-ce parlementaires, pour ne rien dire de sa collaboration à travers les syndicats, avec la bourgeoisie capitaliste italienne et en premier lieu avec son parti démocrate-chrétien. C'est pour cette raison que le parti de Berlinguer s'efforcera d'aller vers la bourgeoisie, mais en même temps de pratiquer une politique de bascule [*En français dans le texte.*] entre Moscou et la bourgeoisie de son propre pays, d'autant plus que la bourgeoisie italienne a, elle aussi, des intérêts à l'endroit de l'Union soviétique. N'oublions pas ses importants investissements dans ce pays.

D'autre part, la bourgeoisie française, qui connaît bien l'Union soviétique

révisionniste, n'avance pas à l'aveuglette dans sa politique, ni dans le sens que le souhaitent et le préconisent les révisionnistes chinois, qui voudraient que la France durcisse ses rapports avec l'Union soviétique. Certes, les rapports entre ces deux pays ne sont pas tout miel, mais ils ne sont pas non plus tendus comme le voudraient les Chinois. Par ailleurs, le Parti communiste français, dans sa politique d'accommodement avec les socialistes, veille à ne pas s'opposer à Moscou de façon ouverte et tranchée, mais à maintenir à son égard un certain statu quo, en un temps où il tend à se ranger aux côtés de la bourgeoisie française et à s'unir à elle.

Il en va autrement de la bourgeoisie espagnole. Dans l'après franquisme, le parti de Suarez, qui est au pouvoir, en collaboration avec les autres partis, est le représentant d'une bourgeoisie, qui a, elle aussi, ses traditions, mais des traditions plutôt de dictature fasciste. Cette bourgeoisie a connu pas mal de perturbations, qui ne lui ont pas permis d'établir la stabilité qu'a créée la bourgeoisie française, et après elle la bourgeoisie italienne. Actuellement, elle est en train de se redresser. Carrillo et son idéologie

révisionniste sont entraînés dans ce processus, qui est celui de la consolidation et du renforcement d'un régime capitaliste étroitement lié à l'impérialisme américain et qui cherche à se faire admettre dans l'OTAN, dans l'Europe unie, etc. Tout cela restreint donc le champ de manœuvre et de la bourgeoisie et du parti révisionniste espagnols; dans leur jeu avec Moscou, l'espace leur fait défaut.

L'eurocommunisme plaît également au Parti communiste chinois, à la fois comme idéologie et comme action pratique. Le Parti communiste chinois approuve aussi cette appellation et le contenu de la ligne de ces trois partis. La Chine, en tant qu'Etat, et le parti qui définit la ligne et la stratégie de cet Etat, définissent leur attitude suivant la conjoncture mondiale, qui est très fluctuante. Dans le groupement dit eurocommuniste, le Parti communiste chinois voit un adversaire idéologique de l'Union soviétique, qu'elle considère comme son ennemi numéro un.

C'est pourquoi la Chine, de même qu'elle appuie et soutient sans hésitation ni réserve toute force (sauf les marxistes-léninistes et les vrais révolutionnaires) hostile à l'Union soviétique, soutient et approuve aussi l'eurocommunisme. Le Parti communiste chinois a depuis longtemps établi des liens avec Carrillo, comme il s'emploie aussi actuellement à en nouer avec Berlinguer. Il a fait un premier pas dans ce sens en envoyant l'ambassadeur chinois à Rome assister comme représentant officiel du Parti communiste chinois au dernier congrès du Parti communiste italien. Et récemment Berlinguer a été reçu à Pékin. Sans aucun doute le P.C.C. nouera des liens du même genre avec le Parti révisionniste français. Ces liens iront graduellement croissant et se raffermissant. Et cela est inévitable du fait même de l'identité de leur stratégie et de la similitude de leurs tactiques. S'il y a quelque retard dans l'établissement d'étroits rapports entre eux, il est imputable à la Chine, qui hésite à trop s'avancer vers les partis eurocommunistes, de crainte d'irriter les hautes sphères de la bourgeoisie dominante de ces pays et principalement les partis de droite auxquels elle accorde la priorité et qu'elle tient pour ses alliés les plus proches. Les vrais partis marxistes-léninistes d'Europe et de tous les autres continents ne sont pas dupes des tactiques et des manœuvres des révisionnistes soviétiques, qui tendent à faire croire qu'ils seraient en opposition avec le prétendu eurocommunisme et auraient engagé la polémique contre lui. Ils ne pensent pas pouvoir trouver quelque faille entre eux. Sur le plan des principes, les révisionnistes n'ont pas de failles. En revanche, ils se sont divisés sur le plan tactique afin de mieux réaliser leur stratégie qui vise à la domination globale du révisionnisme moderne sur le prolétariat mondial. C'est pourquoi les partis marxistes-

léninistes dénoncent et combattent au même titre aussi bien le révisionnisme moderne soviétique que le yougoslave, le chinois et l'eurocommuniste. Et en cela ils ne se font ni ne doivent se faire aucune illusion.

### **III - L'IDEOLOGIE REFORMISTE ET L'OPPORTUNISME POLITIQUE, TRAITS FONDAMENTAUX DES PARTIS EUROCOMMUNISTES**

Comme nous venons de le voir, le révisionnisme moderne se manifeste sous divers courants et prend divers aspects, conformément aux conditions politiques, économiques et sociales concrètes de chaque pays ou groupe de pays. C'est ce qui s'est produit aussi avec les partis actuellement connus sous le nom de partis eurocommunistes Bien qu'ils représentent un courant distinct du révisionnisme moderne, le courant qui s'adapte le mieux aux intérêts de la bourgeoisie des pays capitalistes développés, comme le sont les pays d'Europe occidentale, les partis révisionnistes italien, français et espagnol présentent aussi quelques particularités.

#### **La Constitution de l'Etat bourgeois, base du «socialisme» togliattien**

Parlant de la «troisième voie» que constitue la stratégie nouvelle du révisionnisme eurocommuniste, Berlinguer dans son rapport «Pour le socialisme dans la paix et la démocratie...» présenté au XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.I., apporte certains éclaircissements plus complets sur ce que lui et ses camarades entendent par cette troisième voie. «Il s'agit, dit-il, d'une expression qui a fait fortune... que nous avons fini par adopter... Nous avons eu d'abord l'expérience de la II<sup>e</sup> Internationale, la première phase de la lutte du mouvement ouvrier pour sortir du capitalisme... Mais cette expérience... a fini par céder face à la Première Guerre mondiale et aux nationalismes.

«La deuxième phase, poursuit Berlinguer, s'est ouverte avec la révolution russe d'Octobre...» (E. Berlinguer, *Per il socialismo nella pace e nella democrazia in Italia e in Europa*, Rome, 1979, p. 38.) Mais là aussi, selon lui, il faut jeter un regard critique sur l'histoire et la réalité de l'Union soviétique, car cette expérience n'est pas valable. Et il en ressort que l'eurocommunisme inaugure maintenant la troisième phase. Il incombe au mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, déclare Berlinguer, de «trouver de nouvelles voies de progrès vers le socialisme et la construction du socialisme». (Ibid., p. 39.)

La voie permettant d'accéder à cette «société» est, selon les révisionnistes italiens, «la ligne définie par la constitution républicaine, en vue d'engager l'Italie dans la voie de sa transformation en une société socialiste fondée sur la démocratie politique». (*La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani*, Rome, 1979, p. 3.)

Les révisionnistes français, eux, ne pouvant présenter la constitution de de Gaulle comme une base de leur socialisme, du fait que, loin d'avoir participé à son élaboration, ils ont même voté contre, la passent sous silence, mais ne la renient pas dans la pratique.

Les révisionnistes italiens ont élaboré depuis longtemps l'idée de l'accession au «socialisme» à travers la constitution bourgeoise. Dès 1944, Togliatti déclarait dans ses discours que les temps avaient soi-disant changé, qu'avait changé la classe ouvrière et que par conséquent avaient également changé les chemins de la prise du pouvoir. Il entendait dire par là que «le temps des révolutions était passé et qu'était venu le moment des évolutions», que l'«on ne pouvait prendre le

pouvoir que par la voie réformiste, par la voie parlementaire, par le vote».

Plus tard, à la réunion du C.C. du P.C. italien du 28 juin 1956, au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Togliatti disait qu'«il convient d'envisager un progrès socialiste qui puisse justement se développer sur le terrain que définit et prévoit la constitution et qui est le terrain des libertés démocratiques et des transformations sociales progressistes... Cette constitution n'est pas encore une constitution socialiste, mais étant l'expression d'un large mouvement unitaire, rénovateur, elle diffère profondément des autres constitutions bourgeoises, elle représente une base efficace du développement de la société italienne dans la voie qui mène au socialisme».

Que la constitution italienne diffère par exemple de la constitution de l'époque de la monarchie et du fascisme, qu'elle comporte une série de principes démocratiques, cela est compréhensible, car ces principes ont été imposés par la lutte de la classe ouvrière et du peuple italien contre le fascisme. Mais il n'y a pas que la constitution italienne qui contienne de tels principes. Après la Seconde Guerre mondiale, dans tous les pays capitalistes d'Europe la bourgeoisie s'efforça, à des degrés divers, de prendre la classe ouvrière par le flanc en lui accordant certains droits sur le papier, mais en les lui niant dans la pratique.

Les libertés et les droits que prévoit la constitution italienne sont des libertés et des droits formels, violés chaque jour par la bourgeoisie. Elle prévoit, par exemple, une certaine limitation de la propriété privée, mais cela n'a pas empêché les Fiat et Montedison de continuer à s'enrichir et leurs ouvriers de s'appauvrir toujours plus. La constitution prévoit entre autres le droit au travail, mais cela n'empêche ni les patrons capitalistes ni leur Etat de jeter sur le pavé quelque deux millions d'ouvriers. La constitution garantit une série de droits démocratiques, mais cela n'empêche ni l'Etat italien, ni les carabinieri, ni la police d'agir presque ouvertement, en vertu même des droits garantis par la constitution, pour mettre sur pied un mécanisme prêt à instaurer un régime fasciste. Divers commandos fascistes, depuis ceux d'extrême-droite jusqu'à ceux qui s'intitulent «brigades rouges» et aux terroristes de la place Fontana, trouvent eux aussi leur justification dans la constitution italienne.

Penser, comme le font les togliattiens, que la bourgeoisie italienne a élaboré sa constitution bien connue pour conduire la société au socialisme, est une pure absurdité. La constitution italienne, comme les autres lois fondamentales dans les pays bourgeois, sanctionne le pouvoir politique,

législatif et exécutif sans partage, de la bourgeoisie dans le pays, elle sanctionne le maintien de la propriété et de son pouvoir en vue de l'exploitation des masses travailleuses. Elle confère des bases légales aux organes de répression afin qu'ils restreignent la liberté et la démocratie du peuple, et exercent leur oppression et domination sur tous et sur tout. Quelques «belles» paroles comme liberté, égalité, fraternité, démocratie, justice, etc. ; peuvent bien figurer deux cents ans dans une constitution, mais elles ne seront pas traduites dans les faits même dans deux mille ans si la bourgeoisie capitaliste n'est pas renversée, et ses constitutions et ses lois avec elle.

La constitution existante est la bible des révisionnistes italiens et la bourgeoisie n'aurait pu trouver de meilleurs avocats pour assurer sa défense ni de plus zélés propagandistes pour en faire l'éloge. L'ardeur que les révisionnistes italiens mettent à défendre la constitution de leur Etat capitaliste, témoigne qu'ils ne peuvent



concevoir aucun autre système social en dehors de la société bourgeoise existante, en dehors de ses institutions politiques, idéologiques, économiques, religieuses et militaires. A leurs yeux, le socialisme et l'actuel Etat capitaliste italien sont la même chose. L'opportunisme dans lequel les chefs de file du parti révisionniste italien ont été engendrés et ont grandi, leur a obscurci la vue, leur a bouché tous les horizons. Les révisionnistes italiens sont devenus les gardiens de l'ordre capitaliste. Ils vont jusqu'à présenter ce rôle comme un mérite, et en font même mention dans leurs documents. «... en ces trente années, lit-on dans les thèses du XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.I., le parti communiste a suivi une ligne cohérente de défense des institutions démocratiques (lire : bourgeoises) ; la ligne de l'organisation et du développement de la vie démocratique parmi les masses des travailleurs et des citoyens, des luttes pour les libertés individuelles et collectives, pour le respect et l'application de la constitution. Le P.C.I. a appliqué cette politique à travers la recherche incessante de l'unité avec le P.S.I. [*Parti socialiste italien.*], avec les autres forces démocratiques, laïques, catholiques et à travers la recherche de toute convergence possible — tout en luttant à l'opposition — même avec la démocratie-chrétienne **afin d'éviter la rupture du cadre démocratique constitutionnel.**» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.) On ne peut donc être plus clair. On ne peut donner de plus évident témoignage de fidélité servile à la bourgeoisie. «Eviter la rupture du cadre démocratique constitutionnel» signifie éviter le renversement de l'ordre bourgeois existant; éviter la révolution, éviter le socialisme. Qu'est-ce que la bourgeoisie peut demander de plus aux révisionnistes ?

Depuis près de trente-cinq ans, la bourgeoisie italienne, les révisionnistes, l'Eglise et d'autres mystifient le peuple italien en lui disant que la vie difficile, la misère, l'exploitation féroce dont il souffre, la corruption, le terrorisme et toutes les autres plaies sociales qui caractérisent l'Italie, sont le résultat de «la non-application conséquente de la constitution». Or la situation en Italie a été et reste misérable du fait non pas de la non-application de la constitution, mais du système même que cette constitution défend. La situation actuelle est le résultat de toute l'évolution du pays après la guerre.

L'Italie qui connut tous les maux du régime monarchique de la maison de Savoie, qui éprouva sur son dos les horreurs du régime fasciste, la misère économique et la dégénérescence morale et politique qu'apporta ce régime, qui subit les dévastations de la Seconde Guerre mondiale, sortit de la guerre économiquement ruinée et s'enfonça dans une grave crise politique, morale et sociale, qui persiste encore de nos jours.

Après la guerre donc, l'Italie fut convertie en un chaos, et en même temps en un cirque, où le rôle des saltimbanques et des clowns était joué par de nouveaux hiérarques affublés de l'habit des partis reconstitués sous des appellations «brillantes», comme socialiste, social-démocrate, démocrate-chrétien, libéral, communiste, etc. Un parti se posait en continuateur du parti de Gramsci, un autre de Dom Sturzo, un autre de Croce, un autre encore de Mazzini. De pays du silence et de la bouche close qu'elle était à l'époque du fascisme, l'Italie est devenue le pays traditionnel du vacarme assourdissant.

Si le capital américain a mis un pied dans divers pays d'Europe, en Italie il a mis les deux. Et cela c'est produit parce que la bourgeoisie de ce pays est la plus dégénérée, la plus cosmopolite, la plus apatride, la plus corrompue à tous égards. Les démocrates-chrétiens n'ont cessé de tenir en main les rênes de l'Etat italien.

Les autres partis bourgeois cherchent eux aussi à avoir leur part dans ce marché, où tout se vend en gros ou au détail, même l'Italie. Les si fréquents changements de gouvernement sont justement l'expression de cette lutte pour le pouvoir, de la concurrence et de la rivalité entre les divers partis. Si ces changements ont lieu, le parti démocrate-chrétien, lui, demeure, et il se taille toujours la part du lion. Les démocrates-chrétiens se sont montrés d'adroits équilibristes dans la formation de gouvernements, en dosant soigneusement ce qu'ils concèdent à leurs rivaux pour donner l'impression tout à la fois qu'ils sont et ne sont pas les maîtres incontestés du pays. Ainsi ils mettent sur la scène tantôt le «centre gauche», tantôt le «centre droit», tantôt un cabinet «monocolore», tantôt «bicolore». Ce ne sont là que tours de passe-passe pour faire croire qu'ils recherchent soi-disant une solution au chaos, à la misère, à la faim, au chômage, à la terrible crise générale qui accable le pays.

Actuellement en Italie fleurissent tous les crimes. Le néo-fascisme s'y est organisé en parti parlementaire et dispose de groupes de terroristes et d'éléments de choc sans nombre, que les Italiens appellent les «agneaux» du secrétaire général du parti fasciste Almirante. La mafia criminelle a planté ses griffes partout et les crimes, les vols, les meurtres et les enlèvements sont érigés en industrie sophistiquée. Aucun Italien n'est sûr du lendemain. L'armée, les carabinieri et les organismes de la police secrète sont gonflés à tel point qu'ils asphyxient le pays. Leurs effectifs ont soi-disant été accrus pour assurer la défense du peuple et de l'«ordre démocratique» contre les «brigades» d'extrême-gauche ou d'extrême-droite. Mais la vérité est que sans ces organismes on ne peut défendre les grands brigands et assassins qui occupent des fauteuils du parlement ou font partie des états-majors de l'armée, de la police, etc.

Dans le même temps, l'Italie est obérée, et sa monnaie est la plus faible de celles des pays d'Europe occidentale. On la qualifie aujourd'hui de «malade» des Neuf. Personne n'a confiance en cette Italie avec son régime pourri, en cette Italie qui peut évoluer dans une voie néfaste non seulement pour le peuple italien, mais aussi pour ses voisins.

Les divers gouvernements italiens pour ne rien dire de la période du fascisme mussolinien, ont généralement, de façon ouverte ou camouflée, adopté des attitudes inamicales à l'égard de l'Albanie. Les traîtres réactionnaires albanais qui se sont enfuis à bord des bâtiments anglais, ont débarqué en Italie, s'y sont regroupés et y ont été organisés par les gouvernements d'après-guerre, par le Vatican, cet ennemi éternel de l'Albanie, ainsi que par les Anglo-Américains, pour agir contre l'Albanie nouvelle. Au cours des premières années qui ont suivi la Libération, notre peuple a dû mener une âpre lutte contre les agents de subversion envoyés chez nous d'Italie. Et l'on sait quelle fut leur fin. Mais le sort des autres n'a pas été meilleur. Une partie des traîtres albanais en fuite se fixèrent en Italie, les autres se dispersèrent aux Etats-Unis, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne fédérale et dans plusieurs autres pays, où ils furent envoyés par les services d'espionnage impérialistes.

Voyant que leur action de subversion était sans effet contre l'Albanie nouvelle, les divers gouvernements italiens adoptèrent, sur le plan politique, une attitude «je-m'en-fichiste» à l'égard de notre pays. Il est vrai que des relations diplomatiques ont été établies entre nos deux pays, mais les autres rapports sont restés très restreints. Les divers gouvernements italiens n'ont jamais montré la moindre bonne volonté pour les développer. Jamais, aucun de ces gouvernements n'a

condamné publiquement l'action barbare de Mussolini contre l'Albanie. Par contre, ils ont eu soin de faire exhumer les restes des soldats italiens tués par nos partisans au cours de notre Lutte de libération nationale et de les ramener en Italie, pour les consacrer comme des «héros qui s'étaient battus pour la grandeur de l'Italie» et leur rendre hommage chaque année.

La presse italienne dans son ensemble publie rarement quelque chose de positif sur l'Albanie. Déformant la réalité, elle s'est signalée parmi toute la presse mondiale pour son attitude dénigrante envers notre pays.

Les positions des révisionnistes italiens à cet égard ne se distinguent guère de cette attitude de la presse et des gouvernants italiens. En 1939, les dirigeants du Parti communiste italien regardèrent de loin les armées fascistes s'en aller ravir sa liberté à un petit peuple voisin. Ils ne se montrèrent même pas à la hauteur des socialistes italiens, qui avaient, eux, condamné l'impérialisme de leur pays, lors de la bataille de Vlore, en 1920. Après la guerre non plus, les principaux dirigeants du Parti communiste italien n'ont pas daigné venir en Albanie condamner les crimes du fascisme et exprimer leur solidarité envers le peuple albanais si cruellement éprouvé pendant la guerre et qui avait lutté héroïquement contre le fascisme italien.

Le Parti communiste italien a lutté et lutte pour dépouiller ses membres et le prolétariat italien de l'esprit révolutionnaire, pour alimenter en eux l'idée de la réconciliation de classe et annihiler la notion de la prise violente du pouvoir en l'arrachant des mains des capitalistes. Ce n'est qu'un parti social-démocrate comme les autres, mais qu'on a laissé dans l'opposition et qu'on n'accepte pas dans la ronde, parce qu'il a fait naguère partie de la III<sup>e</sup> Internationale et que la bourgeoisie attend apparemment de lui de meilleures preuves.

L'Etat bourgeois «démocratique» italien accorde des milliards de lires à titre de subvention au Parti communiste italien, comme à tous les autres partis parlementaires. Mais le parti révisionniste reçoit aussi d'autres revenus qui lui viennent de sociétés commerciales, ou sous forme de «courtages». Il a son aristocratie et sa plèbe. Les aristocrates, ce sont les députés, les sénateurs, les maires et les conseillers municipaux ainsi que les fonctionnaires permanents.

Les idées de Togliatti, la ligne social-démocrate, l'écart manifeste par rapport au marxisme-léninisme ont été codifiés par le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste italien qui s'est tenu en 1962. Togliatti était un intellectuel réformiste et il le resta jusqu'à la fin de sa vie, jusqu'au «Testament de Yalta», où il se prononça pour le «polycentrisme», le «pluralisme» des partis dans la prétendue marche au socialisme, pour la «liberté de conscience», de «parole», pour les «droits de l'homme», etc. Voilà quelle était la voie de ce qu'on appelle le «socialisme italien».

Le X<sup>e</sup> Congrès présenta la «voie italienne au socialisme» comme une voie originale, comme un nouveau développement du marxisme, comme le dépassement des enseignements de la Révolution d'Octobre et de toute l'expérience des précédentes révolutions socialistes. En vérité, c'était là la voie des «réformes de structure», la voie révisionniste, opportuniste, adoptée de façon à se conformer aux besoins et à la situation du capital monopoliste italien.

Selon la «théorie» des «réformes de structure», on irait au socialisme à travers des réformes graduelles que l'on arracherait au capital monopoliste par des moyens pacifiques. Ces réformes graduelles se feraient uniquement par la voie

parlementaire, par le pouvoir du vote, sans égard au fait que les monopoles capitalistes détenaient les richesses du pays et les armes et avaient à la fois la haute main sur le parlement et l'administration. Selon les révisionnistes italiens, les «réformes de structure sociales et économiques» qui sont soi-disant réalisables dans le cadre de l'Etat bourgeois, «élimineront l'exploitation et les inégalités de classe, conduiront... à un dépassement progressif de la division entre gouvernants et gouvernés, à une entière libération de l'homme et de la société». (La politica e Vor-gardzzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.)

Les révisionnistes italiens ont glissé totalement vers les positions du trade-unionisme et de la social-démocratie. Ils limitent la lutte des travailleurs aux seules revendications économiques et démocratiques, et pensent que l'on peut parer aux conséquences de l'ordre capitaliste sans toucher à celui-ci. Mais l'histoire a prouvé que c'est là une utopie, car les conséquences ne peuvent être éliminées si les causes mêmes inhérentes au système capitaliste ne sont pas éliminées. A l'heure actuelle, les chefs de file révisionnistes italiens eux-mêmes admettent le passage manifeste aux positions de la social-démocratie, en se vantant même d'avoir accompli ce pas «historique». Au dernier congrès du Parti communiste italien, Ingrao, ancien président du parlement italien et membre de la direction de ce parti, a déclaré : «Nous avons beaucoup à apprendre de la social-démocratie.» Il est vrai que, dans la révision du marxisme-léninisme et la lutte contre la révolution, les chefs de file du parti révisionniste italien sont encore des novices par rapport aux vieux maîtres sociaux-démocrates. Mais ils peuvent leur être comparés dans leur zèle effréné à servir inconditionnellement et servilement la bourgeoisie.

Les révisionnistes italiens peuvent bien prêcher jour et nuit, ils peuvent s'égosiller à discourir sur toutes les places et prier dans toutes les églises de l'Italie, mais ils ne pourront jamais réaliser leurs rêves réformistes de passage au socialisme à travers le parlement, la constitution et l'Etat bourgeois lui-même.

Le prolongement de la ligne des «réformes de structure» de Togliatti s'est maintenant traduit par le «compromis historique» avec la bourgeoisie, proclamé par Berlinguer. Ce slogan dont se gargarise la direction révisionniste italienne, a été lancé précisément au moment où l'Etat bourgeois capitaliste italien connaît une crise très profonde. Par le «compromis historique», le Parti communiste italien offre à la démocratie chrétienne, cette représentante du grand capital et de la haute hiérarchie ecclésiastique, sa collaboration afin de l'aider à sortir de cette situation et de sauver cet Etat.

Le «compromis historique» de Berlinguer fait suite aux anciennes orientations du Parti communiste italien, qui réclama, au lendemain de la guerre, sa participation au pouvoir bourgeois et son unification avec les socialistes de Nenni. C'est là le prolongement de son flirt connu avec Alcide de Gasperi, l'ancien chef des démocrates-chrétiens, c'est la main de Togliatti et de Longo tendue aux catholiques. De tactique qu'elle était, Berlinguer a fait de cette orientation une stratégie. Le «compromis historique», proposé par le Parti communiste italien, est l'ancienne politique libérale qui est toujours allée à l'Italie comme un gant. *[En français clans le texte.]*

Le «compromis historique» de Berlinguer était à la fois une tentative et une espérance née à la lumière des événements du Chili. Voyant que le socialiste Allende n'a pu se maintenir au pouvoir sans la collaboration du Parti démocrate-chrétien

de Frei, les révisionnistes italiens ont pensé qu'ils ne pouvaient ni accéder au pouvoir ni s'y maintenir sans l'appui et la collaboration des démocrates- chrétiens. La peur de la restauration du fascisme avec l'aide de l'impérialisme américain les a amenés à reculer et à faire de grandes concessions sur le plan des principes comme sur le plan pratique, à abandonner même la position tant soit peu indépendante qu'ils observaient lorsqu'ils espéraient obtenir la majorité parlementaire et gouverner de concert avec une coalition de gauche. Dès lors et pour éviter qu'en Italie ne se renouvellent les événements du Chili, ils ont accepté de jouer un rôle secondaire, de subordonné, dans une coalition non plus de gauche, mais de droite avec les démocrates-chrétiens.

Lorsque le Parti communiste italien lança le slogan du «compromis historique», l'Italie donnait l'impression qu'elle était en passe de se transformer en un puissant pays industriel. A cette époque, le «compromis historique» était une «stratégie» à long terme non seulement aux yeux de la réaction mais aussi des «communistes» italiens eux-mêmes. Mais vint la crise et le fascisme se releva, se fit menaçant ; les attentats à la bombe, les meurtres et les enlèvements devinrent courants. Le «compromis historique» apparut plus actuel, il sembla plus raisonnable à la fois à une partie de la bourgeoisie et à une partie des démocrates-chrétiens. Aldo Moro, entre autres, représentait ce courant, mais il a été liquidé, car les démocrates-chrétiens, en dépit des pertes qu'ils ont subies aux élections, ne sont pas encore prêts de passer ce compromis.

Dans la conjoncture actuelle de la crise, les démocrates-chrétiens ont fini par trouver quelques méthodes et formes de coordination de leurs actions avec les «communistes» sur certaines questions, soit au niveau des syndicats soit au niveau des partis, mais malgré tout ils ont peur même d'un parti communiste italien à l'eau de rose. *[En français dans le texte.]*

Le capital monopoliste italien acceptera-t-il la main que lui tend le Parti communiste italien ? Il demande aux révisionnistes de soutenir le gouvernement au parlement, de voter pour ses programmes et ses lois, d'entrer dans la «majorité parlementaire», dans la «majorité gouvernementale», sans pour autant faire partie du gouvernement, ni participer au pouvoir, ni pénétrer dans les centres de décision politique pour la direction du pays. De leur côté, les Etats-Unis se sont prononcés contre la présence des révisionnistes européens dans les gouvernements des pays membres de l'OTAN. Et la bourgeoisie italienne exécute cet ordre de ses patrons.

Chaque fois qu'ont lieu des élections parlementaires le Parti communiste italien se trouve devant un grand dilemme. Il ne sait pas ce qu'il fera s'il obtient un plus grand nombre de voix que les démocrates-chrétiens. Berlinguer, timoré, s'en tient à la formule que de toute manière il convient de former un gouvernement élargi comprenant tous les partis de l'«arc démocratique» afin de procéder à certaines réformes, bien entendu dans le cadre d'une «démocratie pluraliste», et sans que l'Italie se retire de l'OTAN.

Et pourquoi Berlinguer développe-t-il cette perspective ? Parce que c'est là la ligne révisionniste du Parti communiste italien, qui a peur d'assumer ses responsabilités devant la crise et la faillite du système bourgeois, lequel ne peut être guéri par des réformes. D'autre part, le Parti communiste italien redoute aussi la masse des ouvriers et des travailleurs d'Italie qui, au cas où ce parti l'emporterait, réclameront

non pas la collaboration avec le patronat mais la prise du pouvoir. Le Parti communiste italien ne souhaite ni ne permettra jamais que se crée une situation pareille. Mais la bourgeoisie monopoliste américaine et italienne ne la souhaite pas non plus, et elle fera l'impossible pour éviter que cette situation ne s'instaure.

Peut-être si le Parti communiste italien l'emporte aux élections, un compromis antihistorique sera-t-il passé au début, mais ce «compromis» sera éphémère ; juste pour calmer l'opinion, le temps de serrer la vis. Le capital ne dépose jamais les armes, il faut les lui arracher de vive force. Le Parti communiste italien n'est pas de ces partis qui vont à la révolution. Il n'a jamais été pour l'instauration d'une société socialiste en Italie, pas plus pour aujourd'hui que pour demain, ni même pour un plus lointain avenir.

### **Les successeurs de Proudhon en France**

Depuis longtemps déjà, Togliatti et ses disciples italiens ont élaboré en théorie les «voies» menant à la «nouvelle société socialiste» que prônent les eurocommunistes. Mais actuellement ce sont les révisionnistes français qui tiennent des discours «philosophiques» prétentieux, cherchant à rattraper le temps perdu et à se poser en porte-drapeau, en interprètes et en législateurs de l'eurocommunisme. Et précisément ce rôle qu'ils ont assumé les couvre de ridicule et les démasque toujours plus aux yeux de la classe ouvrière de leur pays et des travailleurs du monde entier.

Georges Marchais a adopté avec zèle les élucubrations de Roger Garaudy qui faisait, idéologiquement, la loi dans le Parti communiste français du temps de Thorez, et qui allait par la suite en être exclu. Garaudy s'efforçait de «démontrer» que le prolétariat n'existe soi-disant plus dans les pays capitalistes développés, qu'il a été porté au niveau des employés de l'administration, des ingénieurs et des techniciens, lesquels, selon lui, sont tous exploités de la même façon. Actuellement, Georges Marchais a fait sienne cette théorie, et il est même allé plus loin. Tout le monde, non seulement la classe ouvrière et tous les travailleurs, mais aussi la bourgeoisie, voire même l'armée et la police, serait pour le «socialisme» qu'il prône. Il ne fait que ressasser dans ses discours qu'ils veulent tous aller au socialisme, mais qu'ils n'en sont empêchés que par les vingt-cinq familles qui constituent la force du capital en France.

«Comment est-il possible, s'étonne Marchais, que nous, la grande force que nous sommes, ne puissions dire notre mot et renverser la caste au pouvoir ?» Et il répond à sa propre question en disant que la France n'a besoin que de réformes économiques et politiques pour aller au socialisme. Il considère la victoire sur le capital comme un objectif facilement accessible, il s' imagine qu'il suffit pour cela de quelques palabres, de gonfler ses joues et de souffler dessus pour le renverser. La voie que prônent les révisionnistes français peut être n'importe quoi sauf la véritable voie au socialisme.

Marchais compare et identifie les représentants du pouvoir actuel en France à l'aristocratie française d'avant l'avènement au pouvoir de la bourgeoisie voilà bientôt deux siècles, et il dit à propos de ses dirigeants «ces princes qui nous gouvernent». Mais les révisionnistes français ne se tiennent pas même sur les positions des hommes qui ont fait la révolution bourgeoise française de 1789. On sait que cette révolution décapita le roi, la reine et tous les «princes» qui gouvernaient alors la France. La bourgeoisie progressiste de l'époque ne se borna pas à renverser la monarchie et la féodalité, elle mena la révolution plus avant, décapitant aussi tous

les chefs de file des fractions réactionnaires de la bourgeoisie naissante: les Feuillants, les Vergniaud et les Danton. Cette révolution atteignit son point culminant avec la dictature jacobine conduite par Robespierre, que la réaction bourgeoise mena à la guillotine.

Marchais qualifie le prince Poniatowski, l'ancien ministre de l'Intérieur de Giscard d'Estaing, de Versaillais, mais lui-même oublie la Commune de Paris, qui lutta les armes à la main contre Thiers et les Versaillais. «Les communards sont montés à l'assaut des cieux», dit Marx, alors que Marchais, par ses théories révisionnistes, livre aux Poniatowskis une guerre en dentelles. [*En français dans le texte.*]

Les dirigeants du Parti révisionniste français s'efforcent d'expliquer les «raisons profondes» du déclin de la France. «Depuis 1976, lit-on dans les thèses du XXIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., le taux d'inflation s'est pratiquement maintenu à son niveau élevé ; le chômage s'est accru de près de 30 % ; le pouvoir d'achat des travailleurs a régressé ; la croissance économique est quasiment stoppée... Austérité, chômage, surexploitation des travailleurs s'accompagnent d'une augmentation des profits capitalistes... La France, qui possède une économie industrielle diversifiée, en voit aujourd'hui démanteler des branches entières comme la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, la chaussure, la machine-outil, etc. Le nombre de travailleurs occupés dans l'industrie a baissé de plus de 500 000.» (Cahiers du communisme, juin-juillet. Paris. 1979. pp. 361, 363.) Tout ce qui se dit là sur la situation en France est connu. Le problème ne consiste pas à constater la grave situation de l'économie et des travailleurs français, mais à la changer.

Marx ne s'est pas contenté de faire le diagnostic de la société capitaliste, il a aussi défini la voie à suivre pour la renverser. Les révisionnistes modernes ont abandonné cette voie scientifique et ne font que discourir pour tromper le parti et la classe ouvrière et leur faire croire qu'ils s'intéressent à leur condition.

Les révisionnistes français parlent aussi de la crise aiguë que connaît aujourd'hui le monde capitaliste.

«La crise actuelle dans les pays capitalistes, dit Georges Marchais, est internationale... une crise qui est en définitive la crise de leur système d'exploitation, de domination et de pillage des travailleurs et des peuples.» (Ibid., pp. 356, 358.) Fort bien, mais comment pense-t-il mettre à profit ce moment crucial que traverse non seulement la France, mais le monde entier ? En livrant quel genre de lutte ? En livrant une lutte de classe ou par des discours ? Espère-t-il vraiment, par ses seuls discours, réussir à liquider la bourgeoisie monopoliste française qui opprime le prolétariat et les travailleurs de France au moyen de cette armée et de cette police, qu'il croit avoir de son côté ? Non, il fait de la démagogie, un peu «pour la galerie», un peu pour ne pas effrayer le patronat.

Les révisionnistes de ce genre se fondent sur les pseudo-théories qu'ils ont inventées eux-mêmes et selon lesquelles la situation aurait maintenant mûri au point qu'il ne serait plus nécessaire de recourir à la révolution et à la dictature du prolétariat pour construire la société nouvelle, socialiste. Aujourd'hui, à les entendre, chaque classe de la société, voire même chaque individu, pense en socialiste. Selon eux, le socialisme aurait pénétré si profondément dans la conscience des gens qu'il s'est identifié à cette conscience. «Le socialisme, est-il dit dans la résolution adoptée par le XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français, se réalise déjà, et se réalisera bien plus encore dans une grande diversité de formes.» (Cahiers du communisme, juin-juillet, Paris, 1979, p. 371.) Ces pseudo-théories ont pour but de

persuader les travailleurs que ce que Lénine a fait par la révolution et le sang versé, a maintenant, et cela même sous l'oppression féroce du capital, été réalisé sans la révolution, sans la violence.

Les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français s'efforcent de convaincre les ouvriers que l'homme de la société actuelle en France, en Europe et dans le monde, a fini par comprendre que la société industrielle n'est plus une société fondée sur le profit capitaliste. C'est là une théorie absolument fausse, car le capital monopoliste qui domine dans cette société ne recherche plus seulement le profit, mais le maximum de profit. Georges Marchais parle également de l'exportation des capitaux, mais il ne dit pas que cette exportation est un moyen d'exploitation barbare des travailleurs, non seulement des métropoles, mais aussi des pays arriérés ou en développement. L'exportation des capitaux est devenue aujourd'hui le trait fondamental du néo-colonialisme.

Georges Marchais va jusqu'à prétendre que dans la conjoncture actuelle «l'impérialisme est obligé de chercher de nouvelles solutions internationales qui répondent aux besoins des peuples». Comme cet impérialisme est humanitaire, qui s'inspire des besoins des peuples dans son action ! Mais l'impérialisme demeure ce qu'il est, et il ne peut être modifié par des palabres et des analyses de sophistes. En prônant de telles thèses, les révisionnistes eurocommunistes français ne font rien d'autre qu'aider l'impérialisme en le fardant, en propageant et en entretenant l'illusion que celui-ci souhaite recréer un monde nouveau. Au XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., Marchais, dans toute une tirade, est allé jusqu'à dire que l'accusation portée contre les révisionnistes français comme quoi ils veulent éliminer les riches, est sans fondements. Considérant ces dires comme une calomnie, il affirme ouvertement qu'ils veulent que la propriété privée existe, que la moyenne bourgeoisie avec toutes ses propriétés existe, que la paysannerie pourvue de terre existe ; ils veulent seulement que les richesses communes de l'Etat soient nationalisées et administrées par le peuple lui-même. Et la social-démocratie aussi soutient ces mêmes structures capitalistes que défend Marchais. En l'occurrence, il a raison de se fâcher contre ceux qui l'accusent de ne pas être à cent pour cent fidèle à la bourgeoisie, à l'exemple de ses frères sociaux-démocrates.

Au début de 1979, Georges Marchais écrivait : «Nous voulons une démocratie sociale, une démocratie économique, une démocratie politique, et nous voulons aller plus loin, jusqu'à une transformation radicale des rapports sociaux qui permette au peuple de France de vivre sous un socialisme démocratique, autogestionnaire.» (L'Humanité, 13.2.1979.) Marchais apparaît donc ici comme un successeur de Tito, qui a appliqué en Yougoslavie précisément les théories anarcho-syndicalistes de Proudhon et de Bakounine sur l'autogestion ouvrière», que Marx et, plus tard, Lénine ont sévèrement critiquées. A présent, Georges Marchais, revêtant l'habit du marxisme «créateur», sans cependant jamais «daigner» évoquer les thèses des grands maîtres du marxisme, n'ose pas soutenir ouvertement les vues antimarxistes de Proudhon et avouer qu'il est son adepte. Mais en réclamant l'«autogestion», il ne fait rien d'autre que de développer, en en modifiant les termes, la théorie petite-bourgeoise de Proudhon.

Les dirigeants du Parti communiste français parlent beaucoup des salaires et soulèvent le problème de la lutte réformiste à mener pour obtenir leur augmentation. Il faut accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, disent-ils, en donnant plus à ceux qui reçoivent moins. Il faut intensifier les mesures pour réduire les inégalités dans les revenus et les rétributions. Il faut comprimer, de bas en haut, la hiérarchie des salariés. Si les révisionnistes soulèvent ces problèmes,



c'est parce qu'à l'époque actuelle l'augmentation des salaires est une revendication générale des masses.

Georges Marchais s'étonne que soit toléré un état de choses où les travailleurs et les personnes âgées n'ont pas les moyens de vivre décemment, de se faire entendre à la radio et à la télévision. Il leur faut à tout prix, affirme-t-il, acquérir tous ces droits. «Mon parti a lutté et lutte pour l'augmentation des salaires, la réduction des impôts, pour un parlement qui ne soit pas ce qu'il est actuellement, c'est-à-dire soumis aux conditions intolérables de fonctionnement qui lui ont été imposées et avec des prérogatives tronquées.» Les révisionnistes français, en réduisant la lutte de la classe ouvrière aux seules revendications quotidiennes, laissent dans l'oubli les enseignements de Marx, qui a expliqué comment le salaire masque l'exploitation des ouvriers par les capitalistes, qui s'approprient une partie du travail des ouvriers et précisément leur travail non rémunéré qui crée la plus-value pour le capitaliste. Intentionnellement, ils n'évoquent pas la pensée de Marx, selon lequel la solution de ce

problème ne réside ni dans l'augmentation ni dans le nivellement des salaires, comme le croyait Proudhon, ce réformiste classique. Marx disait que réduire la lutte de la classe ouvrière uniquement à la lutte pour les salaires, c'est seulement chercher à prolonger l'esclavage des salariés. Seule la suppression définitive de l'exploitation des ouvriers salariés, affirme Marx, apporte une solution juste et radicale à ce problème.

Les révisionnistes français laissent dans l'ombre la théorie de Marx relative au caractère social de la production et au caractère capitaliste privé des moyens de production sous le capitalisme, aux rapports de production entre les classes. A dessein, ils oublient qu'il existe en ces questions des intérêts opposés de classes qui sont constamment en lutte entre elles pour changer le caractère de la propriété. A l'instar des théoriciens de l'économisme, ils traitent ces problèmes, en général, comme des questions purement économiques. Leur «théorie» n'est pas la théorie de Marx, mais la «théorie» des déviationnistes venus après Marx. Marchais réduit la mission et la lutte du prolétariat à une lutte pour les droits économiques et non pas pour le renversement du pouvoir du capital. Dans le «Manifeste du Parti communiste», Marx lançait l'appel «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» Pourquoi ? Pour faire la révolution. Alors que Marchais déclare : Ouvriers, paysans, bourgeois, policiers, soldats et officiers, unissez-vous... pour des réformes ! Les révisionnistes français considèrent la notion de «prolétariat» comme une notion romantique, relevant de la poésie.

Les révisionnistes français, au lieu de lutter pour que le prolétariat prenne la tête de la révolution et s'allie étroitement aux masses citadines et rurales, s'évertuent à le fondre dans un «autre bloc historique», dans «l'union de la gauche», comme ils appellent la collaboration avec les partis bourgeois, ou dans le «compromis historique», comme la qualifient les révisionnistes italiens.

Les révisionnistes français développent cette théorie sur les alliances en partant de leur point de vue selon lequel, dans l'ordre capitaliste actuel, les ouvriers «voient leurs conditions de vie s'améliorer» et «le prolétariat, dans le vrai sens du terme, tend à disparaître». C'est là la thèse du révisionniste Garaudy, qu'ils ont tort de maintenir exclu du Parti communiste français. Qu'il en fasse partie ou non, cela ne change rien, du moment que les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français acceptent aussi les partis bourgeois dans leur danse vers socialisme. C'est là que végètent également Garaudy

et consorts. La direction révisionniste française a critiqué et expulsé Garaudy du parti non pas à partir de positions de principe, mais parce qu'il s'est manifesté prématurément et qu'il a hissé le drapeau de la «nouvelle ligne», ce qui, hiérarchiquement, incombait à Marchais et autres leaders d'un rang supérieur au sien. Aujourd'hui aussi, cette direction agit de la même manière envers Elleinstein et Althusser, qui demandent que l'on avance plus rapidement dans la voie révisionniste. Mais sans aucun doute la direction du Parti communiste français ne tardera pas à se réconcilier et à s'unir non seulement avec Garaudy et Elleinstein, mais aussi avec Mitterrand, Rocard et tous les sociaux-démocrates. Qu'ils parviennent à le faire au début par une «union de la gauche», un «programme commun» ou sous quelque autre forme, peu importe. Du moment qu'existent des vues et des objectifs communs, le reste viendra tout seul.

Les révisionnistes, en général, et les révisionnistes français, en particulier, se prononcent dans leurs théories contre la gestion de l'économie par l'Etat en régime socialiste. «Nous luttons aujourd'hui, dit Marchais, contre cet autoritarisme, ce centralisme étouffant... Nous voulons au contraire que les entreprises nationalisées disposent de l'autonomie de gestion... que les travailleurs — ouvriers, employés, ingénieurs et cadres — y participent de plus en plus activement. De même, nous voulons que les communes, les départements et les régions deviennent de véritables centres de décision et de gestion démocratique.» (Le socialisme pour la France, Paris. 1976, pp. 84-35.) Ces vues des révisionnistes et du Parti communiste français concordent entièrement avec la ligne de «l'autogestion» yougoslave et le fédéralisme de Proudhon, lequel affirmait qu'«il ne doit exister qu'une seule démocratie industrielle, une anarchie positive. Quiconque dit liberté, dit fédéralisme, ou ne dit rien, quiconque dit république, dit fédéralisme ou ne dit rien, quiconque dit socialisme, dit fédéralisme, ou ne dit rien». Donc, pour Proudhon, le principe du fédéralisme est applicable à l'économie comme à la politique. Georges Marchais ne définit peut-être pas ces questions dans les mêmes termes que

Proudhon, mais, lorsqu'il parle de son «socialisme démocratique», il dit : «Nous voulons une société heureuse, fondée sur la justice et la liberté», etc. ; et il se demande s'il est raisonnable que les ouvriers soient opprimés pour des aspirations si simples et que ces aspirations demeurent un rêve.

Proudhon réclamait la démocratie et la liberté, et, selon lui, celles-ci pouvaient être conquises très aisément, arrachées très facilement des mains des capitalistes, Marchais, lui, ne s'en tient pas là, il affirme qu'il y a deux cents ans les ouvriers, sous la démocratie bourgeoise, jouissaient d'une plus grande liberté, qu'ils intervenaient dans les affaires de l'Etat et des fabriques, et «s'indigne» enfin de ce qu'ils ne jouissent pas aujourd'hui de cette liberté. Mais il ne va pas plus loin que l'indignation. Et si Marchais ne va pas plus loin, c'est parce qu'il ne souhaite pas un affrontement avec les capitalistes, car il veut coexister en paix avec eux. Tout cela ressemble à une fable pour gogos. [*En français dans le texte.*]

Marchais professe qu'à travers les réformes, on peut faire en sorte que, même sous l'ordre capitaliste, le prolétariat participe aussi à la gestion de l'économie. Il fabule et affirme que dans le cadre de cet ordre peut exister une démocratie sociale, où tous les ouvriers sans exception profiteront des richesses, qu'il peut exister une démocratie politique où chaque citoyen contrôle, dirige, et participe effectivement à la direction, bref, s'«auto-administre». N'est-ce pas là toute la théorie de Proudhon ?

A propos du «socialisme démocratique» qu'il professe, Marchais traite aussi la

question de la propriété et de la direction planifiée de l'économie. Dans cette société il divise la propriété en propriété d'Etat et en propriété privée. Mais il laisse aux privés des biens immenses. Et par là même il entend dire à la bourgeoisie au pouvoir qu'elle a tort de les accuser eux, communistes français, car ils respectent la propriété privée, ils ne sont pas pour la révolution prolétarienne, ils ne sont pas pour «le poing levé», mais pour «la main tendue». Marchais parle des biens des communes, des départements, des régions. S'il n'emploie pas le terme de «fédéralisme» de Proudhon, au fond c'est bien ce qu'il veut dire. Lorsque Marchais affirme qu'ils luttent contre l'autoritarisme et le centralisme asphyxiant, il sous-entend la lutte contre le centralisme démocratique, contrairement aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Le plan aussi, souligne-t-il, doit être élaboré de façon démocratique, et non seulement les ouvriers et autres travailleurs mais même les possédants doivent participer à son élaboration.

Marchais sait bien que la planification de l'économie n'est pas une méthode applicable dans tout système social, elle ne dépend pas du bon vouloir de ceux qui sont à la direction du pays. La planification unique et centralisée devient possible seulement là où a été définitivement instaurés la propriété sociale des moyens de production, ce qui est un trait exclusif du socialisme. La propriété privée, sous n'importe quelle forme, ne s'est jamais soumise ni ne se soumettra jamais à la planification centralisée. Ce sont là des vérités objectives, et elles ne peuvent être réfutées pour le seul plaisir de Marchais et des autres «théoriciens» eurocommunistes.

Le révisionnisme moderne, non seulement en France, mais dans tous les pays capitalistes- révisionnistes met aussi en cause le marxisme-léninisme dans le domaine des lettres et des arts, et il cherche à travers ceux-ci à intoxiquer et à corrompre les esprits. Les écrivains, poètes et artistes révisionnistes se sont engagés dans la voie de la dégénérescence bourgeoise. Il est difficile aujourd'hui de distinguer un Aragon d'une de Beauvoir, un André Stil d'une Sagan. Nous ne parions pas ici d'affinités de style et de forme, mais du contenu et de l'objectif communs de leurs œuvres, qui s'inspirent de courants philosophiques anti-marxistes pour déboucher sur la même voie, combattre la révolution, apaiser les esprits, en faire des «âmes mortes», également dégénérées.

Tous les «théoriciens» révisionnistes soutiennent la thèse selon laquelle Marx et Engels n'auraient consacré à l'esthétique qu'une place très restreinte, pour ne pas dire qu'il n'y ont accordé aucune attention. Les esthéticiens du Parti communiste français vont encore plus loin dans ce sens. Ils s'efforcent de «démontrer» que Marx ne s'intéressait soi-disant pas du tout à l'art ou qu'il n'y entendait rien. Contre toute évidence, ils prétendent que Marx, «ne parvint pas à comprendre ce qui fait la valeur éternelle de l'art indépendamment des moments historiques, il ne réussit pas à comprendre pourquoi

l'art grec, bien que lié à l'infrastructure de l'époque, continue de nous émouvoir». Une telle déformation de la pensée de Marx n'est pas faite sans dessein. D'une part, ils veulent donner l'impression qu'il n'y a pas, sur l'art, une pensée marxiste, que les révisionnistes, eux, seraient en train d'élaborer, et d'autre part, ils s'évertuent à nier le caractère de classe de l'art et à discuter la question de savoir si l'art «fait partie de la superstructure ou de la structure, s'il constitue ou non une idéologie, s'il se rattache ou non à la classe et à la révolution, dans quelle mesure et jusqu'à quel point», etc.

Une série de «théoriciens» du Parti communiste français ont eu à différentes

périodes des conceptions diverses sur la littérature et l'art, suscitant par là une confusion et un chaos dans les rangs du parti et des militants, ainsi que des flottements dans l'œuvre littéraire et artistique des créateurs communistes. A une période donnée, le Parti communiste français luttait pour une création fondée sur l'art populaire, sur l'art révolutionnaire, puis sur le réalisme socialiste. Par la suite, des courants anti-marxistes pénétrèrent dans la création des artistes communistes.

La bourgeoisie, avec son art décadent, influençait non seulement tous les militants de base du parti communiste, mais aussi les cadres qui s'occupaient de l'agitation et de la propagande. Ces éléments, influencés par cet art, théorisaient à vide, dénaturaient et interprétaient faussement la pensée de Lénine, qui professait que la révolution crée son propre art, mais que les communistes ne rejettent pas pour autant l'héritage progressiste du peuple. Ces gens interprétaient aussi à la manière révisionniste et bourgeoise les jugements de Lénine, de Staline et de Jdanov, selon lesquels dans la société socialiste les écrivains et les artistes doivent disposer de la liberté de création, conserver leur initiative personnelle, mais en restant toujours réalistes et en créant des œuvres qui servent véritablement la révolution et le socialisme.

Certains esthéticiens pseudo-marxistes sont allés jusqu'à soutenir que Lénine aurait prêché la liberté absolue dans la création. Le philosophe anti-marxiste Garaudy a ainsi proclamé le «réalisme sans rivages». D'autres prétendent que lorsque la littérature et l'art sont dominés par l'idéologie, par le parti, il n'y a pas de liberté, partant, pas de création.

Naturellement, à quoi pouvait-on s'attendre dans le domaine de l'esthétique, quand dans le Parti communiste français se faisait sentir l'influence de gens comme André Gide, Malraux, Paul Nizan, qui se posaient en communistes et, avec Aragon, participèrent même au premier congrès des écrivains soviétiques à Moscou, pour finir par trahir et tourner à l'anticommunisme déclaré. Ce genre de «théoriciens» en France, dans le parti communiste comme en dehors de ses rangs, ne pouvaient même pas concevoir la valeur de l'art fondé sur les principes du marxisme-léninisme. Ces éléments s'étaient fixé pour tâche de séparer l'art et la littérature de la politique et de l'idéologie, bien entendu de la politique prolétarienne et de l'idéologie marxiste. Ils cherchaient à préparer le terrain à la propagation de l'idéologie et de la politique bourgeoises, à l'essor de l'art décadent, aux romans psychanalytiques, érotiques, policiers, pornographiques, en sorte que magasins, librairies, vitrines, théâtres et cinémas regorgent de ces œuvres.

Prenons Picasso. Il fut membre du Parti communiste français et le resta jusqu'à sa mort. Mais il ne devint jamais marxiste. Cela se reflète dans ses œuvres, alors que le Parti communiste français s'enorgueillissait de lui et il ne le critiqua qu'une seule fois, à propos d'un gribouillage qu'il avait intitulé «Portrait de Staline», et que Aragon, son ami et camarade, publia dans «les Lettres françaises», dont il était directeur.

Le réalisme socialiste ne fut pas soutenu avec force et conviction par le Parti communiste français. Une partie des écrivains, philosophes et critiques, membres du parti, comme Marguerite Duras et Claude Roy désertèrent. Après les calomnies de Khrouchtchev contre Staline, le Parti communiste français connut des flottements et les premiers à capituler furent ces types d'intellectuels. Il lança le mot d'ordre de «la libération complète de l'art et de la culture», et les anciens défenseurs du

réalisme socialiste, comme Aragon, André Stil, André Wurmser, non seulement tournèrent casaque, mais vendirent au révisionnisme leur âme et leur peau. C'est ainsi que les écrivains pseudo-communistes

français commencèrent à être séduits par les Lukacs, les Kafka, les Sartre. Dans tout le parti furent engagés des débats critiques sur la plate-forme chère à la bourgeoisie, comme par exemple sur «la nature du rapport entre la littérature et l'idéologie», sur «la forme qui convenait à l'art, «le sectarisme dans l'interprétation» ou «l'éclectisme opportuniste»». Roland Leroy, en tant qu'«autorité», dégagait la conclusion qu'«il ne peut y avoir d'art spécifique prolétarien ni d'art totalement révolutionnaire».

Le Parti communiste français, plongé dans l'opportunisme et le révisionnisme, laissa ces thèses antirévolutionnaires s'infiltrer comme des eaux pestilentielles parmi ses artistes et créateurs et s'y imposer.

En conclusion, nous pouvons dire que la ligne du Parti communiste français dans le domaine de la littérature et des arts a connu des hauts et des bas. Elle n'a cessé de ballotter. Ses flottements étaient provoqués, d'une part, par l'«orthodoxie» de la sauvegarde des principes, et, de l'autre, par l'influence directe ou indirecte de l'idéologie bourgeoise dans la littérature et les arts à travers ses intellectuels.

Les intellectuels du P.C.F. qui œuvraient dans le domaine de la création artistique ont joué en général un rôle plutôt négatif que positif pour le parti. Indépendamment de leur origine de classe, leurs études terminées, ils cherchaient à se faire un «nom». Ce parti ne les influença ni ne les dirigea jamais suivant l'idéologie et la culture prolétariennes. Ce qui importait pour ces intellectuels du parti c'était la création libre, subjective, individuelle, et aucunement les véritables intérêts du prolétariat et de la révolution. Ces éléments vivaient et travaillaient à l'écart de la classe ouvrière et coupés d'elle. La classe, à leurs yeux, c'était «l'économie», alors que les intellectuels, eux, étaient la «tête de Zeus», qui devait diriger «l'économie». Les intellectuels français du parti avaient grandi et trouvé leur inspiration dans la bohème de Montparnasse, à la «Closierie des Lilas», au «Café de Flore» et au «Bateau-Lavoir» et d'autres lieux, où s'affrontaient toutes sortes de courants décadents, qui avaient engendré les Aragon, les Picasso, les Elsa Triolet, et beaucoup d'autres amis des Lazareff, des Tristan Tzara, des dadaïstes, des cubistes et de mille autres écoles décadentes de la littérature et des arts. Cette tradition et cette voie se sont poursuivies sans discontinuité dans le Parti communiste français et cela jusqu'à son XXII<sup>e</sup> Congrès où le révisionniste Georges Marchais étala toute la pourriture anti-marxiste que le Parti communiste français avait accumulée depuis longtemps.

A ce congrès les révisionnistes français se prononcèrent même officiellement contre le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière dans le domaine de l'art, et contre la méthode du réalisme socialiste. Sous le couvert de la lutte contre l'«uniformité» ils prétendirent que la culture socialiste doit être ouverte à tous les courants, à tous les genres de recherche et de création.

Dans le livre contenant son rapport présenté au XXII<sup>e</sup> Congrès, le pseudo-marxiste Georges Marchais a même publié une poésie d'Aragon, tirée du recueil «Le Fou d'Elsa». Elsa était la femme d'Aragon. Voici ce que dit Aragon, membre du Comité central du Parti communiste français, dans cette poésie :

«Quoi toujours ce serait la guerre la querelle/  
Des manières de rois et des fronts  
prosternés/  
Et l'enfant de la femme inutilement né/  
Les blés déchiquetés toujours

des sauterelles/ Quoi les bagnes toujours et la chair sous la roue/ Le massacre toujours justifié d'idoles (et les idoles pour lui sont Marx, Engels, Lénine et Staline)/ Aux cadavres jetés ce manteau de paroles/ Le bâillon pour la bouche et pour la main le clou/ Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange...» Aragon reconnaît là que lui et son parti ont renoncé à la couleur rouge, au communisme.

Les révisionnistes français ont ainsi rejeté les principes de la théorie immortelle du marxisme- léninisme. A présent leur parti nage dans un révisionnisme mélangé avec les vieilles théories utopistes de Bernstein, Proudhon, Kautsky, et les théories anarchistes. Se ralliant à l'idéologie des autres partis bourgeois, il lutte pour propager en France et ailleurs l'idée que le marxisme est périmé, et pour pousser au premier plan à sa place l'eurocommunisme.

En 1968 à Paris les étudiants se heurtèrent aux «forces de l'ordre». Ces affrontements furent exploités par les trotskistes, par Sartre, théoricien de l'existentialisme, Simone de Beauvoir, Cohn-Bendit, etc.,

qui cherchèrent à leur donner une teinte anarchiste. Et en fait ces heurts se déroulèrent dans la confusion. Le Parti communiste français n'y participa pas. Mais pourquoi n'y participa-t-il pas ? Fut-ce parce qu'il était en principe contre l'anarchisme ? Je ne pense pas que ce fût là la raison. S'il ne le fit point, c'est parce qu'il ne voulait pas s'unir à la jeunesse étudiante qui s'attaqua au gouvernement de de Gaulle. Ce fut en fait ce mouvement qui obligea celui-ci à organiser le référendum, dont il sortit battu, à la suite de quoi il se retira à Colombey-les-Deux-Eglises, où il finit ses jours.

Le Parti communiste français empêcha la classe ouvrière d'entrer en action et d'assumer la conduite de l'insurrection. Il avait assez de force pour faire en sorte que les flammes s'en propagent dans toute la France, et, s'il ne parvenait pas à enlever le pouvoir aux «princes», ou aux «barons», comme on les appelait à l'époque, il pouvait pour le moins l'ébranler. S'il s'en abstint, c'est parce qu'il était pour la voie et les méthodes prônées par le révisionniste petit-bourgeois Georges Marchais.

Le Parti communiste français fonde de grands espoirs sur une «coalition de gauche», qu'il tenta de réaliser avec le parti socialiste de Mitterrand aux élections présidentielles et aux élections législatives. Le Parti communiste et le Parti socialiste français aboutirent entre eux à un certain accommodement, mais c'était un accord conjoncturel. Non seulement ils ne l'ont pas emporté aux élections, mais on observa qu'après celles-ci et la victoire de Giscard d'Estaing les relations entre communistes et socialistes se refroidirent, et on commença même à s'attaquer de part et d'autre. Ni la grande bourgeoisie, ni ses partis, ni même le parti socialiste de Mitterrand ne souhaiteraient jamais la participation d'un parti communiste, même couleur d'orange, comme le dépeint Aragon, au gouvernement de la France. Il en a été ainsi lors du Front populaire lorsque le parti socialiste avait à sa tête Léon Blum, il en est ainsi aujourd'hui que le parti socialiste a à sa tête Mitterrand, et il en sera encore ainsi, quel que soit l'homme que ce parti aura à sa tête.

La bourgeoisie capitaliste française et les deux cents familles, que Marchais réduit à vingt-cinq seulement, pour donner l'impression qu'il a actuellement à faire avec une force réactionnaire restreinte, ont des intérêts étroitement liés, attachées qu'elles sont à sauvegarder leurs privilèges, leurs grandes propriétés et leurs capitaux, à accroître leurs profits aux dépens du prolétariat et de tous les travailleurs français. Certes, les socialistes ont des divergences avec les autres partis de la

bourgeoisie, mais, lorsque le pouvoir bourgeois est menacé par le prolétariat, alors l'unité se réalise, non point entre les socialistes et les communistes, mais entre les socialistes et la bourgeoisie. C'est ce qui se produit en Italie avec le parti socialiste, qui s'unit aux démocrates-chrétiens, au parti libéral, au parti social-démocrate, mais se refuse à former un front commun, fût-ce avec les «communistes» togliattiens.

Mais même si l'on suppose un moment qu'un cartel des «gauches» en France parviendrait à s'emparer du pouvoir, pour les communistes français, même couleur d'orange, il ne durera pas longtemps et ne changera rien. Pourquoi ? Parce que c'est ce qui s'est produit lorsque de Gaulle, pour se tirer d'une situation difficile, admit dans son gouvernement quelques communistes, Thorez en tête, qu'il rejeta après les avoir utilisés comme sapeurs-pompiers, Et quand le fit-il ? Il le fit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à une époque où le Parti communiste français jouissait d'une autorité notable, en tant que seul parti qui avait combattu de manière conséquente l'occupant. Aussi les projets actuels de Marchais, qui prétend «s'emparer du pouvoir et construire le socialisme» à travers la stratégie eurocommuniste, l'idéologie révisionniste, proudhonienne, bernsteinienne, ne seront-ils jamais réalisés. Les chefs de file du Parti communiste français parviendront tout au plus à s'associer à la spoliation du labeur et de la sueur du prolétariat et du peuple français et à multiplier les extincteurs de la révolution.

### **Révisionnisme sans gants**

La ligne des révisionnistes espagnols mérite une attention particulière, non point qu'ils diffèrent des révisionnistes italiens ou français, mais en raison du rôle particulier qu'ils ont assumé en tant que porte-parole et ballons d'essai de tous les révisionnistes. Carrillo et ses compagnons parlent sans gants, ils parlent ouvertement, et que cela plaise ou non aux autres révisionnistes, soviétiques en tête, ils expriment la véritable pensée du révisionnisme moderne. Si les révisionnistes soviétiques «critiquent» parfois Carrillo, ce n'est pas pour ses idées révisionnistes traîtresses, mais parce que celui-ci claironne les idées et les objectifs de tous les révisionnistes.

Carrillo est le produit de la société corrompue bourgeoise-capitaliste en putréfaction, il est le produit des lumpen-intellectuels mis au service de la bourgeoisie capitaliste.

Il a vécu en France et, semble-t-il, il a été profondément influencé par les théories confuses anti-marxistes, sartriennes, anarchistes, trotskistes et tant d'autres. A présent, il développe ces théories dans des discours et des interviews qui remplissent les pages de la presse bourgeoise et surtout de son livre tant vanté «Eurocommunisme et Etat». Dans cet «ouvrage» d'un contenu profondément antimarxiste, le secrétaire général du Parti communiste d'Espagne a groupé et agencé les thèses et les vues opportunistes de Togliatti, Berlinguer, Marchais, Khrouchtchev, Tito et des autres chefs de file du révisionnisme moderne. Son objectif principal consiste à justifier l'écart par rapport au marxisme-léninisme, à fustiger l'idée de la révolution et du socialisme, à légitimer le révisionnisme.

Carrillo a intitulé son livre «Eurocommunisme et Etat» dans l'intention de l'opposer à l'œuvre célèbre et géniale de Lénine «L'Etat et la Révolution», où celui-ci a exposé la stratégie de la révolution socialiste et de l'Etat de dictature du prolétariat. Ce mégalomane de Carrillo prétend, avec des lambeaux de phrases empruntées

ça et là aux renégats du communisme, renverser l'un des plus grands monuments de la pensée marxiste, à savoir «L'Etat et la Révolution», que la vie et la pratique révolutionnaire ont consacré du grand sceau de l'histoire, le faisant passer à la postérité.

Selon le renégat Carrillo, qui propage les thèses des intellectuels petits-bourgeois, aujourd'hui le prolétariat ne serait plus la classe la plus révolutionnaire de la société qui dirige la lutte pour le socialisme, mais, à des degrés divers, ce rôle appartiendrait à toutes les classes, et en premier lieu à l'intelligentsia. Ce renégat prétend qu'à l'époque de Lénine, le prolétariat aurait été une classe arriérée, alors qu'aujourd'hui, dit-il, la classe ouvrière est une classe très avancée et qu'à son côté l'intelligentsia aussi a élevé son niveau de conscience. Bref, lui aussi rejoint les thèses du philosophe révisionniste Roger Garaudy. Selon Carrillo, aujourd'hui les communistes devraient s'emparer du pouvoir non pas par la violence, en détruisant l'Etat bourgeois et en instaurant la dictature du prolétariat, mais en utilisant d'autres formes, en fonction des changements qu'a connus le système capitaliste. La société actuelle bourgeoise renfermerait en soi le germe du socialisme, et de ce fait le prolétariat ne serait pas la seule classe intéressée à l'instauration du socialisme.

Nous devons comprendre, dit Carrillo, que l'Etat capitaliste actuel a changé de nature, et, selon lui, les autres ne se rendent pas compte de ce changement, que son esprit à lui décèle. Mais ce qu'il décèle, c'est une réalité imaginaire sur laquelle il édifie toute sa «théorie» de paille. L'Etat capitaliste, selon lui, a nationalisé une série d'entreprises, qui ont pris des formes différentes de celles des anciens consortiums du capitalisme ou de l'impérialisme. L'Etat gère ces entreprises de façon plus ou moins correcte à travers des fonctionnaires pénétrés d'une mentalité bourgeoise. A présent, toujours selon lui, il s'agit uniquement de modifier cette mentalité, et tout s'arrangera. La mentalité bourgeoise des fonctionnaires, dit Carrillo, a connu de grandes transformations, mais il faut encore travailler pour faire en sorte que ses porteurs comprennent la nécessité de nouvelles réformes pour aller au socialisme.

Carrillo s'efforce par là de «démontrer» que l'Etat actuel dans les pays capitalistes ne représenterait pas le pouvoir de la bourgeoisie, son appareil de répression pour préserver sa propriété et sa domination, mais un pouvoir au-dessus des classes, de toutes les classes. Dans l'incapacité de travestir totalement la réalité, il admet seulement qu'il existe dans ce pouvoir une certaine prédominance de la bourgeoisie, prédominance qu'il considère comme un vestige des conditions historiques de l'époque où fut créé ce pouvoir, mais qu'il est désormais possible de rectifier.

Mais comment s'effectuera ce changement, comment sera éliminée cette supériorité, et créé l'Etat du

«socialisme démocratique» ? Il s'entend que, selon lui, la théorie léniniste, qui fut soi-disant valable pour les temps passés, n'est plus, en raison du changement des conditions sociales, économiques, etc., applicable aujourd'hui. Il faut maintenant fonder ce changement sur une autre théorie, que Carrillo a toute prête.

Les moyens de production, affirme-t-il, ne sont plus seulement la propriété de la bourgeoisie. A côté de cette propriété privée existe aussi la propriété d'Etat, considérée par Carrillo comme «socialiste», la propriété coopérative, etc. Le prolétariat, lui, n'existe plus, car il a fusionné avec les intellectuels, les employés, les prêtres, les magistrats, les gendarmes, etc. D'autre part, les capitalistes ont été réduits à un petit groupe de bourgeois entêtés, encore attachés à l'ancien ordre



des choses. Dans ces conditions, toujours selon Carrillo, il convient de démocratiser, à travers des réformes et une action éducative, les institutions de la superstructure bourgeoise qui se sont désormais engagées dans cette voie. La seule tâche qui incombe donc aux communistes, c'est d'accélérer ce processus.

A en croire le renégat Carrillo, le conflit entre les masses travailleuses et l'Etat actuel bourgeois a changé dans son essence. Ce n'est plus l'ancien conflit, car l'Etat serait devenu un entrepreneur qui ne défend plus les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble, mais seulement ceux d'une de ses fractions, qui contrôle les grands groupes monopoleurs. C'est pourquoi, selon lui, cet Etat, n'est plus en opposition seulement avec les prolétaires avancés, mais directement aussi avec les plus larges classes et couches sociales, y compris une importante fraction de la bourgeoisie elle-même. Non seulement il est possible, affirme-t-il, de pénétrer dans l'appareil d'Etat, mais les éléments des diverses classes qui s'opposent à la grande oligarchie financière et à l'Etat entrepreneur y ont déjà pénétré. Grâce à ces «éléments progressistes» il est possible de s'emparer du pouvoir à travers des réformes.

Pour «justifier» ces rêves, Carrillo cite comme exemple l'Italie, où, dit-il, même la police à Rome vote pour le Parti communiste italien. Il veut en venir par là à la conclusion que même les forces de contrainte et de répression de la bourgeoisie capitaliste ont évolué. Selon lui, ces forces, certes, agissent souvent selon les désirs du capital, mais elles le font à leur corps défendant, car lorsqu'elles ont l'occasion de manifester cette conscience sans s'exposer devant le pouvoir capitaliste, elles agissent en opposition avec la volonté de ce pouvoir.

Il en irait de même de la magistrature. Celle-ci, dit Carrillo, applique sans doute les lois de la bourgeoisie, mais là aussi la conscience des magistrats commence à connaître une métamorphose.

C'est dans le même esprit qu'il traite aussi du problème de la religion et de l'Eglise. L'Eglise, affirme-t-il, a évolué, ce n'est plus l'ancienne Eglise dogmatique. Les prêtres eux-mêmes sont aujourd'hui pour la modification du dogme, ils ne sont plus contre la science, mais pour celle-ci. C'est pourquoi, du fait même de leurs nouvelles convictions, ils sont pour une vie entièrement différente de celle que prêchaient autrefois l'Evangile ou le Vatican, celui-ci ayant évolué vers une société plus progressiste et plus humaine, vers une société où existe une démocratie plus large et plus complète.

A en croire Carrillo, l'Eglise apporterait sa contribution aux transformations sociales tendant à promouvoir le socialisme ! A partir de cette vision fantaisiste des choses, il en arrive à conclure que la haute hiérarchie cléricale, sans aller encore jusqu'à accepter le socialisme, le marxisme, comme la voie permettant de résoudre les problèmes à long terme, aurait commencé à mettre en doute les capacités du capitalisme. Il déclare qu'il félicite les prêtres de leur évolution dans leurs dogmes, et que, par conséquent, les eurocommunistes aussi doivent rejeter leurs «dogmes», c'est-à-dire le marxisme-léninisme, pour devenir plus «progressistes» que ne le sont l'Eglise et le Vatican.

L'enseignement, l'un des appareils idéologiques les plus consistants de la bourgeoisie, ne présente pour Carrillo aucun problème, car il se serait déjà presque transformé. Il prétend qu'actuellement l'enseignement, ayant revêtu un caractère

de masse, a modifié aussi son contenu idéologique.

Quant à la famille, toujours selon Carrillo, elle a complètement changé son mode de vie et ses conceptions. Aujourd'hui les enfants non seulement n'écoutent plus leurs parents, mais ils s'opposent même à leurs idées. Dans leur esprit, ils vivent déjà quasiment en socialisme.

En d'autres termes, pour Carrillo, toute la société capitaliste se serait transformée, ce ne serait plus la société de l'époque de Marx et de Lénine, ce ne serait plus ce pouvoir pourri de 1917, de l'époque du renversement du tsarisme par la grande Révolution socialiste d'Octobre. Selon Carrillo, ce sont les guerres mondiales qui ont entraîné tant la Révolution d'Octobre en Union soviétique que les révolutions qui ont triomphé dans les autres pays. Il calomnie ainsi de façon monstrueuse les véritables révolutionnaires, qui seraient, selon lui, pour la guerre en tant que moyen d'assurer la victoire de la révolution. Il est vrai que les guerres mondiales, en portant à leur comble les contradictions sociales et en intensifiant à l'extrême la misère des masses, provoquent et hâtent le déclenchement des révolutions, comme la seule voie pour échapper aux guerres et à l'ordre même qui les engendre. Mais les guerres mondiales et les guerres locales ne sont pas la cause des révolutions sociales. La raison la plus profonde de ces révolutions réside dans les contradictions mêmes du système capitaliste, surtout dans le conflit entre les anciens rapports de production et les nouvelles forces productives, et ce conflit, comme l'histoire l'a démontré, peut être résolu sans être accompagné de guerres entre Etats.

On ne peut, déclare Carrillo, faire dépendre l'avènement du socialisme d'une future guerre mondiale, car à notre époque une telle guerre entraînerait la destruction totale de l'humanité. Carrillo ne manque pas ainsi de soutenir le chantage atomique de l'impérialisme. Dans le sillage de Khrouchtchev, il affirme que les révolutions, les luttes de libération en un temps où existe la bombe atomique, sont inutiles, car elles risquent de provoquer des guerres atomiques, qui s'achèveraient sans vainqueur. Si l'on parle d'un «monde sans armes ni guerres» il faut, selon Carrillo, pousser cette idée jusqu'au bout. Puisque nous voulons, comme cela a été dit au XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, édifier un monde sans guerres, œuvrons donc dans ce sens non seulement en demandant le désarmement et en prononçant des discours pacifiques, mais aussi en sapant et en sabotant partout la révolution.

D'autre part, pour Carrillo, la voie à la révolution violente est barrée, car l'impérialisme américain ne la permettrait pas. Carrillo cherche à ériger en théorie sa peur de petit-bourgeois et en règle sa capitulation devant l'impérialisme et la bourgeoisie. Il y a longtemps que la menace d'intervention, de la part de l'impérialisme, non seulement de l'impérialisme américain mais aussi de toute la réaction mondiale, pour réprimer la révolution, existe et elle s'inscrit dans la stratégie agressive des impérialistes américains et autres. Or l'histoire a confirmé que les peuples se sont dressés dans la révolution, qu'ils ont affronté même l'intervention américaine et qu'ils l'ont emporté. Prenons comme dernier exemple la révolution iranienne. L'impérialisme américain a recouru à toutes les menaces, mais il n'a pas osé intervenir directement par les armes, car il sent que face à la résolution du peuple iranien il essuiera une défaite plus cuisante que celle qu'il a subie avec le shah gendarme, qu'il avait pourtant armé jusqu'aux dents, et des moyens les plus modernes.

Ce qui est nouveau dans les thèses de Carrillo, c'est qu'il vante et soutient la

politique impérialiste, qu'il sème la panique et sert la réaction pour propager dans les masses la graine de la démoralisation et de la capitulation. Et qui prévient-il de se garder de l'étranger ? L'héroïque peuple espagnol, qui a lutté si vaillamment non seulement contre Franco mais aussi contre l'intervention armée d'Hitler et de Mussolini, contre les socialistes comme Blum, qui sabotèrent sa révolution et dont Carrillo s'est fait maintenant l'élève.

Carrillo estime inutile que la bourgeoisie maintienne sur pied une police et un appareil de répression importants. A quoi cela sert-il du moment que l'opinion publique y est opposée ? demande Carrillo. Ce nouveau prêtre chrétien prêche que le pouvoir de l'oligarchie financière et du capital doit s'entendre avec les ouvriers. Les grèves, selon lui, peuvent être poursuivies, mais elles doivent être coordonnées et organisées aussi bien par le patronat que par les représentants des ouvriers, autrement dit par l'aristocratie ouvrière. Il est très facile, prétend Carrillo, aux dirigeants et aux ouvriers de s'entendre, de

bannir toute arrogance et tout diktat. Selon lui, cela est aisément réalisable, mais il fait ses comptes sans son hôte, sans avoir demandé l'avis de ceux qui détiennent le pouvoir, qui ont dans leurs mains les appareils répressifs, la machine de propagande, l'Eglise, etc. Ceux-ci ne gobent pas ces fables de Carrillo, et s'ils le soutiennent, c'est pour qu'il lance de telles idées, pour qu'il les propage au sein de la classe ouvrière et des autres couches travailleuses, afin qu'elles vivent avec ces rêves.

Quant à l'armée, le problème, pour Carrillo, est très simple. Il faut, écrit-il dans son livre, transformer l'armée actuelle à travers une politique démocratique. Il ne s'agit pas ici, dit-il, de lui donner une autre couleur politique, elle peut garder celle qu'elle a (c'est-à-dire réactionnaire) mais il faut faire en sorte qu'elle ne songe en aucune manière à des complots militaires ni à répéter aujourd'hui l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle et d'une partie du XX<sup>e</sup>. Pour Carrillo, les insurrections et les guerres civiles sont à éviter. Selon lui, il faut supprimer aussi le binôme historique : oligarchie plus forces armées égalent conservatisme et réaction, et parvenir à une identification de l'armée et de la société civile, identification qui allégerait soi-disant le progrès démocratique des forces progressistes vers une société fondée sur l'égalité et la justice.

Selon lui, il ne faut pas donner l'occasion à l'armée de se mettre en action dans un sens ou dans l'autre, mais œuvrer à réaliser une «transformation démocratique» de la mentalité militaire, en sorte que l'armée comprenne que la guerre, étant suicidaire, doit être bannie de la société, Cette armée du capital ne doit pas ouvrir ses portes seulement aux cadres de la bourgeoisie, mais aussi aux larges masses du peuple, pour que l'idéologie des masses, l'idéologie socialiste, etc., y pénètre, en sorte qu'elle ne soit plus une réserve de la police, mais seulement une arme au service de l'ordre public. Quant à savoir comment cela se fera, c'est une autre affaire. Mais Carrillo croit que, puisque c'est lui qui les donne, la bourgeoisie doit accepter ses «sages» conseils, renoncer pacifiquement à l'arme principale de son pouvoir, et un beau jour, après s'être convaincue que «la justice l'exige», dire à Carrillo «on te cède le pouvoir, on s'en va, guide-nous tous vers le socialisme !»

Les arguments que Carrillo apporte à l'appui de sa thèse sur la possibilité de la démocratisation de l'armée et de sa conversion en une armée au service du peuple sont aussi naïfs que ridicules. L'armée française, dit-il, a été démocratisée après la guerre d'Algérie, car on y a réélabéré et institué des règlements «qui lui ont insufflé un esprit démocratique». Prétendre que l'armée bourgeoise française a

changé de nature, qu'elle n'est plus une arme de la grande bourgeoisie, mais une arme entre les mains de l'opinion publique, c'est une trahison.

Selon ce révisionniste, la doctrine militaire et l'armée elle-même dans les pays capitalistes sont en crise, car dans ses rangs, dans les rangs des cadres militaires, on trouve des faucons, mais aussi des colombes. Œuvrons donc dans la paix, dit Carrillo, pour transformer les faucons en colombes. A cette fin, Carrillo estime que les partis communistes doivent avoir leur politique militaire, mais ne jamais penser à porter la politique dans l'armée. Il affirme qu'il faut s'efforcer d'introduire la question militaire dans la politique de la gauche, afin qu'elle ne soit pas le monopole de la droite, mais qu'elle soit aussi du ressort de la gauche. Selon Carrillo, une telle politique des partis communistes détachera l'armée de la politique de la droite et la fera pencher davantage du côté de la nation. Ainsi, que la gauche et la droite, ensemble, luttent et se contrôlent mutuellement, et, sous la forme traditionnelle, qu'elles contrôlent l'Etat, non pas l'Etat bourgeois mais l'Etat de Carrillo, qui sera «créé» à travers des réformes.

En conclusion de ces «analyses» de la société capitaliste actuelle et de l'Etat bourgeois, Carrillo, qui se pose en idéologue et en théoricien de l'eurocommunisme, édifie aussi la stratégie pour aller au socialisme. La stratégie actuelle des révolutionnaires, dit Carrillo, ne consiste pas à renverser le pouvoir de la bourgeoisie, car celle-ci ne détient plus le pouvoir, elle ne consiste pas non plus à renverser les rapports de production bourgeois, car ils ont déjà changé. La seule chose à faire c'est de transformer graduellement et par des réformes les institutions politiques et idéologiques existantes pour les conformer à la réalité sociale, pour les retourner en faveur du peuple.

Le chef de file des révisionnistes espagnols prêche qu'actuellement la transformation graduelle de la superstructure capitaliste en socialiste, sans en modifier la base, est parfaitement possible. C'est là une thèse antidialectique, et qui va à rencontre même de la logique la plus simple. Mais ce qui intéresse Carrillo, c'est moins la science que les schémas conçus par son esprit. S'il adopte cette attitude, c'est qu'il ne vise pas à éclaircir les problèmes, mais à les embrouiller, à engager le prolétariat dans une impasse, à le mystifier, à le détourner de la révolution.

Carrillo, comme on vient de le dire, s'est inspiré de toutes les «théories», des khrouchtchéviens, des trotskistes, de Browder et de mille autres traîtres à la classe ouvrière. Mais il demande que l'on parle ouvertement, que l'on mette les points sur les i, en d'autres termes il demande une action unifiée avec le capitalisme et l'impérialisme mondial. En premier lieu, avec de prétendus arguments théoriques, il appelle tous les révisionnistes et pseudo-communistes du monde à se dresser contre Marx, Engels, Lénine et Staline.

Il dénature et interprète à sa guise les écrits de Marx sur les événements de 1848, sur l'insurrection de juin en France, sur la Commune de Paris et va jusqu'à admettre ouvertement qu'il a emprunté ses thèses traîtresses à Trotski ou à Kautsky. En citant ces renégats et adversaires notoires et discrédités du marxisme, il montre à quel râtelier il s'est alimenté et quelles sont les sources de ses inventions «théoriques».

La négation pure et simple de la lutte des classes est à la base de toutes les idées de Carrillo. Pour lui toutes les classes se trouvent ensemble à la tête du pouvoir bourgeois actuel. Toutefois pour Carrillo la couche des intellectuels est tout, c'est la couche la plus intelligente, la plus instruite, la plus capable, la meilleure gérante.

Si l'on disait ces choses-là à l'époque de Marx, Engels, Lénine, reconnaît Carrillo lui-même, ils les auraient qualifiées d'utopiques. Oui, nos classiques auraient qualifié ces idées contre-révolutionnaires non seulement d'utopiques mais aussi de trahison, tout comme ils ont qualifié de traîtres les prédécesseurs de Carrillo.

Carrillo est un révisionniste, qui ne connaît aucune borne dans sa trahison. Les révisionnistes sont tous des traîtres, mais, d'une façon ou d'une autre, ils se sont efforcés de dissimuler leur trahison. Ils ont hésité à attaquer aussi ouvertement Marx, Engels et Lénine ; quant à Staline, ils s'en sont tous pris à lui.

Carrillo, dans sa voie, va plus loin que Khrouchtchev et beaucoup d'autres. Khrouchtchev, encore qu'il l'ait tenté, n'osa pas réhabiliter publiquement Trotski. En qualifiant Staline de criminel, en rejetant tous les procès révolutionnaires qui eurent lieu à l'époque de l'édification du socialisme en Union soviétique, Khrouchtchev a réhabilité pratiquement Kamenev et Zinoviev. Il a réhabilité aussi plusieurs autres traîtres, Rajk et compagnie. Malgré tout, Carrillo est mécontent de Khrouchtchev. Dans son livre il semble lui faire ce reproche : «Puisque tu as réhabilité tous ces honnêtes hommes que Staline fit passer par les armes, puisque tu as trahi Marx, Engels et Lénine, pourquoi n'as-tu pas réhabilité Trotski, ton père ?» Aussi Carrillo appelle-t-il à la réhabilitation de Trotski, à une campagne pour la reconnaissance de ses «mérites».

En d'autres termes, Carrillo est un des agents les plus ignobles, les plus vulgaires du capitalisme mondial. Mais ses «théories» n'apporteront pas beaucoup d'avantages au capitalisme, car, telles qu'il les présente, elles démasquent en fait le pseudo-marxisme des révisionnistes modernes. D'une part, il sert l'impérialisme et le capitalisme mondial, car il s'oppose à la révolution, renie les idées marxistes-léninistes qui inspirent le prolétariat et les peuples dans le monde entier et, d'autre part, il déchire les masques des autres révisionnistes modernes, les dénonce et dévoile leurs véritables objectifs devant le prolétariat et les peuples.

Santiago Carrillo, le secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, est un produit de l'abâtardissement révisionniste. Il a emprunté au révisionnisme moderne ce qu'il avait de plus vil et de plus contre-révolutionnaire et s'est fait l'apologiste de la trahison et de la capitulation complète.

#### **IV - LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION N'EST ARBORE ET PORTE EN AVANT QUE PAR LES MARXISTES-LENINISTES**

La société capitaliste, bourgeoise et révisionniste de nos jours est grosse de la révolution ; et la révolution a été et sera toujours guidée par les seules idées de Marx, Engels, Lénine et Staline. Toutes les idées qui tendent à réviser notre grande théorie finiront dans la poubelle de l'histoire, comme il en a été jusqu'à présent. De même que le capitalisme, l'impérialisme et le social-impérialisme, elles viendront se briser contre la grande force du prolétariat mondial qui guide la révolution et s'inspire de la doctrine immortelle du marxisme-léninisme.

Les tactiques et les manœuvres des eurocommunistes ne peuvent assombrir notre grande doctrine, elles n'auront pas de prise. Seuls ceux qui sont pétris de cette doctrine et qui lui restent fidèles voient tout le danger et la rouerie des opportunistes qu'ils doivent affronter dans leur lutte gigantesque pour le triomphe d'un monde nouveau ; du monde socialiste, où n'aient place ni oppresseurs ni exploités, ni impérialistes ni social-impérialistes bellicistes, ni révisionnistes démagogues et traîtres, qu'ils soient anciens ou nouveaux.

En France, en Italie, en Espagne, ainsi que dans les autres pays capitalistes, il dépend beaucoup du prolétariat et de ses partis marxistes-léninistes de faire échec aux théories hostiles à la classe, aux théories anti-révolutionnaires, anti-marxistes des révisionnistes. Sans un véritable parti marxiste-léniniste, qui dirige le prolétariat dans des batailles de classe et dans la révolution, on ne peut combattre ces théories anti-marxistes, que propagent les partis révisionnistes, on ne peut liquider le pouvoir de la bourgeoisie.

Les révolutionnaires marxistes-léninistes, conscients du grand préjudice que l'apparition et la propagation du révisionnisme moderne, surtout khrouchtchévien, ont porté à la cause de la révolution et du communisme, ont su et ont pu tenir tête à cette grande vague contre-révolutionnaire, s'organiser et la combattre résolument.

Avec un sens élevé de leurs responsabilités devant le prolétariat de leur pays et le prolétariat international, ils ont pris la tête de l'âpre lutte de principe menée pour dénoncer la trahison révisionniste et se sont attelés à la tâche pour créer de nouvelles organisations et de nouveaux partis marxistes-léninistes.

C'est dans ce vaste processus de différenciation d'avec le révisionnisme moderne et de lutte pour la cause du communisme qu'est né et s'est développé le mouvement marxiste-léniniste, qui s'est fixé pour tâche de lever et de porter en avant le drapeau de la révolution et du socialisme, trahi et rejeté par les anciens partis communistes, que la dégénérescence révisionniste a convertis en sapeurs-pompiers de la révolution et des luttes de libération des peuples. La formation des nouveaux partis marxistes-léninistes a été une victoire de portée historique pour la classe ouvrière de chaque pays ainsi que pour la cause de la révolution à l'échelle mondiale.

Les partis chez lesquels prit racine la révisionnisme moderne, browdérien, khrouchtchévien, titiste, eurocommuniste, ou maoïste, furent liquidés en tant que partis communistes, Le révisionnisme les dépouilla de l'esprit marxiste-léniniste révolutionnaire, les transforma, de détachements organisés de la classe ouvrière pour la révolution, en instruments qui ont pour fonction d'«éteindre» la lutte des classes, d'établir la «paix» entre elles, de saboter la révolution et de saper le socialisme.

Ayant en vue la lutte que mènent les révisionnistes modernes contre la théorie et la pratique léninistes du parti, les véritables révolutionnaires communistes combattent pour défendre, consolider et développer les partis prolétariens édifiés sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. Ils sont conscients que sans un tel parti, sans un détachement organisé et d'avant-garde de la classe ouvrière, on ne peut aller à la révolution, on ne peut mener correctement et jusqu'au bout la lutte de

libération nationale, on ne peut approfondir la révolution démocratique-bourgeoise et passer à la révolution prolétarienne.

Le parti marxiste-léniniste ne naît ni ne se forme par hasard et inutilement. Il naît et se constitue comme résultat de l'action de certains facteurs objectifs et subjectifs très importants. Le parti marxiste-léniniste est issu du sein de la classe ouvrière, il représente ses hautes aspirations, ses objectifs révolutionnaires, il développe et fait avancer la lutte de classe. Il ne saurait jamais y avoir de parti marxiste-léniniste en dehors de la classe ouvrière, de ses objectifs révolutionnaires,

de la théorie marxiste-léniniste, qui représente la théorie de la classe ouvrière.

Un parti de la classe ouvrière devient réellement son détachement organisé, son état-major, lorsqu'il est éduqué selon la théorie marxiste-léniniste, qu'il la fait sienne et emploie cette arme puissante et irremplaçable avec maîtrise et de façon créatrice dans la lutte de classe pour le triomphe de la révolution, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme.

Un parti qui s'assimile cette théorie, mais qui ne l'applique pas ou l'applique erronément et persiste dans ses erreurs, ne peut avancer dans la juste voie, il s'écartera du marxisme-léninisme.

Un véritable parti marxiste-léniniste se caractérise par l'attitude nette et résolue qu'il observe à l'égard du révisionnisme moderne, du khrouchtchévisme, du titisme, de la pensée mao-tsétoung, de l'eurocommunisme, etc. Etablir une nette ligne de démarcation en cette matière revêt une grande importance de principe.

Si un parti permet à ses membres de se faire des illusions et de penser, par exemple, qu'«en Union soviétique, sans égard à l'idéologie khrouchtchévienne, on construit le socialisme», que dans la direction du Parti communiste de l'Union soviétique existent des «bureaucrates», mais qu'y existent aussi des «révolutionnaires et marxistes-léninistes», alors, bon gré, mal gré, un tel parti ne se tient plus sur des positions marxistes-léninistes, il s'est écarté de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, et, sinon ouvertement, du moins indirectement, il s'est converti en un parti pro-soviétique, même si en paroles il s'oppose aux thèses du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et au khrouchtchévisme. L'expérience révolutionnaire a démontré qu'on ne peut combattre le khrouchtchévisme si l'on ne combat pas aussi la politique hégémoniste, chauvine et social-impérialiste, poursuivie par les dirigeants de l'actuelle Union soviétique capitaliste et impérialiste, Brejnev, Souslov et consorts.

De la même nature et tout aussi néfastes sont les vues de ceux qui distinguent la ligne réactionnaire et la politique pro-impérialiste de la présente direction chinoise, de la ligne et de la politique de Mao Tsétoung, de la pensée mao-tsétoung. On ne peut combattre ni dénoncer les prises de position contre-révolutionnaires de Deng Xiaoping et de Hua Guofeng si l'on ne combat ni si l'on ne dénonce la base idéologique de leurs menées, qui est précisément la pensée mao-tsétoung.

Le Parti du Travail d'Albanie a abouti à cette conclusion après avoir procédé à une analyse approfondie de la pensée mao-tsétoung et de la ligne suivie par le Parti communiste chinois. Soutenir Mao Tsétoung et ses idées, sans aller au fond des choses, sans analyser les faits et les événements avec tout le sérieux voulu, c'est verser dans une déviation révisionniste. Tant que l'on n'a pas défini cette prise de position, l'on ne peut observer une véritable attitude marxiste-léniniste.

Les partis marxistes-léninistes et le prolétariat de chaque pays ne sous-estiment à aucun moment la pression de la bourgeoisie et de son idéologie, la force répressive du capitalisme, de l'impérialisme, du social-impérialisme et des idéologies révisionnistes mystificatrices. Ces pressions et ces influences négatives deviennent néfastes, très dangereuses, si le parti du prolétariat ne mène pas contre elles une lutte résolue, s'il ne se dote pas d'une organisation puissante, d'une discipline prolétarienne de fer, s'il ne se caractérise pas par une unité d'acier, de pensée et d'action, qui exclue tout esprit de fraction et de cercle.

C'est la raison pour laquelle, en même temps qu'à l'élévation du niveau idéologique et à la lutte contre le révisionnisme et les influences de l'idéologie bourgeoise, les partis marxistes-léninistes attachent la plus grande attention à leur renforcement organisationnel intérieur, fondé sur les principes et les normes léninistes. Un parti est et devient révolutionnaire lorsque dans ses rangs militent des éléments révolutionnaires dévoués, actifs et éprouvés. Un tel parti combat résolument les conceptions intellectualistes et sectaires qui, souvent, sous le couvert de la nécessité d'admettre des «éléments bien formés», ferment ses portes aux ouvriers et aux éléments sains provenant des autres couches des masses travailleuses, lesquels, en militant dans ses rangs, peuvent acquérir toutes les qualités qui doivent caractériser l'avant-garde cru prolétariat révolutionnaire.

Le sentimentalisme, le libéralisme, la recherche du nombre pour donner l'impression que les rangs du parti se grossissent de nouveaux adhérents, sont néfastes et lourds de conséquences. De telles admissions, qui n'obéissent pas rigoureusement aux normes marxistes-léninistes, non seulement n'empêchent pas l'influence et la pression de la bourgeoisie d'atteindre le parti du dehors, mais elles permettent même à divers éléments de s'y infiltrer pour le diviser et le liquider.

Les partis marxistes-léninistes dans les pays capitalistes œuvrent et combattent dans des conditions difficiles, et ils ont à affronter de nombreux dangers qui leur viennent de plusieurs directions. Ces dangers ne sont pas imaginaires, ils sont réels, on les rencontre chaque jour, à chaque pas, dans chaque action. Les communistes ne peuvent leur faire front s'ils ne comprennent pas que la mise en œuvre du programme d'action et de lutte du parti nécessite des sacrifices pour réaliser les grands idéaux de la cause du prolétariat et du communisme, si ces sacrifices ne sont pas consentis en toute conscience et sans hésitation, à tout moment, dans toute situation et dans toute circonstance où l'exigeront les intérêts supérieurs du prolétariat et du peuple.

Dans les pays capitalistes, l'existence de nombreux partis suscite une grande confusion dans les esprits. Ces partis ont pour vocation de recueillir des voix, ils sont au service du capital local et mondial. Ce capital uni règne avec l'appui du pouvoir d'Etat et de l'argent, il règne grâce à la force organisée de l'armée, de la police et des autres organes de répression. Les partis qui sont liés au capital, aux divers consortiums et sociétés multinationales, jouent le jeu de la «démocratie», afin de détourner les masses de l'objectif essentiel de leur lutte, du renversement du joug du capital et de la prise du pouvoir d'Etat, de l'accomplissement de la révolution.

Les partis bourgeois, non sans dessein, observent des orientations et des formes organisationnelles et politiques déterminées, ils permettent par exemple à n'importe qui, n'importe quand, d'entrer dans leurs rangs ou d'en sortir. Tous sont «libres» de pérorer et de crier, de prononcer des discours dans des réunions et des meetings, mais il n'est permis à personne d'agir, de dépasser les limites de la prétendue liberté d'expression. Le passage de la liberté d'expression à l'action concrète est classé et traité comme une action d'anarchistes, de criminels et de terroristes.

Le parti marxiste-léniniste, lui, ne peut jamais être un parti de ce genre. Ce n'est pas un parti de palabres, mais un parti d'action révolutionnaire. Si ses membres ne s'engagent pas dans des actions et une lutte concrètes, il ne sera pas un vrai parti marxiste-léniniste, et il n'aura de marxiste-léniniste que le nom. A certains moments, un tel parti à coup sûr éclatera en diverses fractions, il aura plusieurs



lignes coexistantes et se muera en un parti libéral, opportuniste et révisionniste. Un tel parti ne convient pas à la classe ouvrière, celle-ci n'en a que faire.

Un parti marxiste-léniniste révolutionnaire ne peut pactiser ni avec le réformisme ni avec l'anarchisme et le terrorisme. Il est contre tous ces courants contre-révolutionnaires sous quelque forme qu'ils se présentent. Le parti ne doit jamais perdre de vue qu'il est impossible que la bourgeoisie ne le frappe pas, que ses actions ne soient pas qualifiées d'actions d'anarchistes et de terroristes. Mais ce n'est pas pour cela que le parti doit se tenir à la traîne des événements et du mouvement des masses, renoncer aux actions et entrer dans le cercle vicieux des partis révisionnistes et réformistes.

C'est dans la complexité de la lutte politique, idéologique et économique qu'apparaît aux yeux des masses le véritable caractère révolutionnaire des actions menées par les partis marxistes-léninistes à la tête de la classe ouvrière, contre la bourgeoisie, la social-démocratie, le révisionnisme et l'Etat bourgeois. Les masses sont en mesure de distinguer les vraies actions révolutionnaires, qui sont dans leur intérêt, du terrorisme et de l'anarchisme. C'est pourquoi elles rejoignent les actions révolutionnaires dirigées par les partis marxistes-léninistes et se dressent contre le pouvoir de la bourgeoisie, malgré les coups et la répression féroces dont elles sont l'objet de la part de la bourgeoisie capitaliste, qui va jusqu'à entreprendre des actions sanglantes à rencontre de la classe ouvrière et des communistes véritables.

Le parti communiste marxiste-léniniste n'a pas peur de la guerre civile. C'est à cette guerre que conduisent la répression et la violence féroces de la bourgeoisie. La guerre civile, on le sait, ne se livre pas entre la classe ouvrière et les honnêtes travailleurs, elle oppose les masses travailleuses à la bourgeoisie dominante capitaliste et à ses organes de répression. La lutte révolutionnaire du prolétariat doit conduire à la prise du pouvoir par la violence. Et c'est précisément ce développement que craignent les capitalistes, les bourgeois, les révisionnistes. Aussi la social-démocratie et les révisionnistes modernes s'efforcent-ils d'empêcher la classe ouvrière d'acquérir une conscience révolutionnaire, de comprendre la signification des problèmes économiques ; politiques et idéologiques, d'atteindre le degré de maturité révolutionnaire et d'organisation solide qui concourt à la création des conditions subjectives nécessaires à la lutte pour la prise du pouvoir.

La bourgeoisie, par sa stratégie et ses tactiques, que les eurocommunistes aussi ont faites leurs, tend à diviser la classe ouvrière pour ne pas avoir à affronter une force offensive compacte, alors que les partis marxistes-léninistes, eux, luttent pour le contraire, pour l'unité de la classe ouvrière.

La bourgeoisie a peur de l'organisation révolutionnaire et de l'unité du prolétariat, qui, contrairement aux thèses des eurocommunistes et des autres révisionnistes, continue d'être la principale force motrice révolutionnaire de notre temps. C'est pourquoi elle s'efforce de garder sous son contrôle permanent l'organisation syndicale, les centrales syndicales qui, dans les pays capitalistes, peuvent être nombreuses, avoir des appellations et des programmes divers en apparence, mais ne présentant pas de distinctions essentielles. A travers les partis bourgeois et révisionnistes et ses propres structures étatiques, la bourgeoisie a encouragé plus que jamais le rôle de diversion des syndicats, qu'elle manipule ouvertement.

Dans beaucoup de pays, les syndicats de ce genre, comme on le voit dans les faits, se sont entièrement intégrés dans l'organisme économique d'Etat du capitalisme et en sont devenus un appendice. La collaboration toujours plus ouverte des

centrales syndicales avec le patronat, le capital financier et les gouvernements bourgeois, est désormais notoire. Le mouvement syndicaliste, tel qu'il est actuellement, ne défie pas le capitalisme, mais il travaille pour le compte de celui-ci, s'efforce de soumettre le prolétariat, de contenir et de saper sa lutte contre le capitalisme. Certaines de ces centrales ressemblent plus à de grands consortiums capitalistes qu'à une organisation syndicale.

En fait, par suite de l'activité de sape menée par les révisionnistes, par la social-démocratie et les centrales syndicales bourgeoises réformistes, qui manipulent une partie importante des ouvriers, le prolétariat européen continue d'être divisé. Le contrôle des révisionnistes et des sociaux-démocrates sur le mouvement syndical entrave sérieusement le développement de la lutte de classe et la formation et la trempe de la conscience révolutionnaire des travailleurs. Aussi, la seule voie qui s'impose aux marxistes-léninistes et aux révolutionnaires est celle de la dénonciation de l'action des révisionnistes, la désintégration de leurs positions dans le mouvement syndical et la création de syndicats révolutionnaires. Ces nouveaux syndicats, il s'entend, auront nécessairement pour objectif de réaliser l'unité de la classe ouvrière contre le pouvoir du capital, contre sa démagogie et celle des partis bourgeois et révisionnistes.

Combattre les soi-disant syndicats traditionnels ne signifie pas être, dans les principes, contre l'existence des syndicats en tant que vastes organisations de masse, en tant que centres d'organisation et de résistance de la classe ouvrière, historiquement inévitables et indispensables dans les conditions du capitalisme pour unir la classe ouvrière et la lancer dans la lutte de classe contre la bourgeoisie.

Tout en fixant pour tâche la création des syndicats révolutionnaires, les marxistes-léninistes n'ont nullement abandonné le travail auprès des syndicats existants qui regroupent des masses considérables d'ouvriers, sinon ils donneraient libre champ aux bonzes syndicaux pour manipuler à leur guise la classe ouvrière et s'en servir dans leur intérêt et celui du capital. La question de savoir si les communistes doivent militer dans les syndicats n'est pas fonction de la conjoncture, ce n'est pas une «tactique», comme s'efforcent de le faire croire les trotskistes, mais une attitude de principe qui découle des enseignements léninistes sur la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, unité qui ne peut être réalisée si l'on ne travaille pas auprès des masses et ne les soustrait pas aux influences de la bourgeoisie et des divers opportunistes.

Assurément, la lutte du parti marxiste-léniniste au sein des centrales syndicales réformistes et révisionnistes n'a pour objectif ni de corriger et d'éduquer les chefs de file syndicalistes, ni d'améliorer ou de réformer ces centrales. Une telle attitude serait un nouveau réformisme. Les marxistes-léninistes travaillent auprès de la masse des syndiqués pour les éduquer et les préparer à des actions révolutionnaires anticapitalistes, anti-impérialistes et antirévissionnistes. C'est au cours de ce processus de travail et de lutte que se réalise aussi la cohésion et l'union du prolétariat.

Mais, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, l'unité de la classe ouvrière se réalise avant tout sur le terrain pratique, à travers des actions politiques et des revendications économiques, harmonisées entre elles, en accordant la priorité aux premières. S'en tenant fermement à des positions de classe révolutionnaires, les marxistes-léninistes luttent pour que les revendications économiques soient liées aux revendications politiques, et, sur ce terrain, ils dénoncent et démasquent aussi

l'activité traîtresse des chefs de file syndicalistes, qui, à travers diverses manœuvres syndicales, sacrifient les grands intérêts fondamentaux du prolétariat.

Actuellement, des millions de gens se lancent dans des grèves, des manifestations, pour des revendications économiques qui ont aussi un caractère politique, car ils luttent contre le capitalisme qui refuse de reconnaître les droits des ouvriers. Mais toute cette action se termine par un accord entre les bonzes syndicalistes et les capitalistes, qui accordent aux grévistes quelque petite concession, juste assez pour leur donner une certaine satisfaction. Mais si l'on imprime vraiment à ces revendications un caractère politique, les instruments du capital dans les syndicats et le capital lui-même seront mis en grande difficulté.

C'est justement la combinaison de la lutte économique avec la lutte politique que l'aristocratie ouvrière et la bourgeoisie capitaliste craignent beaucoup. Elles craignent la lutte politique, car celle-ci conduit la classe ouvrière trop loin, elle la conduit même à des affrontements et à des collisions. Les actions politiques, menées comme il se doit, affaiblissent la direction de la bourgeoisie capitaliste dans les syndicats, brisent les règles, les lois et tout ce que la bourgeoisie a établi afin d'asservir la classe ouvrière, et dessillent les yeux de celle-ci.

La classe ouvrière est la classe dirigeante et, en tant que telle, il lui appartient de détruire ses liens avec la psychologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Pour y parvenir, il est nécessaire de combattre tant les points de vue opportunistes, libéraux, qui mènent à des déviations syndicalistes droitières, que les conceptions sectaires, qui détachent le véritable parti marxiste du travail vivant, massif et concret. Les premières comme les secondes de ces vues sont lourdes de conséquences néfastes pour la cause de la révolution. Pas plus qu'on ne doit réduire le mouvement syndical aux seules revendications économiques, on ne doit hésiter à lutter pour les revendications économiques de crainte de passer à l'opportunisme et à une lutte purement syndicale.

En luttant pour l'unité de la classe ouvrière, les partis marxistes-léninistes considèrent que cette unité- là sous-tend l'unité de toutes les masses populaires, unité qui est tout à l'opposé des unions et alliances non fondées sur les principes et contre-révolutionnaires que prêchent les eurocommunistes.

L'aggravation de la crise que connaît le monde capitaliste et révisionniste élargit la base sociale de classe de la révolution. Au mouvement révolutionnaire participent toujours plus activement, outre la classe ouvrière, d'autres couches sociales exploitées par le capitalisme, notamment la paysannerie, la petite-bourgeoisie citadine, l'intelligentsia et les étudiants, la jeunesse et les masses des femmes. Aussi la question de la liaison avec ces masses et de leur direction constitue-t-elle pour le parti marxiste-léniniste une tâche primordiale.

Le travail direct du parti marxiste-léniniste et de ses membres au sein des masses est indispensable et très fécond, mais il est insuffisant pour étendre l'influence du parti parmi les larges masses travailleuses, si en même temps ne sont pas organisées et mises en action ses courroies de transmission, les organisations de masse, comme celles de la jeunesse, des femmes, etc. Le parti marxiste-léniniste travaille partout où se trouvent les masses, même dans les organisations dirigées et manipulées par les partis bourgeois et révisionnistes, pour les soustraire à l'influence de leur idéologie réactionnaire et opportuniste, de la même façon qu'il travaille pour créer des organisations révolutionnaires de masse qui militent dans la ligne du parti et agissent en toute conscience sous sa direction.

Dans les pays où domine le capital, la jeunesse, les femmes et d'autres masses travailleuses, constituent une grande réserve de la révolution. Les masses de jeunes et de femmes au chômage que la bourgeoisie a abandonnés et laissés sans espoir, se comptent par millions, aussi la révolte couve-t-elle en leur sein et il s'y accumule des éléments d'explosions révolutionnaires. Considérant le mouvement de la jeunesse, des étudiants, de l'intelligentsia et des femmes progressistes comme une importante partie constitutive du vaste mouvement révolutionnaire démocratique et libérateur en général, les marxistes-léninistes s'efforcent d'unir l'élan et les aspirations révolutionnaires de ces larges masses à l'élan et aux aspirations de la classe ouvrière, afin de les organiser, de les éduquer et de les diriger dans la juste voie. Lorsque les énergies intarissables de la jeunesse, des femmes et des autres masses s'unissent aux énergies de la classe ouvrière sous la conduite du parti prolétarien, il n'est aucune force au monde qui puisse empêcher le triomphe de la révolution et du socialisme.

L'hégémonie du prolétariat ne serait pas complète et efficace si elle ne s'étendait pas sur toutes les couches de la population intéressées à la révolution, en premier lieu sur la paysannerie, qui, dans l'immense majorité des pays, représente l'allié principal et le plus puissant de la classe ouvrière. L'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie est en même temps la base de l'union, sur un vaste front, de toutes les masses travailleuses, de tous ceux qui d'une manière ou d'une autre luttent contre le capitalisme et l'impérialisme, contre l'oppression et l'exploitation de la part des monopoles et des sociétés multinationales.

Actuellement les rues des villes et des villages des pays capitalistes sont le théâtre de nombreux meetings et manifestations, naturellement organisés par les partis bourgeois, sociaux-démocrates et révisionnistes, qui font descendre les masses dans la rue à des fins déterminées. Avant tout, ces partis cherchent à maintenir sous leur contrôle les masses révoltées de travailleurs et à restreindre leurs revendications dans le cadre économique autorisé par la bourgeoisie. Les communistes ont pour devoir non pas de se tenir en dehors de ces manifestations, celles-ci étant organisées par les partis bourgeois et révisionnistes, mais de prendre part à ces mouvements de masse et de les transformer en des démonstrations et des combats politiques contre la bourgeoisie et ses serviteurs. L'immobilisme, l'apathie et les discussions stériles sont mortels pour un parti marxiste-léniniste. Si un parti marxiste-léniniste n'est pas constamment en action, en mouvement, par l'agitation et la propagande, s'il ne participe pas aux diverses manifestations de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, sans égard au fait que celles-ci peuvent subir l'influence des partis réformistes, il ne peut espérer infléchir la direction que les partis réformistes impriment aux mouvements des masses.

La juste ligne du parti marxiste-léniniste ne peut être conduite chez les masses uniquement à travers sa presse, qui est généralement assez limitée. Ce sont les communistes, les sympathisants, les membres des organisations de masse qui l'y conduisent précisément au cours des actions de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, lorsque celles-ci se sont mises en mouvement, lorsqu'elles luttent et se battent pour leurs droits économiques, et à plus forte raison politiques.

Une telle action révolutionnaire militante assure la réalisation de deux objectifs importants : d'une part, la trempe du parti lui-même dans des actions menées conjointement avec les masses ainsi que la croissance de son autorité et de son influence, et d'autre part, la possibilité donnée au parti de voir en action les

éléments politiquement et idéologiquement les plus avancés de la classe ouvrière, ceux qui seront les meilleurs et les plus fermes militants futurs du parti. C'est chez ces gens que les partis marxistes-léninistes puisent le sang nouveau qu'ils infusent dans leurs rangs et non pas chez quelques éléments intellectuels mécontents ou travailleurs désœuvrés qui demandent justice, qui sont révoltés, mais qui ne sont pas très stables et qui n'acceptent pas la discipline de fer d'un parti prolétarien marxiste-léniniste.

Les dirigeants des partis révisionnistes estiment que le travail du parti se borne à des discussions continues, à des élucubrations stériles, à des contestations creuses sur telle ou telle question. Un pareil travail aride ne rend rien. Les partis révisionnistes conditionnent la masse à travers leur presse, dont il faut convenir qu'elle est importante. Ces partis eux-mêmes sont de grands trusts capitalistes et leur propagande est assurée par des employés stipendiés. Ils sont passés maîtres dans l'art de prêcher aux masses ce qu'elles doivent et ce qu'elles ne doivent pas faire. Par leur démagogie, ils obscurcissent l'objectif final des masses travailleuses, qui est le renversement du système capitaliste et leur font croire qu'il n'y a rien au-delà de ce qui peut être obtenu par une grève ordinaire. Cette grande mystification fait le jeu de la bourgeoisie capitaliste. Aussi celle-ci ne s'inquiète-t-elle ni des mots, ni des articles, ni des discours des stipendiés révisionnistes, ni des grèves menées sous la conduite de leurs partis.

Les partis marxistes-léninistes ne versent jamais dans ces formes de propagande courante des partis révisionnistes. Ils savent que l'insurrection, la révolution, ne viennent pas toutes seules. Il faut les préparer. Et la meilleure préparation se fait à travers des actions. Mais l'action ne va pas sans la théorie qui la guide. Marx, Engels, Lénine et Staline nous enseignent que sans action révolutionnaire il n'y a pas de théorie révolutionnaire et que sans théorie révolutionnaire il n'y a pas d'action révolutionnaire.

Le travail auprès des masses, leur ralliement à ses objectifs politiques concrets, est pour le parti marxiste-léniniste une tâche importante, car la révolution n'est pas faite par la seule classe ouvrière et encore moins par la seule avant-garde, le parti communiste. Pour l'accomplir, la classe ouvrière s'allie à d'autres forces sociales, à des partis progressistes ou à des fractions de ceux-ci, à des hommes de progrès, auxquels l'unissent des intérêts communs sur divers problèmes et en diverses périodes. Avec eux, le parti de la classe ouvrière crée de larges fronts populaires dotés de programmes politiques déterminés. Mais il ne se fond pas dans ces fronts, il conserve toujours son indépendance organisationnelle et politique.

La question des alliances est un problème délicat et d'une grande acuité. Les partis marxistes-léninistes doivent suivre, étudier et définir les tendances, les exigences et les contradictions existant dans le mouvement de masse, autrement dit la dialectique de la lutte de classe. Sur cette base, ils choisissent la juste voie pour parvenir à des alliances diverses. C'est dans la justesse de l'analyse et de l'appréciation des situations qui existent au sein des masses et des divers groupements politiques, que réside aussi la maturité des partis marxistes-léninistes pour la création des alliances nécessaires. C'est seulement grâce à une politique juste et à une prévision exacte des événements et de leur évolution que le parti de la classe ouvrière conservera sa personnalité dans ces alliances et accroîtra son influence parmi les masses qu'il cherche à rassembler et à lancer dans la révolution.

La formation d'alliances diverses et, sur leur base, la création de vastes fronts populaires, devient une tâche impérative, particulièrement lorsque dans beaucoup

de pays le danger du fascisme apparaît menaçant et immédiat, et que les pressions et les ingérences des superpuissances envers tous les pays se sont accrues. La réalisation de cette union et de ces alliances est favorisée par le fait que, dans le processus révolutionnaire actuel, le facteur national revêt une importance particulière, qui tend sans cesse à s'accroître.

Elle se rattache à l'intensification de la politique expansionniste, hégémoniste et agressive des puissances impérialistes. Mais la conquête d'un pays ne se fait pas toujours forcément à travers des agressions militaires. Cette occupation, colonisation, oppression et exploitation; se fait aussi sous d'autres formes, «nouvelles», «modernes», économiques, culturelles, politiques, qui masquent la domination et la férocité impérialiste.

C'est pourquoi, quand nous disons que la révolution est à l'ordre du jour, cela se rattache aussi à ces facteurs nationaux, c'est-à-dire à l'occupation d'un ou de quelques pays par les grandes puissances capitalistes et impérialistes, tant à travers une conquête militaire directe, que par des voies et des moyens détournés. Dans ce sens; des pays comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc., bien qu'ils ne soient pas conquis militairement par des armées du dehors, ne souffrent pas moins de la domination et de l'ingérence étrangères.

Les eurocommunistes peuvent seriner tant qu'ils veulent que leurs pays sont libres et souverains. En fait, les peuples espagnol, italien, portugais et autres sont opprimés et exploités. Dans leurs pays existe une démocratie bourgeoise, mais l'Etat là-bas est pieds et poings lié au capital étranger. Le peuple, la classe ouvrière ne jouissent pas de la démocratie et de la souveraineté véritables. Ils ne sont pas libres, car tout chez eux est conditionné par le capital étranger.

Durant la Seconde Guerre mondiale, quand beaucoup de pays étaient occupés par les armées nazies ou fascistes, les quislings et collaborateurs s'unirent aux occupants. Maintenant aussi, de nouveaux quislings et collaborateur sous d'autres masques et slogans, sont au pouvoir et liés par mille fils aux nouveaux conquérants modernes, les néo-colonialistes, et à leurs capitaux. Le travail révolutionnaire dans les rangs des armées bourgeoises, que Lénine qualifie de

«... principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 459.)

revêt une grande importance pour la préparation et l'accomplissement de la révolution. Lénine a répondu à beaucoup de problèmes théoriques et pratiques relatifs à la nécessité du travail révolutionnaire dans les rangs des armées bourgeoises et défini les voies pour les attaquer, les démoraliser et les désintégrer. Cette question prend une importance particulière dans les conditions actuelles où les situations révolutionnaires dans beaucoup de pays mûrissent rapidement. L'armée bourgeoise est, dans l'ensemble, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents et dressée face au prolétariat et aux masses populaires.

Les très nombreux effectifs des armées dans les pays capitalistes pourraient faire croire que, dans ces circonstances, la révolution et la destruction de l'Etat oppresseur et exploiteur deviennent impossibles. Ces conceptions sont surtout soutenues et propagées par les eurocommunistes, qui n'attaquent l'armée bourgeoise pas même avec des plumes. Le nombre des effectifs de l'armée ne change pas grand-chose pour la révolution, mais elle crée à la bourgeoisie des problèmes inquiétants.

Le fait que l'armée grossisse ses rangs de nombreux éléments de différentes couches de la population facilite l'action pour démoraliser ses forces et les tourner contre la bourgeoisie elle-même. De ce fait, la révolution est confrontée à deux grands problèmes. Elle doit, d'une part, rallier à elle la classe ouvrière et les masses travailleuses sans lesquelles elle ne peut s'accomplir, et, d'autre part, démoraliser et désintégrer l'armée bourgeoise, qui la réprime. Dans les syndicats, la bourgeoisie utilise à ses fins l'aristocratie ouvrière, elle recourt dans l'armée à la caste des officiers qui y remplissent les mêmes fonctions que les bonzes syndicalistes.

Les principes, les lois et les structures organisationnelles des armées bourgeoises sont de nature à permettre à la bourgeoisie d'y exercer son contrôle, d'entretenir et de préparer l'armée comme un instrument de répression de la révolution et des peuples. Cela illustre le caractère de classe et réactionnaire prononcé de l'armée bourgeoise et démasque les efforts pour la présenter comme étant «au-dessus des classes», «nationale», «hors de la politique», «respectueuse de la démocratie», etc. L'armée bourgeoise dans tout pays, indépendamment de ses «traditions démocratiques», est antipopulaire et il lui a été donné pour mission de défendre la domination de la bourgeoisie et de réaliser les visées expansionnistes de celle-ci.

Et pourtant, l'armée bourgeoise ne constitue pas une masse compacte, il n'y a ni il ne peut y avoir d'unité dans ses rangs. Les contradictions antagonistes entre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste, d'une part, et le prolétariat et les masses travailleuses, de l'autre, se reflètent aussi dans ces armées. La masse des soldats, qui se compose de fils d'ouvriers et de paysans, a des intérêts diamétralement opposés au caractère et à la mission que la bourgeoisie confère à son armée. Cette masse a intérêt, tout comme les autres ouvriers et travailleurs, à voir renverser l'ordre exploiteur, aussi la bourgeoisie l'enferme-t-elle dans des casernes, elle l'isole du peuple, transformant l'armée, comme le disait Lénine, en «prison» pour les masses de millions de soldats.

C'est là qu'a son fondement le conflit qui ne cesse de s'approfondir entre les soldats, fils du peuple, et le corps de commandement, les officiers, exécutants de la bourgeoisie capitaliste, préparés et éduqués pour servir avec zèle les intérêts du capital. Le travail du parti marxiste-léniniste vise à dresser le soldat en révolte contre ses officiers, à l'amener à ne pas exécuter les ordres, à ne pas appliquer la discipline et les lois de la bourgeoisie, à saboter les armes, afin qu'elles ne soient pas employées contre le peuple.

«... il n'est pas de grande révolution, a dit Lénine, qui ait évité et puisse éviter la «désorganisation» de l'armée. Car l'armée est traditionnellement l'instrument qui sert à perpétuer l'ancien régime, le rempart le plus solide de la discipline bourgeoise, de la domination du Capital, et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au Capital.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 321.)

Assurément, les méthodes, les formes et les tactiques utilisées pour provoquer la désorganisation et la désagrégation de l'armée sont multiples et diverses, et elles varient en fonction des conditions concrètes. Actuellement, ces conditions n'étant pas identiques dans chaque pays, les tactiques des marxistes-léninistes diffèrent d'un pays à l'autre. Il est des pays où la dictature fasciste et la terreur sont instaurées ouvertement, il en est d'autres où l'on peut et l'on doit exploiter aussi le

peu de formes légales de la démocratie bourgeoise. Mais, dans l'ensemble, le travail individuel particulier auprès de chaque soldat, à la caserne comme en dehors de celle-ci, la lutte acharnée des ouvriers, les grèves réitérées, les manifestations, les meetings, les protestations, etc. ; jouent un rôle important aussi bien pour la mobilisation des masses que pour la désorganisation de l'armée bourgeoise.

«... toutes ces mêlées, toutes ces batailles, soulignait Lénine, où les forces se tâtent en quelque sorte, éveillent infailliblement l'armée à la vie politique et l'introduisent par conséquent dans le domaine des questions révolutionnaires. L'expérience de la lutte éclaire mieux et plus profondément que ne le feraient en d'autres circonstances des années de propagande.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 9, pp. 402-403.)

Après du fils du peuple qu'est le soldat, il convient de travailler avant même qu'il n'aille sous les drapeaux: puis lorsqu'il fait son service militaire, phase plus déterminante, et enfin lorsqu'il a terminé son service et qu'il est passé à la réserve. Il ne faut pas exclure non plus le travail auprès des officiers des rangs inférieurs pour les détacher de la caste des officiers supérieurs et les convaincre de ne pas lever la main contre le peuple.

Assurément, le travail politique dans l'armée est aussi dangereux qu'important. Alors qu'au sein des syndicats la sanction de l'action et de la propagande politiques est tout au plus le licenciement, dans l'armée, par contre, où l'action et la propagande politiques sont rigoureusement interdites, la sanction peut aller jusqu'à la peine capitale. Mais les communistes révolutionnaires n'ont jamais manqué d'esprit de sacrifice, ils ont toujours été convaincus que, sans travailler dans ce secteur, on ne peut ouvrir la voie à la révolution.

La désorganisation de l'armée bourgeoise est en même temps partie intégrante de la stratégie qui vise à déjouer les plans bellicistes de la bourgeoisie capitaliste, à saboter les guerres de rapine et à les transformer en guerres révolutionnaires. C'est ainsi qu'agirent les bolcheviks avec l'armée du tsar à l'époque de Lénine. Le renversement de Kerenski et de son gouvernement, qui demandait la poursuite de la guerre impérialiste, la politique de Lénine sur la paix, sur la question agraire, sur la distribution des terres aux paysans pauvres, etc., attirèrent les soldats du côté de la révolution, alors que la caste des officiers resta dans le camp des gardes blancs, passa à la contre-révolution. La stratégie et la tactique léniniste de la guerre contre l'armée bourgeoise aident et encouragent la classe ouvrière et les peuples, les mobilisent pour la révolution, pour la guerre anti-impérialiste et de libération nationale.

Le mouvement révolutionnaire mondial a une riche expérience du travail dans les rangs de l'armée bourgeoise. En 1905, en Russie, dans l'armée tsariste furent créés les comités révolutionnaires de soldats, dirigés par le parti social-démocrate russe qui était conduit par Lénine. Lors de la révolution de février 1917, et surtout de la Révolution d'Octobre, dans les formations et les unités de l'armée tsariste furent créés les cellules du parti et les soviets des soldats et des matelots, qui devaient jouer un rôle déterminant pour le passage en masse de l'armée bourgeoise dans le camp de la révolution.

Au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, le Parti communiste d'Albanie, dans la clandestinité la plus profonde, travailla dans les rangs de l'armée, et même dans la gendarmerie, la police, etc., pour paralyser ces armes, susciter des troubles et des désertions dans leurs rangs. Cela contraignit l'ennemi à perdre



confiance et, dans certains cas, à déporter des détachements entiers de l'ancienne armée albanaise, qui était au service de l'occupant. Dans le même temps, beaucoup de militaires passèrent des rangs de l'ancienne armée dans les rangs de notre armée de libération nationale.

Prenons un autre exemple, plus proche, celui de l'armée du shah d'Iran et de sa caste d'officiers, qui, indépendamment du fait qu'elle était armée jusqu'aux dents et pourvue d'armes des plus sophistiquées, ne fut pas en mesure de mener une action efficace et de réprimer l'insurrection anti-impérialiste et anti-monarchiste du peuple iranien.

Le régime des Pahlavi était des plus barbares, des plus sanguinaires, des plus exploités et des plus corrompus de notre temps. Leur féroce dictature s'appuyait sur les féodaux, les richards créés par le régime, sur l'armée réactionnaire et sa caste dirigeante, sur la SAVAK, qui, comme la définissait le shah lui-même était un «Etat dans l'Etat». Les Pahlavi régnaient par la terreur, ils étaient des associés vendus à l'impérialisme américain et anglais ; les gendarmes les mieux armés du golfe Persique sous les ordres de la CIA.

Néanmoins, ni la terreur, ni l'armée, ni la SAVAK, etc., ne parvinrent à étouffer la révolte du peuple iranien, qui, sous des formes et avec une intensité diverses, se poursuivit pour finir par croître en qualité et dépasser le stade de peur de la violence. Au cours de ce processus l'armée et la SAVAK, remparts du régime sanguinaire du shah, se désagrègèrent, une partie de l'armée passa du côté du peuple, qui prit les armes et qui les garde. Cette expérience confirme que lorsque le peuple se dresse comme un seul homme, lorsqu'un travail attentif est fait pour démoraliser et désagréger l'armée et la police bourgeoises, la révolution ne peut être arrêtée ni par l'une ni par l'autre, si nombreuses et bien armées soient-elles.

Dans les pays capitalistes il est maintenant à la mode, pour toutes sortes de gens, de parler de «révolution» et d'actions prétendument révolutionnaires. Ceux qu'on appelle «gauchistes» réclament à cor et à cri des «mesures révolutionnaires», mais ils en fixent aussitôt les limites. Ils «expliquent» que des mesures révolutionnaires ne sont pas opportunes partout et dans tous les domaines, mais qu'il suffit d'introduire quelques «changements» ; autrement dit de bercer d'illusions et de tromper les masses qui réclament des transformations révolutionnaires radicales.

Tout comme la bourgeoisie, les «gauchistes» voient dans l'armée une «forteresse imprenable» et ils ne posent même pas la tâche de la désintégrer, de la démoraliser et de la détruire. Par contre, les partis marxistes-léninistes, sans négliger les autres directions de la lutte, considèrent la lutte pour l'unité de la classe ouvrière et la désintégration de l'armée bourgeoise comme deux orientations d'une importance décisive pour la victoire de la révolution.

«Naturellement, disait Lénine, si la révolution ne gagne pas à elle les masses et si elle n'entraîne pas l'armée à son côté, il ne saurait être question de lutte sérieuse.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 11, p. 183.)

Le travail des marxistes-léninistes dans les rangs de l'armée bourgeoise et révisionniste vise à entraîner les militaires dans une activité consciente révolutionnaire et non pas simplement à organiser des coups d'Etat. Les marxistes-léninistes n'ont jamais regardé ni ne regardent jamais le renversement de l'ordre capitaliste comme une question de putschs et de complots militaires, mais comme le résultat

de l'activité consciente, de la participation active des masses à la révolution.

Les coups d'Etat, les complots organisés par la caste des officiers dans nombre de pays du monde sont devenus à la mode. C'est avec des actions de ce genre que les groupes monopolistes renversent un gouvernement et y substituent un autre à leur service. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ont, par des coups de force militaires, mis à la tête de l'Etat dans de nombreux pays du monde des cliques réactionnaires à leur service. Dans ces cas-là, la masse des soldats a souvent servi aveuglément les intérêts des classes dominantes locales et des superpuissances impérialistes.

Les révolutionnaires authentiques éclairent alors la masse des soldats afin qu'ils ne se laissent pas tromper par la propagande réactionnaire qui cherche à faire passer les coups de force militaires pour des actions menées «dans l'intérêt de la nation», «dans l'intérêt du peuple et de la défense de la patrie», etc.

Ils expliquent aussi que l'anarchisme, le terrorisme et le banditisme, qui prennent de vastes proportions dans les pays capitalistes et révisionnistes, n'ont rien de commun avec la révolution. La réalité quotidienne vient prouver que les groupes anarchistes, terroristes et de bandits sont utilisés par la réaction comme une justification et comme une arme de combat pour préparer et instaurer la dictature fasciste, pour effrayer la petite bourgeoisie et en faire un instrument et un lit chaud du fascisme, pour paralyser la classe ouvrière et la maintenir liée aux chaînes du capitalisme, sous la menace de se voir enlever même les quelques miettes que lui a «données» la bourgeoisie.

Tous ces courants et groupes se masquent de noms attirants, comme «prolétaires», «communistes», «brigades rouges», et autres appellations qui sèment une grande confusion. Les actions de ces groupes n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme, avec le communisme.

La bourgeoisie, par sa propagande, accuse aussi les communistes, ceux qui sont réellement pour la révolution et le socialisme, pour le renversement du pouvoir bourgeois lui-même, d'être des terroristes, des anarchistes et des bandits et elle s'efforce de dresser l'opinion contre les véritables formes d'organisation révolutionnaire du prolétariat et de son avant-garde. C'est principalement à cette fin qu'elle encourage le terrorisme et le banditisme, qui dans des pays comme l'Italie prennent de vastes proportions.

Les marxistes-léninistes ont toujours en vue ces manœuvres et ces ruses de la bourgeoisie et ils luttent pour les démasquer et les annihiler. Ils repoussent les attaques, les accusations et les calomnies de la bourgeoisie et de ses valets, qui qualifient de terrorisme et de banditisme l'action illégale des partis marxistes-léninistes.

Le choix pour un parti marxiste-léniniste de son existence dans la clandestinité, dans la semi-clandestinité ou dans la clandestinité totale, dépend des conditions concrètes du pays concerné. Mais, indépendamment de ces conditions, l'organisation du travail illégal est le meilleur gage de la victoire. Sans cette organisation, la dictature bourgeoise, aux moments qu'elle juge opportuns, met en action sa redoutable force de frappe, elle sévit et éprouve gravement le prolétariat et son avant-garde.

Un parti de la classe ouvrière qui n'envisage pas des moments chauds de heurts et d'affrontements avec les forces de la bourgeoisie capitaliste, n'est pas un véritable parti révolutionnaire. Pour lui, le principe théorique selon lequel on ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie que par la violence, en luttant et en consentant des sacrifices, demeure une phrase creuse, un slogan. Dans la lutte, les moments aigus sont inévitables et en ces durs moments de combat, les bases de propagande légale sont insuffisantes. En ces moments-là, le parti communiste doit disposer aussi de ses bases de combat, avoir créé ses forces de choc, assuré ses arrières et les avoir pourvus des moyens politiques, idéologiques et matériels nécessaires. Les actions futures nécessiteront des sacrifices, des gens seront atteints, emprisonnés, tués, aussi faut-il travailler à former autour du parti une grande masse d'hommes fidèles et révolutionnaires résolus, qui l'écoutent et se lancent avec lui dans des actions révolutionnaires.

Par ailleurs, les partis marxistes-léninistes savent mettre à profit la «démocratie» bourgeoise, les possibilités que fournissent l'action et la lutte légales pour la préparation de la révolution. Même lorsqu'ils agissent dans la légalité, ils s'efforcent de faire en sorte que leurs actions servent à la satisfaction des exigences et à l'accomplissement des tâches de la révolution, à la préparation idéologique et politique, organisationnelle et militaire du parti et des masses pour le renversement de la bourgeoisie, que les lois bourgeoises le permettent ou non.

En toute occasion et dans toutes les circonstances, les véritables partis révolutionnaires savent combiner judicieusement l'organisation et la conduite de la lutte illégale avec la lutte légale, en usant seulement des formes d'action et des tactiques révolutionnaires qui ne voilent pas leur stratégie d'illusions sur le légalisme et la démocratie bourgeoise.

A ce propos Lénine disait :

«Dans tous les pays, même les plus libres, les plus «légalistes» et les plus «pacifiques», c'est-à-dire où la lutte des classes est la moins aiguë, le temps est venu pour chaque parti communiste de considérer comme absolument indispensable de combiner systématiquement le travail légal et le travail illégal, l'organisation légale et l'organisation illégale.» (V. Lénine, Œuvres éd. alb., t. 31, p. 211.)

A première vue, il semble qu'en Europe occidentale la classe ouvrière est étreinte durement dans les chaînes que lui ont mises la social-démocratie et les révisionnistes qualifiés d'eurocommunistes, que le mouvement ouvrier subit la forte influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Mais cette vision des choses ne correspond pas à la réalité. Aussi bien n'indique-t-elle pas les tendances du développement social, les procès qui couvent au sein des masses travailleuses, la nécessité historique et les impératifs de l'époque.

La bourgeoisie, les révisionnistes et tous les autres opportunistes s'efforcent de contenir la révolution, d'étouffer l'idéal communiste. A certaines étapes et dans des conditions historiques particulières, ils parviennent même à étourdir et à désorienter le prolétariat et les masses travailleuses, à assombrir dans une certaine mesure les perspectives de l'avenir socialiste. Mais c'est là un phénomène passager. La révolution et le socialisme, comme théories et comme actions pratiques, ne sont pas imposés aux

masses du dehors, par des individus particuliers ou par des groupes de gens. La

révolution et le socialisme constituent la seule clé nécessaire au prolétariat et aux masses pour résoudre les contradictions inconciliables de la société capitaliste, pour mettre fin à leur oppression et à leur exploitation, pour instaurer la liberté et l'égalité véritables. Et tant qu'il y aura oppression et exploitation, tant qu'existera le capitalisme, la pensée et la lutte des masses se dirigeront toujours vers la révolution et le socialisme.

Les eurocommunistes ont jeté par-dessus bord le drapeau du marxisme-léninisme, de la révolution et de la dictature du prolétariat. Ils prêchent la paix des classes et glorifient la démocratie bourgeoise. Mais avec des sermons et des hymnes on ne peut guérir les plaies de la société bourgeoise ni résoudre ses contradictions. Cela a été désormais confirmé par l'histoire et l'on ne peut ignorer ses enseignements. Le prolétariat, les opprimés et les exploités vont naturellement vers la révolution, vers la dictature du prolétariat et vers le socialisme. Naturellement aussi, ils recherchent la voie qui conduit à la satisfaction de ces aspirations historiques, voie que leur indique la théorie immortelle de Marx, Engels, Lénine et Staline. Il appartient aux nouveaux partis communistes marxistes-léninistes de prendre en main la direction des batailles de classe, abandonnée par les eurocommunistes, afin de doter le prolétariat et les masses de l'avant-garde militante et combattante qu'ils recherchent et acceptent d'avoir à leur tête.

Les situations ne sont pas faciles, mais rappelons-nous les paroles optimistes de Staline, selon lequel

«il n'est forteresse que les communistes ne prennent». Cet optimisme révolutionnaire émane des lois objectives mêmes du développement de la société. Le capitalisme est un ordre condamné à disparaître par l'histoire. Rien, ni la résistance enragée de la bourgeoisie, ni la trahison des révisionnistes modernes, ne peut le sauver de sa fin inévitable. L'avenir appartient au socialisme et au communisme.



## Table des matières

<b>I LA NOUVELLE STRATÉGIE IMPÉRIALISTE ET L'APPARITION DU RÉVISIONNISME MODERNE .....</b>	<b>5</b>
<i>La victoire sur le fascisme et la contre-offensive de l'impérialisme.....</i>	<i>7</i>
 <i>Le révisionnisme moderne au pouvoir, nouvelle arme de la bourgeoisie contre la révolution et le socialisme .....</i>	 <i>9</i>
<b>II - L'EUROCOMMUNISME, IDEOLOGIE DE SOUMISSION A LA BOURGEOISIE ET A L'IMPERIALISME .....</b>	<b>24</b>
<i>Les commencements du révisionnisme moderne dans les partis communistes d'Europe occidentale.....</i>	<i>24</i>
 <i>L'union avec les révisionnistes khrouchtchéviens dans la lutte contre le marxisme- léninisme et la révolution .....</i>	 <i>32</i>
<i>De l'opportunisme révisionniste à l'anticommunisme bourgeois.....</i>	<i>41</i>
<i>La conception bourgeoise de la société bourgeoise .....</i>	<i>45</i>
<i>Le «socialisme» des eurocommunistes est le système capitaliste actuel .....</i>	<i>52</i>
<i>La voie «démocratique» au socialisme, masque servant à défendre l'Etat bourgeois ..</i>	<i>60</i>
<i>L'«indépendance» des eurocommunistes est une dépendance envers le capital et la bourgeoisie .....</i>	<i>66</i>
 <b>III ..... - L'IDEOLOGIE REFORMISTE ET L'OPPORTUNISME POLITIQUE, TRAITS FONDAMENTAUX DES PARTIS EUROCOMMUNISTES .....</b>	 <b>75</b>
<i>La Constitution de l'Etat bourgeois, base du «socialisme» togliattien .....</i>	<i>75</i>
<i>Les successeurs de Proudhon en France.....</i>	<i>82</i>
<i>Révisionnisme sans gants .....</i>	<i>91</i>
<b>IV - LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION N'EST ARBORE ET PORTE EN AVANT QUE PAR LES MARXISTES-LÉNINISTES.....</b>	<b>97</b>





Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

[www.rocml.org](http://www.rocml.org)

[rocml@laposte.net](mailto:rocml@laposte.net)